698 JANVIER-MARS 2021

choisir

REVUE CULTURELLE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION

L'Histoire sous le prisme de la mémoire

Prévoir l'imprévisible

Illustration de la couverture
Mémorial de la Shoah, Paris. Yom HaShoah :
journée de commémoration des victimes, 2010
© Fred de Noyelle / Godong

Illustrations pleine page
p. 4 : Isabelle Cassani et Mireille Rigotti, *Mémoire diffractée*.
Exposition hors murs *Nature et Industrie* de la galerie d'art l'Essor,
au Sentier (vallée de Joux), du 1er juillet au 25 octobre 2020.
© Marie-Thérèse Bouchardy

p. 40 : Les *Skyway OCBC* des *Gardens by the Bay* de Singapour.
Cette partie des jardins verticaux de la baie de Singapour propose une promenade
suspendue entre des « arbres » superficiels imposants, avec de grandes canopées
et des lumières colorées la nuit.
© Coleen Rivas / Unsplash

p. 58 : Le *lucane cerf-volant* d'Albrecht Dürer (aquarelle, 1505),
Getty Center, Los Angeles
© Francois Galland / Godong

p. 72 : © Illustration, Nicolas Fossati

Dos de couverture
Sully Prudhomme, extrait de « La mémoire », in *Stances et poèmes* (1865)

Sommaire

ÉDITORIAL
Ni prison ni alibi, le passé par Pierre Emonet sj 3

MÉMOIRE

BIBLE
Le souvenir, terreau de la foi par Jean-Bernard Livio sj 5

SOCIÉTÉ
Déboulonnage ou contextualisation ? entretien avec Sébastien Farré et Yan Schubert par Benito Perez 10

POLITIQUE
Hongrie, un pouvoir qui écrit et efface l'histoire par Paul Gradvohl 15

Le périple de Sainte-Sophie par Jean Marcou 18

HISTOIRE
Le Valle de los Caídos ou l'ombre du franquisme par Thierry Maurice 22

Nicolas II, du tsar sanguinaire au tsar innocent par Korine Amacher 27

CINÉMA
Quand Hollywood écrit l'histoire par Patrick Bittar 32

MÉDECINE
Épigénétique : peut-on échapper à son ADN ? par Ariane Giacobino et Céline Fossati 36

ANTICIPATION

SCIENCES
Biologie de synthèse et superintelligence quelles responsabilités ? par Nayef Al-Rhodan 41

POLITIQUE
Climat : aveugles et sourds entretien avec Dominique Bourg par Lucienne Bittar 46

ART
Ce qui est, ce qui sera et ce qui aurait pu être par Amanda (Garcia) Spierings 49

FINANCE
De l'incertitude au risque par Paul H. Dembinski 51

THÉOLOGIE
De la gratitude à l'espérance par Marc Rastoin sj 55

CULTURE

LETTRES
Des Mohicans au Valais rencontre avec Philip Taramarcaz par Lucienne Bittar 59

CINÉMA
Jean-Luc Godard : un souffle, un nom, un mythe par Nathalie Dassa 61

EXPOSITIONS
L'aura de Rodin dans l'œuvre de Jean Arp par Geneviève Nevejan 65

LIVRES OUVERTS 69

choisir

REVUE CULTURELLE JÉSUITE D'INFORMATION
ET DE RÉFLEXION FONDÉE EN 1959

Direction
Pierre Emonet sj

Rédaction
Lucienne Bittar, rédactrice en chef
Céline Fossati, journaliste
Av. du Mail 14B – 1205 Genève
redaction@choisir.ch
tél. +41 22 808 04 19

Conseil de rédaction
Beat Altenbach sj, Raphaël Broquet, Bruno Fuglistaller sj, Stjepan Kusar, Étienne Perrot sj, Luc Ruedin sj

Administration et abonnements
Geneviève Rosset-Joye
rue Jacques-Dalphin 18 – 1227 Carouge (Suisse)
administration@choisir.ch
tél. +41 22 827 46 76

Tarifs
Édition papier + web 1 an
Tarif normal : Frs 55.–
Tarif réduit (étudiants, apprentis, AVS, AI) : Frs 48.–
Europe : Frs 60.–
Autres pays : Frs 65.–
Abonnement de soutien : Frs 80.–
Prix au numéro : Frs 13,50 (+ port)

Site Web
www.choisir.ch

Maquette
GRAFIX Communication visuelle
rue Hans-Geiler 2a, 1700 Fribourg

Mise en page et impression
Imprimerie Fiorina
rue de Scex 34, 1950 Sion

Louez l'Éternel !

**Je louerai l'Éternel de tout mon cœur,
dans la réunion des hommes droits et dans l'assemblée.
Les œuvres de l'Éternel sont grandes,
recherchées par tous ceux qui les aiment.
Son œuvre n'est que splendeur et magnificence,
et sa justice subsiste à jamais.**

**Il a laissé la mémoire de ses prodiges,
l'Éternel est miséricordieux et compatissant.
Il a donné de la nourriture à ceux qui le craignent ;
il se souvient toujours de son alliance.
Il a manifesté à son peuple la puissance de ses œuvres,
en lui livrant l'héritage des nations.**

**Les œuvres de ses mains sont fidélité et justice ;
toutes ses ordonnances sont véritables,
affermies pour l'éternité, faites avec fidélité et droiture.**

**Il a envoyé la délivrance à son peuple,
Il a établi pour toujours son alliance ;
Son nom est saint et redoutable.**

**La crainte de l'Éternel est le commencement de la sagesse ;
tous ceux qui l'observent ont une raison saine.
Sa gloire subsiste à jamais.**

(Bible Louis Segond, psaume 111)

Éditorial

Ni prison ni alibi, le passé

Pierre Emonet sj
directeur

« Profond est le puits du passé. Ne devrait-on pas dire qu'il est insondable ? […] C'est lui qui communique à nos propos leur feu et leur intensité et confère à toutes les questions qui s'y rapportent, leur caractère d'instance. »[1] Faire mémoire, c'est y puiser quelques morceaux d'histoire réputés à l'origine, capables de cautionner le présent en lui offrant la lointaine assise qui se confond avec l'existence. Naissance d'un mythe fondateur, socle sur lequel se construit une identité personnelle, familiale, culturelle, nationale ou religieuse. Comment venir à bout de cette longue histoire qui nous a engendrés, inscrite parfois dans nos gènes, réserve sans fond d'événements prometteurs de bonheurs ou de malheurs, dont l'inventaire n'est jamais achevé ? Nations, partis, révolutions, religions s'y sont employés, puisant leur propre vision de l'histoire. Les monuments, les statues des héros, les noms des rues, les épopées nationales racontées aux écoliers perpétuent la preuve de leur légitimité, jusqu'au jour où une future génération déboulonnera les ancêtres pour se refaire une virginité. Mais le passé ne s'efface pas. Têtu, il nous précède, présence héroïque ou honteuse qui éclabousse le présent et dont il faut bien s'accommoder.

Faire mémoire ! Revisiter le passé à la recherche des commencements fondateurs pour justifier le pire comme le meilleur. Dictateurs, autocrates, réformistes ou révolutionnaires, tous remontent vaillamment le temps pour reprendre possession d'un paradis perdu ou pour en chasser les démons par un vaste exorcisme. Une manière d'asseoir le nouveau régime. L'émotion, la mode et la mauvaise conscience habilement exploitées remodèlent un passé « hors sol » à l'image du présent. Le Hongrois rêve aux fastes de l'Empire, l'Espagnol déterre et réenterre ses morts pour leur rendre justice, le Russe dresse un autel au tsar assassiné par ses pères, et le Turc, en habits de sultan, séquestre les églises en rêvant à la Sublime Porte.

« L'histoire est maîtresse de vie », disaient les anciens. Ni prison ni alibi, le passé demeure le socle sur lequel tout progrès s'appuie, toute évolution prend son élan vers la nouveauté. À condition de ne pas traduire le passé devant le tribunal du présent, d'estimer chaque époque à sa propre mesure, d'accepter sa fonction purificatrice et de faire preuve de modestie, de souplesse et de mobilité. Parce qu'ils avaient compris que le temps ne revient jamais sur ses pas, les Hébreux faisaient chaque année mémoire de la sortie d'Égypte pour relancer leur marche : *l'an prochain à Jérusalem*. Loin de les enfermer dans le passé, le rappel rituel des heurs et malheurs des étapes précédentes secouait leur torpeur et les encourageait à progresser vers de nouveaux horizons. ■

1 **Thomas Mann**, *Joseph et ses frères. Les histoires de Jacob,* Paris, Gallimard 1935 p. 7.

MÉMOIRE

Mémoire

Le souvenir, terreau de la foi

Jean-Bernard Livio sj, Villars-sur-Glâne
bibliste et archéologue

Comme ne cesse de nous le rappeler la Bible, faire mémoire est une démarche de foi primordiale, éloignée de tout esprit passéiste. Le but est de rendre présent le passé, de façon à aider le croyant à investir son aujourd'hui et à se tourner vers l'avenir. Célébration et action vont ainsi de pair pour le judaïsme et le christianisme.

« Garde-toi d'oublier. » Cette recommandation du Deutéronome (8,11) traverse la Bible et, plus largement, toute la tradition judéo-chrétienne. Elle se présente tour à tour comme un conseil, une source de bienfaits, un avertissement ou une façon de vivre. Mais elle est toujours placée sous le signe d'une mémoire vivante, de la vie donnée par Dieu.

Ainsi la mémoire joue un rôle important dans l'histoire de l'Alliance entre Dieu et Israël. Comme le mentionne la prière du *Sh'ma Israël*, considérée comme la profession de foi du judaïsme, il s'agit d'aimer le Dieu Un, de tout son cœur, de tout son esprit et de tout son être, et de se souvenir que c'est lui qui libère de tout esclavage, comme il a jadis libéré les Hébreux du pays d'Égypte.

Une foi liée à la mémoire

Dans l'Ancien Testament, la mémoire suit deux mouvements et le recours à l'hébreu est éclairant sur ce point. Le verbe *zakar*, omniprésent dans la Bible (plus de 200 récurrences), désigne à la fois la mémoire de l'homme pour Dieu et la mémoire de Dieu pour l'homme, comme les deux faces d'une même pièce de monnaie qui se tiennent et s'appellent mutuellement. Car le Dieu de la Bible est un Dieu qui se souvient des hommes. Comment en serait-il autrement, puisque, dès le récit de la création, il est confessé que « Dieu créa l'être humain à son image et à sa ressemblance » ?

Il est ce Dieu compatissant qui a vu la misère de son peuple en Égypte (Ex 3,7), ce Dieu fidèle qui « n'oublie pas l'alliance qu'il a conclue par serment avec nos pères » (Dt 4,31). Adossé à cette foi, le croyant peut alors prier et invoquer Dieu dans la confiance : « Seigneur, souviens-toi de ta tendresse et de ton amour que tu as montré depuis toujours » (Ps 25,6).

Ce verbe *zakar* est difficile à traduire, car il signifie tour à tour : se souvenir, rappeler, mentionner, avec un regard vers hier, mais aussi invoquer, conserver, faire mémoire, ce qui demande un engagement aujourd'hui et demain. Ainsi le peuple de la Bible est le premier de l'Histoire à avoir bâti sa relation avec son Dieu sur un souvenir sans cesse actualisé. Où qu'il erre, où qu'il vive, esclave ou maître, nomade ou sédentaire, Israël a toujours conservé la mémoire du Dieu de ses pères.

Le jésuite Jean-Bernard Livio anime les *Vendredis bibliques* à la Paroisse de Saint-Amédée (Lausanne) et au Domaine Notre-Dame de la Route de Villars-sur-Glâne, ainsi que les *Jeudis de l'histoire de l'Église :* voir les dates de ses conférences-rencontres sur www.jesuites.ch.

Mémoire

Le souvenir, terreau de la foi

Or cette mémoire ne se retourne vers le passé que pour inviter Dieu dans le présent et pour prolonger notre histoire commune. L'évènement passé par excellence, c'est l'institution de la fête de la Pâque, tout à la fois regard vers la libération du pays d'Égypte et projet d'une installation future dans une terre promise. Lorsque la fête s'institue, une année après l'événement libérateur, elle précise que le chemin n'est pas encore parcouru, que le peuple se trouve encore en route, et qu'il lui faut faire revivre le souvenir de la relation instituée par Dieu sur la montagne, afin de renouveler cette alliance, de la renforcer, pour aujourd'hui et pour demain.

Rappeler les « bienfaits » de Dieu, ses « merveilles », c'est donc nécessairement les célébrer chaque jour et plus spécialement chaque fin de semaine dans la célébration du sabbat, qui exprime le souvenir d'une alliance qui est reçue, gardée, puis transmise aux nouvelles générations.

Rappeler les « bienfaits » de Dieu, ses « merveilles », c'est donc nécessairement les célébrer chaque jour.

Quant à Dieu, pour lui le « souvenir » va de pair avec l'annonce du salut. Quand Dieu se souvient, il ouvre le salut pour l'homme, il lui offre cette ouverture de son présent sur un à venir. À l'être humain alors de *faire mémoire* - ce qui est une action et pas seulement un sentiment - afin d'enraciner cette action dans ce qui lui a été donné de vivre des bienfaits de Dieu.

Tout passéisme est donc exclu : pas de nostalgie de ce qui fut, positif ou négatif ! Car pour l'*homo biblicus*, il n'est pas de retour en arrière possible. L'épisode de Sodome en est une jolie admonition mythique qui ne manque pas de sel ! En se retournant sur ce qu'elle vient de quitter, la femme de Loth - on pourrait dire l'âme humaine - est figée en statue de sel (Gn 19,26).[1]

Le sens de la filiation

Les premiers écrits chrétiens ont trouvé dans cette mémoire juive un héritage à exploiter. Dans cette filiation se cache l'un des faits les plus originaux de l'histoire des religions : ce qui sera plus tard appelé l'Ancien Testament constitue la « mémoire collective » des apôtres et de l'Église primitive. C'est en se greffant sur cette mémoire que les apôtres vont découvrir le Christ Sauveur, le Messie annoncé par les Écritures, en Jésus de Nazareth.

Le lecteur occidental moderne, qui s'est éloigné des coutumes arabes et moyen-orientales, en est souvent surpris. Pourquoi tant de référence aux ancêtres, tant de déclinaisons généalogiques ? À chaque fois qu'un personnage est évoqué, que ce soit un patriarche, un roi, un prophète ou une femme jouant un rôle important dans l'histoire du peuple, il semble nécessaire au rédacteur biblique d'en préciser l'ascendance. Même s'il est conscient qu'il en invente une bonne partie ! Ainsi, pour clore son petit conte familial, l'auteur du livre de Ruth propose-t-il une lignée (Rt 4,18). Mais visiblement il ne cherche pas à dresser un arbre généalogique au sens moderne du terme, pas plus d'ailleurs

que Matthieu, qui ouvre son évangile par une liste des « origines de Jésus Christ, fils de David, fils d'Abraham… ». Son idée est d'amener le lecteur vers le but annoncé : le fils de David, Jésus « celui qui est appelé Christ ».

Cette importance de la filiation se retrouve dans le 4e commandement, « Honore ton père et ta mère… ».[2] Ce commandement est là pour nous rappeler que la vie ne vient pas de nous, que nous l'avons reçue, que le monde n'a pas commencé avec nous, que nous venons d'une lignée, d'un clan, d'une famille, d'une tradition, d'une culture. En poursuivant la lecture du commandement, nous en découvrons d'ailleurs l'intention fondamentale : « …afin que tes jours se prolongent et que tu sois heureux sur la terre que te donne le Seigneur ton Dieu » (Dt 5,6), autrement dit que nous léguions à notre descendance l'usufruit de l'héritage reçu. Le texte biblique invite donc à ne pas nous prendre pour l'origine et la fin de tout, à ne pas renier ce qui nous précède et à aller de l'avant. Le chrétien ne devra jamais l'oublier, lui qui est comme greffé sur le judaïsme par l'héritage reçu, ce qui permettra d'ailleurs à Paul, puis aux écrits chrétiens de parler de « testament ».

Les oublis de l'homme

Mais c'est précisément là le drame. Alors que Dieu n'oublie jamais, ni sa Parole ni son Alliance, l'homme, lui, oublie, voire se révolte, et cela malgré les mises en garde du Deutéronome 4,9 : « Garde-toi d'oublier les choses que tu as vues. » Il est expressément fait allusion dans ce livre à tout ce que l'on doit à ce Dieu qui nous a libérés : « Souviens-toi, n'oublie pas que tu as irrité le Seigneur ton Dieu dans le désert par tes révoltes successives, alors qu'il t'avait fait sortir du pays d'Égypte. »

Les prophètes, le psalmiste, les pères de l'Église mettront des mots au cours des siècles sur les temps et les événements de ces révoltes. Jusqu'au pape François dans sa dernière encyclique *Fratelli tutti*. Mais toujours dans la logique de l'Amour, ces rappels se feront dans l'espoir d'un retour, d'une conversion de l'homme. Qu'il se remette dans un état de réceptivité où Dieu peut le re-susciter !

C'est là tout le paradoxe : la sortie de l'esclavage (en Égypte), la Pâque passée est encore à venir. Si le peuple est appelé à se souvenir de ce que YHWH a fait pour lui, c'est pour prendre conscience de la fidélité de Dieu. Même si le moment présent semble la contredire, il faut se projeter dans l'avenir où se réaliseront enfin pleinement les promesses déjà partiellement réalisées. Il s'agit de relire le passé pour comprendre. Pour entendre aussi qu'au-delà de nos propres gémissements et révoltes, c'est Dieu qui souffre : « Ô mon peuple, que t'ai-je fait ? », selon les belles paroles des impropères (prières de reproches chantées) du Vendredi saint, construites à l'instar de Michée (6,3), du second Isaïe (42,2-23), de Jérémie (2,5), du psaume 50 et de tant d'autres qui réclament que Dieu soit entendu et que l'homme se positionne : « Réponds-moi ! »

La fidélité de Dieu et sa déception permettent à la conscience de l'homme d'ouvrir « ces temps nouveaux ». Cette relecture du passé caractérise les écrits au retour de l'Exil, cette littérature que l'on appelle précisément deutéronomiste. On y décèle une conversion profonde : du souvenir passé naît un futur que l'on attend, la mémoire débouche sur la certitude d'une réalisation dans l'avenir.

Mémoire

Le souvenir, terreau de la foi

Pour cela il faut inventer une façon nouvelle de dire l'espoir malgré toute désespérance, de dire la foi quand tout semble perdu : ce sera le langage apocalyptique, non pas au sens moderne de « catastrophique », mais au sens premier de « dévoilement ». Ce que l'on découvre était sous nos yeux même si l'on ne savait pas ou que l'on ne voulait pas le comprendre. « Que celui qui a des oreilles pour entendre, qu'il entende ce que lui dit l'Esprit », répèteront tour à tour Ezéchiel (40-48), Zacharie, Daniel, le 4e évangile, le livre de l'Apocalypse…

L'itinéraire de la foi chrétienne

La mémoire apparaît ainsi comme un passage obligé. Au lendemain de la mort de Jésus, les disciples du Christ n'ont pas d'autre moyen d'accéder à la nouveauté radicale de la résurrection que de passer par un chemin de mémoire. Un itinéraire qui parcourt les Écritures juives, mais aussi le souvenir des gestes de Jésus et de son enseignement.

Sculptures du portail nord de la cathédrale Notre-Dame de Chartres. Melchisédek, Abraham, Moïse, Aaron et Samuel ou le roi David
© Philippe Lissac / GODONG

Quand le Seigneur est là, avec nous (Emmanuel), la mémoire coïncide avec le présent, et c'est l'accomplissement. Le souvenir des promesses et de l'Alliance passe à l'acte dans l'évènement Jésus-Christ qui récapitule tout : le retour de l'homme et le pardon de Dieu. Puisque Dieu, qui se souvient de l'homme, est dans le Christ, alors l'homme n'a plus à chercher Dieu dans le passé. Car Jésus-Christ est l'homme définitivement présent à Dieu … et, tout à la fois, il est Dieu définitivement présent à l'homme.

La foi chrétienne demeure donc inaccessible en dehors du souvenir réactualisé de l'enseignement de Jésus et des prophètes avant lui. C'est ce que, au matin de Pâques dans l'évangile de Luc, les « deux hommes en blanc » font comprendre aux femmes qui s'interrogent devant le tombeau vide : « Rappelez-vous comment il vous a parlé quand il était encore en Galilée ; il disait : ‹il faut que le Fils de l'homme soit livré aux mains des hommes pécheurs, qu'il soit crucifié, et que le troisième jour il ressuscite.› Alors, elles se rappelèrent ses paroles » (Lc 24,6-8). C'est aussi par un long cheminement, en « commençant par Moïse et parcourant tous les prophètes », que les disciples d'Emmaüs progressent vers la reconnaissance du Christ ressuscité (Lc 24,13-35).

La clé de cette mémoire

Pour les chrétiens, cette créativité de la mémoire se vit grâce à l'Esprit saint. « Le Paraclet, l'Esprit saint que le Père vous enverra en mon nom, vous enseignera toutes choses et vous fera vous ressouvenir de tout ce que je vous ai dit », annonce le Christ dans l'évangile de Jean (14,26). Ce

passage fonctionne comme une clé de la mémoire chrétienne, à la fois fidèle et créatrice dans son rapport à l'enseignement du maître.

La veille de sa Passion, au cours du dernier repas qu'il prit avec ses disciples, le Christ n'a-t-il pas dit : « Faites ceci en mémoire de moi » (1 Co 11,24-25) ? En célébrant l'eucharistie, l'Église fait mémoire du Christ, de son incarnation, de sa mort, de sa résurrection et de son ascension au ciel. Le mot *mémoire* fut suspecté au concile de Trente, qui lui préféra celui de *sacrifice*, les pères du Concile voulant éviter que l'eucharistie se transforme en représentation (comme au théâtre) d'un événement unique et passé. Depuis le concile Vatican II, l'expression *faire mémoire* est revenue sur le devant de la scène, au sens de rendre présent par un mémorial.

Cette compréhension de l'eucharistie comme acte de mémoire permet de renouer avec les sources bibliques. Car si la mémoire n'est plus un simple conservatisme du passé, la liturgie qui l'exprime ne peut être une simple répétition des faits et gestes du Christ. « En mémoire de lui, depuis deux millénaires, la foi chrétienne rassemble un peuple innombrable. Pour se complaire dans la nostalgie ? Jamais », écrivait en 1995 le jésuite genevois Albert Longchamp,[3] rappelant qu'eucharistie veut dire action de grâce. « La mémoire est action. Le mémorial ne répète pas un passé révolu : il actualise une histoire. Qui devient fondatrice d'une nouvelle réalité. »

Le temps de l'action

Car les temps ne sont pas encore accomplis. Dieu certes est présent dans une Alliance nouvelle et éternelle, mais l'homme reste souvent absent à son Dieu ; il a donc besoin de se souvenir, de faire eucharistie. Cette parole, « Faites ceci en mémoire de moi », ordonnée à l'action, à la vie, nous engage autant sur le plan liturgique que social. « Ceci » n'étant pas seulement une répétition du rite du partage du pain et du vin à la table eucharistique, mais aussi, dans le commentaire qu'en fait le 4e évangile, le prolongement du geste du lavement des pieds à la Cène dans notre agir social et caritatif.

N'est-ce pas ce que Jésus lui-même enseignait à ses disciples et dont l'évangéliste Luc se fait l'écho : « Quiconque met la main à la charrue, puis regarde en arrière, n'est pas fait pour le royaume de Dieu » ? Nous voilà prévenus ! Il ne s'agit pas tant de réciter des formules anciennes, fût-ce des prières bibliques, il faut inventer la Parole de tout son cœur, de toute son âme, de tout son esprit, de tout son corps, dans cette conviction - qui est don de l'Esprit et réponse de l'Homme - que Dieu est présent parmi nous. ■

1 Je suis reconnaissant à un ami psychanalyste de m'avoir fait remarquer que les larmes de peine ou de désespoir ont un goût amer, un goût de sel, à la différence des larmes de joie.

2 Marie Balmary relève avec pertinence que le verbe hébreu ici employé doit se traduire par *honorer* et non pas *aimer*, ce qui permet de penser que le commandement autorise les enfants à prendre une distance parfois nécessaire à l'invention de leur propre vie. Cf. **Marie Balmary**, *Le sacrifice interdit, Freud et la Bible*, Paris, Grasset 1986, 294 p.

3 **Jacques Sommet et Albert Longchamp**, *L'Acte de mémoire, 50 ans après la déportation,* Paris, L'Atelier 1995, 96 p.

Mémoire

Déboulonnage ou contextualisation ?
entretien avec
Sébastien Farré et Yan Schubert

Benito Perez, Genève
Co-rédacteur en chef du *Courrier*

SOCIÉTÉ

On ne les voyait plus, mais elle agitent le débat public depuis le printemps 2020 sous l'action des mouvements féministes, anticolonialistes ou antiracistes. Statues et plaques de rues, ces lieux de célébration ou outils de la contestation, questionnent notre relation au passé et à l'espace public. Un voyage dans une histoire bien présente dans nos villes, auprès de deux spécialistes genevois.

Sébastien Farré est directeur exécutif de la Maison de l'histoire de Genève.
Yan Schubert est un chercheur spécialisé sur les questions mémorielles.
Cet article a été publié le 5 août 2020 par *Le Courrier* dans le cadre de sa série *Sur un piedestal* (lecourrier.ch/dossier/sur-un-piedestal).

Sébastien Farré et Yan Schubert explorent le monde de la mise en scène mémorielle depuis de nombreuses années au sein de l'Atelier interdisciplinaire de recherche (AIR). Cette association, née en 2005, s'est intéressée en particulier à l'Allemagne, aux Balkans, à l'Espagne et … à Genève.

Benito Perez : Pourquoi érige-t-on un monument ? En théorie et dans la pratique.

Yan Schubert : « La plupart du temps, les monuments sont élevés pour se souvenir de hauts faits, d'une période ou d'une personne. On rend hommage, on donne accès à un personnage ou à un évènement. Aujourd'hui le procédé n'est plus tellement à la mode même si, curieusement, on continue d'en ériger. »

Estimez-vous que ce procédé mémoriel ne fonctionne plus ?

Y. S. : « En effet, à moins d'y associer un évènement commémoratif, les monuments sont devenus invisibles dans l'espace public. Nous en avons à tous les coins de rue, mais nous ne savons pas ce qu'ils représentent. Quand j'enseignais à l'Université de Genève, je questionnais mes étudiants sur la statue présente devant les Bastions ; aucun ne l'avait vue ! Au cours suivant, les étudiants revenaient en disant que c'était Carl Vogt [politicien et fondateur de l'Université] mais sans savoir qui il était réellement. »

Sébastien Farré : « Il est fascinant que le débat autour d'un monument se termine très souvent à son inauguration, puis reprend quand on veut le déboulonner. Entre les deux, il s'efface, sauf peut-être aux yeux des touristes à qui il n'était pas forcément destiné. »

Y a-t-il une spécificité de la statue ?

Y. S. : « Non, c'est affaire de modes. Depuis une trentaine d'années, il y a un style, une architecture commune des lieux de mémoire, qui fait la part belle à l'art contemporain. Ce sont souvent des œuvres plus complexes, qui peuvent même allier ou confronter plusieurs mémoires. Une autre mode consiste à poser une plaque : le niveau zéro du monument. On les voit encore moins, mais elles permettent de célébrer à moindres frais. »

S. F. : « Les statues de personnes, de grands hommes deviennent rares, et même lorsqu'on leur érige un monument, c'est la cause qu'ils incarnent qui est désormais mise en avant. »

Y a-t-il d'ailleurs un sens à célébrer des grands hommes ou des grandes femmes dont on sait qu'aucun n'est sans tache ?

Y. S. : « Il y a aujourd'hui une forte moralisation du débat, une pression vers le politiquement correct. Or l'on sait très bien que la complexité de l'être humain ne permet pas d'exiger l'exemplarité absolue. On va ainsi de plus en plus vers des monuments pour de grandes causes, avec le risque d'enfoncer des portes ouvertes, de réaliser des monuments ‹tarte à la crème›. En ex-Yougoslavie, on a dressé des *turbo sculptures*[1] de personnages médiatiques appréciés de tous, comme Bob Marley ou Bruce Lee, afin de rassembler des communautés extrêmement divisées par la guerre. On peut le comprendre dans ce contexte, mais ici ce serait absurde. »

Érigerait-on des monuments dans le but de régler des problèmes de conscience, pour s'en dédouaner une fois pour toute ?

Y. S. : « Bien sûr cela peut arriver, mais ce n'est pas la règle. Lorsque l'Allemagne a voulu ériger un mémorial au génocide perpétré sous le régime national-socialiste, certains ont craint que cela close le débat. Cela n'a pas été le cas. Non seulement la construction a été un grand moment de réflexion, mais celle-ci demeure vive quinze ans après l'inauguration. »

À qui élève-t-on un monument en Suisse ? Les statues ont-elles un genre, une classe sociale ?

S. F. : « L'élévation de statues, en particulier à Genève, est un phénomène récent. La réforme en avait surtout détruit. C'est au XIX^e^ siècle, lorsque se construit une identité nationale sur la base de l'État libéral, qu'on réaménage la ville moderne alors émergente avec des figures exemplaires. Il y a une intention pédagogique et politique, un message aux citoyens. À travers elles, on met en scène le rapport de force qui tourne en faveur de l'élite bourgeoise masculine. Il s'agit de montrer la voie du progrès. »

Une hiérarchie s'établit-elle dans la géographie monumentale ?

S. F. : « Absolument. Que l'on parvienne à modifier un endroit central ou que l'on choisisse un lieu marginal, cela changera la nature du geste. Il y a aussi des questions d'opportunité. Au parc des Bastions, gagné sur les fortifications, il était facile de poser des bustes. L'autre endroit qui se développe depuis une trentaine d'années, c'est les alentours de la place des Nations, avec les statues de Gandhi et Mandela. Moins central, cet espace permet de bâtir sans grande difficulté une image d'une Genève internationale engagée sur les droits humains. »

Y. S. : « Il y a sans doute aussi une dimension touristique, les monuments étant placés sur le parcours qui va du musée international de la Croix-Rouge à l'ONU. Quant on sait quelle était la position de la Suisse à l'égard du régime d'apartheid, on peut trouver ironique cette évocation… »

Peut-on parler de politique monumentale en Suisse ?

Y. S. : « Non, contrairement à ses pays voisins, la Suisse s'en remet à des initiatives très locales, publiques ou privées. La plupart du temps, ce sont des groupes, des lobbys qui promeuvent des monuments. Comme les partisans d'Henry Dunant qui ne voulaient pas laisser l'espace public au seul Gustave Moynier [autre fondateur du CICR] et sont parvenus à ériger une statue non loin de son buste des Bastions. Ou les Arméniens de Genève qui ont concrétisé le projet de *Réverbères de la mémoire*. Mais même avec le soutien de la

Mémoire

Déboulonnage ou contextualisation ?

Ville, le monument n'a pas pu être installé comme prévu sur le bastion Saint-Antoine, sous pression d'habitants qui craignaient des échauffourées ; il a été placé dans le parc Trembley, près de l'ONU. Un choix qui trouble un peu plus le sens de l'œuvre, entre hommage aux liens privilégiés des Genevois et des Arméniens et mémorial du génocide. »

S. F. : « Il est aussi significatif que l'un des monuments les plus célèbres de Genève, la *Broken Chair*[2] de la place des Nations, initialement provisoire, ait finit par s'imposer car il fonctionne très bien socialement. »

Un monument sert à valoriser un personnage ou une cause, mais peut-il aussi arriver que ce mémorial change de sens ? Voire qu'il se retourne contre l'intention première ?

S. F. : « Complètement. Si le monument tend à être silencieux, par exemple en l'absence de commémorations, il est à la merci d'une réactivation différente des intentions de ses promoteurs. Le cas de la *sentinelle des Rangiers* (Jura) est le plus spectaculaire en Suisse. Commémoration bienveillante de la mobilisation de 14-18 et de la défense de la Suisse lors de la Première Guerre mondiale, elle s'est mise à signifier, en une génération, pour une partie des séparatistes jurassiens, la présence bernoise et suisse-alémanique sur leur territoire. »

Paradoxalement, la présence de statues contestables favoriserait donc le débat public historique ?

Y. S. : « Oui, on le constate notamment à Neuchâtel avec la statue de De Pury.[3] C'est une bonne chose. Je ne suis pas forcément pour le déboulonnage des statues, mais le débat engendré, qui questionne les liens entre la Suisse et l'entreprise coloniale et l'esclavagisme, est important. Peut-être faudra-t-il trouver un juste équilibre entre réinterprétation du passé incarné par l'œuvre, dans toute sa complexité, et dépôt pur et simple au musée. Chaque situation, chaque monument mérite un débat social distinct. »

S. F. : « Dire que les statues sont simplement des témoignages historiques, c'est faux. Elles ont un sens, un message, elles témoignent d'une intention dans l'espace public qui doit être débattue. Et potentiellement neutralisée par une mise en contexte, un détournement - par exemple par une intervention artistique - ou un déplacement. »

Y a-t-il des exemples ?

Y. S. : « Jenny Holzer, une artiste américaine conceptuelle, projette des textes sur des monuments importants. À Berlin, on a déboulonné une statue, mais le socle a été conservé. Un vestige extrêmement parlant ! Il y a des stades intermédiaires entre fracasser une statue et la faire tomber de son piédestal ou la conserver de façon acritique. Il existe des applications pour smartphone, comme *Swiss Art to go*, qui donnent des explications très riches sur les monuments devant lesquels vous vous photographiez. On peut aussi imaginer des parcours organisés dans les villes pour décrire ce patrimoine et contribuer à faire découvrir notre histoire. »

Melik Ohanian,
« Les Réverbères de la mémoire »
Collection du Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève (FMAC)
© Sandra Pointet

S. F. : « Ce débat sur les statues n'est pas nouveau. Dans toute période charnière, révolutionnaire ou de conquête, des statues ont été déboulonnées, déplacées. La spécificité du mouvement actuel est qu'il opère en l'absence de changements politiques structurels. Une transformation culturelle est peut-être à l'œuvre dans notre rapport à la statuaire.

» Plus que le sort de ces statues, c'est ce changement de paradigme qui m'intéresse. On le voit aux États-Unis, où le fossé entre les cercles politiques traditionnels et certaines populations grandit. Ces dernières ne se sentant plus représentées s'en prennent à ce qu'elles considèrent comme les symboles de ce pouvoir qui les exclut. L'opposition ne se réduit pas entre vandales et défenseurs du patrimoine. Le défi consiste à élaborer un nouveau compromis social et mémoriel au sein de l'espace public. Quand, à Genève, le mouvement féministe dit qu'il est inacceptable de n'avoir que des figures masculines dans le parc des Bastions ou à l'Université, les autori-

Mémoire

Déboulonnage ou contextualisation ?

tés doivent apporter des réponses à ce nouveau rapport à la mémoire. »

Qui a la légitimité de transformer cette symbolique léguée par le passé ? L'historien ? La population ? N'est-on pas victime d'une forme de présentéisme ?

Y. S. : « La complexité du débat vient de la nécessité d'accorder les diverses visions et acteurs. L'historien n'est pas là pour donner des leçons sur la mémoire, mais pour apporter une vision critique. Il peut, par exemple, aider à s'interroger sur l'intérêt des monuments. N'y a-t-il pas de meilleures façons de lutter contre le présentéisme et de donner sens à l'histoire ? Prenons le *Monument en hommage aux brigadistes* de la rue Dancet, à Genève ; il est placé entre deux routes et un parking ; y prend-il vraiment tout son sens ? »

S. F. : « C'est un domaine à investir. Dans l'enseignement, même universitaire, ce décryptage historique et mémoriel de l'espace public est extrêmement maigre. »

Y a-t-il de grandes questions mémorielles oubliées ou occultées dans notre espace public ?

S. F. : « L'immigration, par exemple, n'est jamais mentionnée explicitement, ni dans la rue ni dans les musées officiels. À Genève, nous avons organisé en 2019 une exposition sur les saisonniers,[4] mais elle a duré trop peu de temps et il n'existe aucun projet de musée permanent. » ■

Manolo Torres, « Monument en hommage aux brigadistes » (2000) © MHM55, Wikimedia Common

1 Terme inventé par l'artiste serbe Aleksandra Domanović, dans son essai vidéo *Turbo sculpture* (2010-2013) qui interroge l'émergence de ce nouvel art populaire en ex-Yougoslavie. Un prolongement logique des genres d'Europe de l'Est d'après-guerre, tels que la télévision turbo et l'architecture turbo folk, basés sur des exagérations et des amalgames aléatoires du local et du mondial. (n.d.l.r.)

2 Chaise en bois à trois pieds placée par Handicap International en 1997 pour marquer la signature de la Convention internationale sur l'interdiction des mines antipersonnel.

3 Négociant bienfaiteur du XVII[e] siècle, David de Pury a bâti sa fortune notamment sur la traite des esclaves. Une pétition a été lancée en juin 2020 pour que l'on retire sa statue de la ville de Neuchâtel. (n.d.l.r.)

4 *Nous saisonniers, saisonnières… Genève 1931-2019,* du 30 octobre au 24 novembre 2019, à l'Espace le Commun. (n.d.l.r.)

Mémoire

Hongrie, un pouvoir qui écrit et efface l'histoire

Paul Gradvohl, Nancy (F)
historien de l'Europe centrale contemporaine

POLITIQUE

En Hongrie, l'histoire sert aujourd'hui de rampe de lancement à un autoritarisme qui se veut le restaurateur des gloires passées et d'un ordre ethnique rêvé où les Hongrois mèneraient les autres peuples du bassin des Carpates, au nom de la chrétienté occidentale. La refonte récente de la place du parlement et de ses alentours le souligne.

Paul Gradvohl est professeur d'histoire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et directeur du Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine. De 2012 à 2016, il a dirigé le Centre de civilisation française et d'études francophones de l'Université de Varsovie.

La Hongrie est devenue un État souverain le 26 juillet 1921, au moment de la mise en vigueur du traité de Trianon, signé le 4 juin 1920. Elle le fit avec le statut de pays vaincu au vu de sa participation à l'Empire austro-hongrois, alors que d'autres pays bien plus jeunes, comme la Pologne et la Tchécoslovaquie, s'en tirèrent avec le statut de vainqueurs. Cela valut à la Hongrie de nouvelles frontières, dont se retrouva exclu un tiers environ des Hongrois, et un traitement infligé par les vainqueurs particulièrement sévère, en particulier par ses voisins.

La continuité imaginaire de l'existence de leur État millénaire constitua cependant pour les Hongrois le socle sur lequel ils s'appuyèrent pour justifier le maintien du royaume jusqu'en 1946, et celui de sa classe politique, foncièrement attachée au régent Horthy, jusqu'en octobre 1944. C'est là-dessus aussi que se fonde, depuis le 29 mai 2010 et sans discontinuité, le discours victimaire du régime dirigé par Viktor Orbán.

Des croyances tenant lieu de vérité

Depuis l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2012, de la *Loi fondamentale de la Hongrie*, la fiction de l'existence continue de l'État hongrois depuis le Moyen Âge a pris une nouvelle forme. La loi (art. R, alinéa 3) reconnaît à la Constitution historique du pays, ainsi qu'à la *Profession de foi nationale* (son préambule) un statut normatif qui éclaire l'ensemble de ses dispositions. Quant à cette *Profession de foi*, elle affirme : « Nous respectons les acquis de notre Constitution historique et la Sainte Couronne qui incarne(nt) la continuité constitutionnelle de l'État hongrois et l'unité nationale. » La boucle est bouclée. L'usage syntaxique du singulier permis par le hongrois indique l'association entre la Sainte Couronne (exposée au Parlement hongrois depuis 10 ans) et un corpus de textes juridiques remontant à l'époque féodale. On est bien loin des normes usuelles pour une constitution…

Cette symbolique et la *Loi fondamentale* suggèrent que l'État hongrois transcende les réalités politiques, une essence qui serait révélée grâce au régime actuel. La *Profession de foi* s'inscrit dans cette démarche de « catéchisme national » imposée par un devoir de croyance, explicitement attendu des « membres de la nation » et non pas des

Mémoire

Hongrie, un pouvoir qui écrit et efface l'histoire

seuls citoyens relevant de l'État hongrois. Cette croyance est alimentée par la fierté du peuple face à la vaillance et la créativité de ses ancêtres, qui se sont battus pour le maintien de la souveraineté du pays et la défense de l'Europe.

C'est dire comment le politique en Hongrie fait et refait l'histoire nationale ! Il en corrige le cadre et l'exploite comme terrain de mobilisation permanente des citoyens et des écoliers. La vision proposée est exclusivement nationale et donc fondamentalement biaisée puisque la Hongrie, de sa création en l'an 1001 à sa première disparition comme État souverain en 1526, a toujours été un pays multiethnique.

Certes les nobles hongrois bénéficiaient de privilèges au sein du système Habsbourg, mais en aucun cas ils n'ont tenu en main les instruments de la souveraineté, exception faite des années 1848-1849. Le nouvel empereur autrichien François-Joseph n'avait alors pas été reconnu par le parlement Hongrois et la révolution hongroise en était arrivée à déposer la dynastie des Habsbourg en avril 1849 ; mais à peine quatre mois plus tard, les armées de Vienne et de Saint-Pétersbourg (plus de deux cents mille soldats russes) écrasaient les forces hongroises et les indépendantistes ne revinrent plus jamais au pouvoir.

En 1867, le Compromis austro-hongrois offrit au Royaume de Hongrie, dont le roi était l'empereur Habsbourg, un statut particulier et privilégié par rapport à l'ensemble de l'Empire austro-hongrois. Toutefois ce royaume restait privé de diplomatie, d'armée, de banque centrale, donc, de reconnaissance internationale. Cet accord permit à la noblesse hongroise de s'accrocher au pouvoir, de bloquer la progression du suffrage universel et de favoriser l'assimilation des minorités nationales (prises toutes ensemble, elles étaient numériquement majoritaires en 1867).

Cette phase s'accompagna d'un développement économique rapide et de l'élaboration de la théorie de la Sainte Couronne. Selon cette théorie, qui s'imposa progressivement au tournant du XX^{e} siècle, l'État hongrois est comme personnifié par la Couronne.

Trianon, un traumatisme

Paradoxalement, la *Loi fondamentale* revient donc, au nom de la tradition historique, à une conception largement anhistorique. Elle favorise le retour à une géographie médiévale. On trouve d'ailleurs partout dans le pays des cartes du Royaume de Hongrie d'avant 1918. La tutelle exercée par Budapest sur les minorités hongroises installées dans les pays voisins est aussi réaffirmée, et c'est de Transylvanie que Viktor Orbán assène chaque été son discours fleuve sur l'évolution du monde et l'ambition idéologique du moment. Le traité de Trianon y est très régulièrement évoqué, une obsession relevant d'une doctrine de la souffrance face à l'amputation injuste et incompréhensible du territoire national, à la perte d'anciennes provinces.

Pour que ce martyre soit incontestable, le pouvoir s'est attaché à nettoyer le passé, au sens premier du terme puisque les environs du parlement ont été réaménagés à cette fin. Ainsi fut ôtée de la place, en mars 2012, la statue du comte Michel Károlyi, qui y trônait depuis 1975. Cet homme d'État dirigea la Hongrie d'octobre 1918 à mars 1919, date de l'arrivée au pouvoir de la République des conseils menée par Béla Kun. Pour le gouvernement Orbán, Michel Károlyi est un faible et un traître. Non seulement il n'a pas su repousser les velléités territoriales des Roumains et d'autres voisins, mais il a en plus cherché à coopérer avec les minorités.

Sa statue a été remplacée deux ans plus tard par celle d'István Tisza, Premier ministre hongrois durant la Première Guerre mondiale, assassiné le 31 octobre 1918 par des soldats non identifiés. Précédemment installée sur la place en 1934 par le Premier ministre fascisant Gyula Gömbös, ôtée à la fin de la guerre, elle y est revenue par la volonté de Viktor Orbán, qui a souligné le bien fondé de la politique nationale de Tisza (par opposition à celle de Károlyi).

Mémorial national

L'esprit qui a présidé à ce remplacement a été formalisé par le programme *Imre Steindl* de transformation des abords du parlement (du nom de l'architecte du bâtiment achevé en 1902), adopté par l'Assemblée nationale en 2011. Son but : revenir à l'état des lieux de 1944. Cette zone a acquis depuis un statut de mémorial national.

Un nouveau monument dit de Trianon, construit pour le 100e anniversaire de la signature du traité, a été inauguré le 20 août 2020, fête de saint Étienne (et de la Constitution de 1949 sous le communisme). Sur la rue de la Constitution, perpendiculaire au Danube, un couloir en granit de 100 mètres a été creusé, émergeant progressivement du sol au fur et à mesure que l'on s'approche du parlement. Y sont gravés les noms des 12 537 localités hongroises recensées en 1913. Son concepteur, Tamás Wachsler, a expliqué le 7 septembre sur *InfoRádió* que l'idée était de représenter la mise au tombeau de la Hongrie mais aussi la résurrection de la cohésion nationale. Pas un mot sur les presque 50% de non Hongrois comptés par le recensement de 1910.

C'est ainsi que la Hongrie horthyste du début 1944 est symboliquement devenue le modèle de l'unité nationale. Même la statue d'Imre Nagy, le chef du gouvernement insurrectionnel de 1956, dont les funérailles enfin célébrées le 16 juin 1989 rendirent Viktor Orbán célèbre, a été évacuée des environs en décembre 2018, pour laisser place au monument inauguré en 1934 par Horthy célébrant la gloire des « martyrs nationaux », victimes des révolutionnaires de 1919. Non loin de là, un autre monument, cette fois en mémoire des victimes de l'occupation allemande de mars 1944, a été installé en été 2014. Mais alors même que ces victimes étaient majoritairement juives, le monument se caractérise par un message niant la coopération des autorités horthystes avec l'occupant et représente la Hongrie avec des symboles chrétiens.

Ajoutons qu'à cette politique monumentale, correspond le démantèlement des moyens octroyés aux universités et à l'Académie des sciences pour une recherche historique non télécommandée. Il en va ainsi quand un pouvoir s'arroge la parole historique au nom de la nation. ■

Mémoire

Le périple de Sainte-Sophie ou la sagesse malmenée

Jean Marcou, Grenoble
professeur à l'Université Grenoble Alpes

POLITIQUE

Comme à l'époque ottomane, pour la première fois depuis 85 ans, Sainte-Sophie a accueilli à Istanbul, le 24 juillet 2020, la prière musulmane du vendredi. Plus que religieuses à proprement parler, les raisons de cette reconversion en mosquée résultent de motivations politiques nationalistes. Depuis l'été d'ailleurs, les événements qui témoignent des ambitions du président Erdŏgan se sont multipliés.

Jean Marcou est titulaire de la Chaire Méditerranée-Moyen-Orient à Sciences Po Grenoble (Université Grenoble Alpes). Ses principaux champs de recherche concernent l'évolution des équilibres géopolitiques au Moyen-Orient et en Turquie.

Solennellement célébrée, la prière à Sainte-Sophie (*Ayasofya* en turc) a été rendue possible par une décision du Conseil d'État turc. Celui-ci avait annulé, une quinzaine de jours auparavant, le décret de 1934 de Mustafa Kemal Atatürk transformant en musée l'ancienne basilique byzantine, devenue une mosquée après la prise de Constantinople, en 1453.

L'événement a été fortement commenté, beaucoup n'hésitant pas à y voir un tournant dans l'évolution du régime de Recep Tayyip Erdoğan, qui restaure l'islam dans l'espace public pour lui rendre une dimension officielle pleine et entière. En fait, la reconversion de Sainte-Sophie en mosquée a été annoncée par une foule de signes avant-coureurs dans la décennie qui l'a précédée ; mais il est vrai que ce mouvement s'est accéléré, au printemps 2020, dans un contexte national et international plutôt favorable.

Avant d'aborder ces développements contemporains, il convient de revenir sur l'histoire complexe de cet édifice classé au patrimoine de l'UNESCO et considéré comme l'un des bâtiments religieux les plus imposants du monde, avec Saint-Pierre de Rome, Saint-Paul de Londres ou la mosquée de Hassan au Caire.

Conflits intra- et interreligieux

Dédiée à la sagesse divine (et non à une sainte humaine), Sainte-Sophie prend sa configuration actuelle au VI^e^ siècle, sous le règne de l'empereur Justinien, à la suite de sa reconstruction sur un site qui aurait initialement été celui d'un temple d'Apollon, avant d'abriter successivement, dès le IV^e^ siècle, deux églises considérées comme les plus grandes de la ville. Devenue le phare d'une Église d'Orient qui s'éloigne de Rome, la basilique est pillée en 1204, lors du sac de Constantinople, pendant la quatrième Croisade. Son autel richement décoré est détruit. La basilique devient alors le siège du patriarcat de Constantinople, rattaché à l'Église de Rome, jusqu'à ce que la reprise de la ville par les Byzantins en 1261 referme cet épisode d'histoire latine de plus d'un demi-siècle.

Ainsi, lorsqu'au soir de la chute de Constantinople il est converti en mosquée par le sultan Mehmet II *Fatih*, l'imposant édifice, véritable défi à l'architecture avec sa coupole de trente mètres, domine la mer de Marmara, le Bosphore et la Corne d'Or depuis près d'un millénaire

Le Christ entre l'empereur Constantin IX Monomaque et l'impératrice Zoé. Mosaïque du XI[e] siècle, à Sainte-Sophie
© Francois Galland / GODONG

déjà. Commence alors l'histoire musulmane d'*Ayasofya*.

Préservé du pillage par le sultan lui-même, qui en fit d'emblée le symbole de sa victoire, le bâtiment subit une série d'aménagements destinés à l'adapter au culte musulman (couverture des mosaïques et peintures au lait de chaux, adjonction de minarets, de fontaines, d'un *mihrab* ou de *minbar*...). Pour autant Sainte-Sophie n'est pas un édifice islamique par défaut. Première mosquée de l'Empire où le sultan se rend pour la prière du vendredi, elle devient un modèle. Sa forme caractéristique (coupole et minarets adjoints) va inspirer l'architecture de toutes les mosquées ottomano-turques jusqu'à nos jours.

À l'heure de la République laïque

Avec la fin de l'Empire et du Califat, au début des années 1920, l'édifice perd son statut de première mosquée impériale. Parallèlement à la laïcisation de la République qu'il a fondée en 1923, Mustafa Kemal veut construire un islam national distinct du reste du monde musulman. Dans cette perspective, Sainte-Sophie accueille en 1932 une lecture du Coran en turc, avant d'être transformée en musée, Atatürk ayant décidé d'offrir à l'humanité ce monument millénaire, au moment où il se réconcilie avec la Grèce et avec d'autres voisins orthodoxes (traité d'amitié gréco-turc en 1930, Pacte balkanique en 1934).

Après la Deuxième Guerre mondiale, à l'issue de l'instauration d'un régime pluraliste en Turquie, les démocrates d'Adnan Menderes, qui tempèrent la laïcité kémaliste en rétablissant notamment l'appel à la prière en arabe, ramènent dans l'hémicycle du musée des médaillons proclamant le nom d'Allah, de Mahomet et des quatre premiers califes, qui avaient été retirés à l'époque d'Atatürk.

En dépit de ce premier retour de l'islam dans l'édifice, la remise en cause du statut de musée de celui-ci n'est pas à l'ordre du jour. Le gouvernement turc s'offusque même de ce que le pape Paul VI ait osé esquisser une génuflexion en entrant dans Sainte-Sophie, désormais sécularisée, lors de sa visite en 1967 ; cela est perçu comme un défi à l'État laïque. Quarante ans plus tard, Benoît XVI

Mémoire

Le périple de Sainte-Sophie ou la sagesse malmenée

évitera de raviver la polémique et surprendra tout le monde en préférant se « recueillir » aux côtés du grand mufti d'Istanbul dans la mosquée bleue voisine... Pendant la visite pontificale, des groupuscules islamo-nationalistes, revendiquant la reconversion du musée en mosquée, tenteront d'y improviser une prière. Mais le gouvernement de l'AKP, tout occupé à faire avancer sa candidature à l'Union européenne, balayera d'un revers de main l'initiative.

Une décennie de revendications

Depuis 2012 cependant et la rigidification du système politique turc, les choses se sont accélérées. Périodiquement, des responsables de l'AKP évoquent publiquement un changement de statut. Quant au patriarcat œcuménique de Constantinople, il regrette dès 2013 les campagnes de presse et d'opinion soutenant la transformation de Sainte-Sophie en mosquée. Loin d'être une lubie d'Erdoğan, la remise en cause du statut de l'édifice découle donc d'une lente évolution.

Dans le sillage de l'ouverture du musée Panorama 1453, la célébration chaque année par le régime turc de la prise de Constantinople contribue à renforcer les pressions de ceux qui veulent faire dans l'édifice la « prière de la conquête ». C'est ainsi que pour la première fois depuis plus de 80 ans, un imam a même fait en 2016 l'appel à la prière à l'intérieur de Sainte-Sophie lors du Ramadan (pendant le mois saint, les minarets sont remis en activité pour l'appel du *hezan*). Deux ans plus tard, à l'occasion d'un festival dans l'enceinte du monument, Erdoğan n'hésite pas à dédier une prière « à tous ceux qui nous ont légué cette œuvre en héritage, en particulier au conquérant d'Istanbul ». Puis en 2019, lors d'une émission télévisée, il affirme sans ambages qu'*Ayasofya* va redevenir une mosquée, répondant par ailleurs aux Occidentaux qui s'en inquiètent : « Ceux qui demeurent silencieux face aux violations de la mosquée Al Aqsa [de Jérusalem] n'ont rien à nous demander en ce qui concerne le statut de Sainte-Sophie. »

Parallèlement, des pétitions périodiques ou des actions juridictionnelles continuent de réclamer la fin du statut de musée de l'édifice, jusqu'à ce qu'aboutisse, au début juillet 2020, le recours pour la reconversion en mosquée de Sainte-Sophie, déposé par une fondation pieuse devant la juridiction administrative.

Symbole de tensions intérieures

Le contexte politique intérieur et international de 2020 est, il est vrai, particulièrement propice à cela et le régime a tout le loisir de faire mon-

Vue de la Corne d'or et Sainte-Sophie
© Francois Galland / GODONG

ter la pression pendant le déroulement de la procédure. L'un des objectifs de la restauration de Sainte-Sophie comme mosquée est probablement de permettre au président Erdoğan de reprendre pied à Istanbul, où son parti a perdu la mairie en 2019. En prétendant rendre au peuple turc le symbole de sa victoire de 1453, qu'Atatürk avait donné à l'humanité (voire aux Occidentaux comme le pensent ses détracteurs), le leader de l'AKP entend mettre Ekrem Imamoğlu, le nouveau maire kémaliste d'Istanbul, dans une position difficile.

Ce dernier cependant n'est pas tombé dans le piège qu'aurait constitué une réfutation frontale du projet. Comme le reste de l'opposition d'ailleurs, il a préféré souscrire au changement, sans s'interdire de dénoncer une manœuvre de diversion propre à faire oublier la situation économique et sociale difficile dans laquelle le pays se trouve depuis plusieurs années.

Les kémalistes toutefois n'ont pas hésité à reprendre l'offensive lorsqu'Ali Erbaş, le chef du Diyanet (direction des affaires religieuses), chargé de prononcer, sabre à la main, le sermon de la prière solennelle du 24 juillet 2020, a paru s'en prendre à Atatürk, maudissant celui qui avait cru pouvoir disposer d'un bien qui ne lui appartenait pas. En dépit des évolutions récentes, la personne du fondateur de la Turquie moderne reste à bien des égards « sacrée », et lui porter atteinte n'est pas sans risque, à plus forte raison quand on prétend rassembler le peuple turc.

Offensives en série

Au-delà des tensions politiques intérieures, le changement de statut de Sainte-Sophie a surtout semblé consacrer les offensives récentes lancées par Erdoğan au Proche-Orient et en Méditerranée orientale.

Après plusieurs interventions militaires en Syrie depuis 2016, la Turquie a porté secours avec succès au gouvernement libyen d'alliance nationale au premier semestre 2020, lui permettant de rétablir une situation compromise. Pendant ce temps, elle a lancé des navires de prospection gazière dans les eaux disputées de la Méditerranée orientale. Censée défendre ses droits et ceux des Chypriotes turcs à accéder à la manne énergétique de la zone, cette nouvelle offensive maritime a été l'occasion pour le président turc de revendiquer la possibilité pour son pays de rayonner sur les mers qui l'entourent, cette « patrie bleue » (*mavi vatan*) que ses voisins grecs et chypriotes, avec leurs alliés occidentaux ou d'autres rivaux en Méditerranée orientale, ne cesseraient de lui contester.

Face aux Européens qui n'ont pas voulu de la Turquie, mais aussi au monde arabo-musulman qui s'en méfie à nouveau, il s'agit pour le président Erdoğan d'affirmer l'émergence d'une puissance régionale incontournable. Cet objectif n'est pas pour déplaire au MHP, le parti ultranationaliste, dont l'apport a permis à l'AKP de rester majoritaire lors des derniers scrutins nationaux de 2017 et 2018. Mais il faudra sans doute que le parti au pouvoir et son leader trouvent d'autres arguments pour l'emporter lors des élections générales de 2023, qui verront également la célébration du centième anniversaire de la République. ■

Mémoire

Le Valle de los Caídos
ou l'ombre du franquisme

Thierry Maurice, Genève
historien et hispaniste

HISTOIRE

« Il faut que l'édifice à venir ait la grandeur des monuments antiques, qu'il défie le temps et l'oubli et constitue un lieu de méditation et de repos où les générations futures rendront honneur à ceux qui leur ont légué une Espagne meilleure. À ce but répond le choix d'un lieu retiré où s'édifiera un temple grandiose à nos morts, de sorte que l'on puisse prier des siècles durant ceux qui sont tombés sur le chemin de Dieu et de la Patrie. »

(Général Franco)

Les recherches de Thierry Maurice, collaborateur scientifique à la Maison de l'histoire de Genève, portent sur la dimension politique et mémorielle de l'histoire contemporaine espagnole. Il est l'auteur de *La Transition démocratique (1976-1982). L'Espagne et ses ruses mémorielles* (Presses universitaires de Rennes, 2013).

Tel est le discours prononcé par Franco[1] lorsque débutent les travaux de construction du Valle de los Caídos (littéralement : la vallée de ceux qui sont tombés au combat), le 1er avril 1940, un an jour pour jour après la victoire des troupes franquistes dans la guerre civile espagnole (1936-1939). À cette inauguration symbolique, le Caudillo convie plusieurs dignitaires du régime ainsi que les ambassadeurs de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, deux puissances ayant éminemment contribué à son triomphe.

La mise en œuvre, en pleine Sierra de Guadarrama, à cinquante kilomètres de Madrid, de ce complexe pharaonique surmonté d'une croix trônant à 150 mètres de haut durera dix-neuf ans. Le lieu entremêle les fonctions de mémorial, mausolée, mais également d'abbaye, basilique et hôtellerie tenues par une communauté de moines bénédictins. Hommage au sacrifice des « héros et martyrs de la Croisade », le monument représente l'épée et la croix unies par le pacte de sang du nouveau pouvoir.

Franquiste dans sa conception et son esthétique - mélange hétéroclite de nationalisme catholique, phalangisme, militarisme et monarchisme -, il l'est aussi par son mode de construction. En effet, il repose essentiellement sur le travail forcé d'environ vingt mille prisonniers républicains qui, se pliant à un système « d'expiation de leurs fautes par l'effort »,[2] servent de main-d'œuvre gratuite à la gloire du régime. La liquidation des « rouges » et de « l'anti-Espagne » ne se limite donc pas à la guerre, mais sert de ciment à la cause de la dictature (1939-1975).

Le second franquisme

Contrainte cependant d'évoluer dans un contexte d'isolement international et de profondes difficultés économiques, l'Espagne franquiste opte, dès la fin des années 1950, pour une ouverture prudente aux capitaux étrangers. La nouvelle donne s'accompagne d'une rhétorique officielle plus conforme au désir du régime d'exister sur la scène internationale. Elle débouche, entre autres, sur l'emploi d'un discours de « pardon », voire de « réconciliation », à l'égard des ennemis d'hier, qui s'attache, sur recommandation du Vatican, à une tentative de redéfinition du complexe.

Cette « réconciliation » ne dépasse toutefois pas le stade des mots, ainsi qu'en témoignent les discours d'inauguration du Valle de los Caídos, le 1er avril 1959. À considérer la manière dont le mausolée est investi par le pouvoir, elle s'apparente même davantage à une cruelle mascarade. En effet, dès décembre 1957, le Ministère de l'Intérieur requiert la collaboration active des autorités locales de l'ensemble de la Péninsule pour alimenter en défunts les cryptes de la basilique. Or vingt années se sont écoulées depuis la guerre civile : le projet de sépulcre collectif fleure l'anachronisme et apparaît peu mobilisateur pour le camp des vainqueurs qui a eu loisir d'honorer ses morts.

À la violence exprimée lors des combats fratricides ou dans le contexte d'épuration du premier franquisme se joint donc celle pratiquée sur les restes des disparus.

L'entreprise de bureaucratie funéraire se doit néanmoins d'être productive : au flot des dépouilles mortelles arbitrairement transférées depuis les cimetières vers Cuelgamuros[3] entre 1959 et 1983, s'ajoutent les milliers de corps de « républicains » prélevés pour la plupart dans les fosses communes de la guerre, sans souci d'identification ni de recherche des proches.

Instrumentalisation des défunts

À la violence exprimée lors des combats fratricides ou dans le contexte d'épuration du premier franquisme se joint ainsi celle pratiquée sur les restes des disparus. En ce sens, le Valle de los Caídos figure une mémoire républicaine doublement profanée. Les restes des victimes du franquisme y sont massivement expédiés non seulement pour remplir de trop vastes cryptes, mais également pour gommer certaines traces manifestes de la répression.

Mal bâti, sujet aux infiltrations, le mausolée creusé dans le granit agglomère les restes des morts au combat en un ossuaire gigantesque, que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier de « plus grande fosse commune d'Espagne ».[4] Une partie conséquente des cadavres est introduite sans que les travaux ne soient achevés, dans des cavités bientôt scellées, de sorte qu'ils finissent par faire partie de la structure de l'édifice, rendant toute tentative d'identification pratiquement impossible.

Cet espace funéraire « extraordinairement délicat »[5] accorde en outre une prééminence au fondateur de la Phalange espagnole et premier « martyr de la Croisade », José Antonio Primo de Rivera, dont la dépouille est transférée en mars 1959 depuis le monastère voisin de l'Escurial. Enfin, lorsque Franco meurt le 20 novembre 1975, il y est enterré avec tous les honneurs dus à son rang. Si l'on en croit le témoignage de l'un des architectes de l'édifice, Diego Méndez, le Caudillo avait prévu de longue date d'y reposer.[6] Sa présence, à portée immédiate de ses victimes politiques, n'arrange rien au legs embarrassant du complexe mémoriel.

Désamorcer le passé…

De fait, durant la Transition démocratique conduite par le centriste Adolfo Suárez sous la tutelle du monarque Juan Carlos Ier (1976-1982), mais également pendant les législatures menées alternativement par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de Felipe González (1982-1996) et par le Parti populaire (PP) de José María Aznar (1996-2004), le Valle de los Caídos ne fait l'objet d'aucune véritable politique d'État.

Mémoire

Le Valle de los Caídos ou l'ombre du franquisme

Guidés initialement par un souci d'amnistie à l'égard des comportements antérieurs, par une volonté de ne pas se servir du passé comme d'une arme politique[7] et par le désir d'inscrire l'Espagne de plein droit dans un mouvement de modernisation économique et de projection internationale, les acteurs politiques évitent la question. Il ne s'agit plus désormais de considérer la guerre civile comme une juste « croisade » contre des ennemis à annihiler, mais comme un conflit fratricide, une tragédie collective dont la responsabilité est partagée et qu'il importe de solder au moyen d'une amnistie.

Cette convergence, certes asymétrique, entre fils des vainqueurs et des vaincus de la guerre sert de socle moral à la Transition. Comme l'indique le député nationaliste basque Xabier Arzallus : « Rien ne sert d'alléguer aujourd'hui des faits de sang car il y en a eu des deux côtés. […] Ni de parler de terrorisme car il y en a eu des deux côtés. […] Oublions, donc, tout. »[8] Si la gauche comprend l'amnistie comme un « oubli » raisonné du passé, les franquistes recyclés en démocrates lui souhaitent plutôt l'effet d'une amnésie.

Dans ce contexte, la portée du Valle de los Caídos s'avère pour le moins édulcorée : partiellement omis, le monument est intégré à une sorte de circuit touristique sur la route du monastère de l'Escurial qui vante son panorama spectaculaire. Gardiens du site, les bénédictins indiquent qu'il fut construit « à l'initiative de l'ancien chef de l'État, Francisco Franco, comme symbole de paix et ultime demeure de milliers de victimes de la guerre civile espagnole (1936-1939) ».[9]

…ou reconnaître les faits ?

C'est à cette appréhension biaisée du passé que le nouveau gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero (2004-2012), lui-même petit-fils d'un capitaine républicain fusillé par les troupes de Franco, entend remédier. Il édicte une loi, communément appelée de *récupération de la mémoire historique*,[10] avalisée par le Congrès des députés en décembre 2007. Celle-ci peut être interprétée comme une réponse à la pression croissante exercée depuis le tournant des années 2000 par diverses associations citoyennes vouées à la recherche et à l'identification des disparus de la guerre civile et de la dictature, ainsi qu'à la réhabilitation de leur dignité.

La loi s'inscrit dans un mouvement contemporain de développement de la justice pénale internationale et ambitionne la reconnaissance publique et morale des victimes du franquisme. L'un de ses objectifs est de remédier au « pacte de silence » à l'égard du proche passé traumatique qui aurait prévalu durant la Transition.

Plus de deux ans seront nécessaires à l'élaboration de ce projet, dans un climat de vives tensions. Fortement critiquée par l'opinion de droite, qui n'y discerne qu'un calcul électoraliste et l'intention de rouvrir de « vieilles blessures » liées à une époque pleinement surmontée, la loi est jugée trop timorée par une partie de la gauche et des nationalistes périphériques. De fait, elle ne donne

droit à aucune réparation économique dérivée du statut de victime, ne prend pas en charge financièrement la question des fosses communes ni ne condamne explicitement le franquisme.

Alors que tout rassemblement à caractère politique est désormais interdit au Valle de los Caídos,[11] l'intention est de conférer au site un sens nouveau, en y honorant « la mémoire de toutes les personnes mortes en conséquence de la guerre civile et de la répression politique qui l'a suivie, dans le but d'approfondir la connaissance de cette période historique et l'exaltation de la paix et des valeurs démocratiques ».[12]

L'exhumation de Franco et son transfert hors de Cuelgamuros sont par ailleurs présentés comme une « dette sociale » dans le rapport de la commission d'experts pour le futur du Valle du 29 novembre 2011, tandis que ce dernier est taxé de « lieu de mémoire excluant, ayant plus à voir avec l'intention de l'auteur du monument qu'avec la signification de la victime ». Cependant, la reconfiguration de l'esprit du site est abandonnée dès l'arrivée au pouvoir du Parti populaire de Mariano Rajoy (2012-2018).

Déplacer la dépouille du dictateur est, en toute logique, l'un des engagements majeurs pris par le socialiste Pedro Sánchez lorsqu'il accède à l'exécutif en juin 2018. Résolu à mener plus avant le processus ouvert par la loi de 2007, il affirme vouloir remédier à une « anomalie internationale » pour le bien des générations futures. Si, trois mois après son avènement, le Premier ministre fait entériner par le Congrès des députés un décret-loi approuvant l'exhumation des restes de Franco et son transfert hors de Cuelgamuros, les multiples recours juridiques intentés par la famille du dictateur repoussent l'échéance.

Le 24 octobre 2019, près de 44 ans après son premier enterrement, la dépouille de Franco est convoyée par les airs au cimetière d'El Pardo-Mingorrubio, à une quarantaine de kilomètres du Valle, et ré-inhumée aux côtés de Carmen Polo, l'épouse du Généralissime. Cette nouvelle tombe, sise dans le domaine depuis

Le Valle de los Caídos, 2011
© Wikimedia Common

Mémoire

Le Valle de los Caídos ou l'ombre du franquisme

lequel Franco exerça son pouvoir sans partage, n'est désormais plus d'accès public.

Un nouveau régime mémoriel ?

Grisé par la réussite de cette opération historique, le Parti socialiste entend désormais construire, en s'appuyant sur un nouveau projet de loi, « une mémoire démocratique commune à tous les Espagnols »,[13] qui impliquerait notamment une refonte de l'enseignement de l'histoire contemporaine espagnole et la prise en charge publique, sur demande des familles, de l'exhumation des victimes du franquisme gisant encore dans les fosses communes. L'exécutif renoue avec l'idée de 2007 de faire de l'enceinte du Valle un lieu de « pédagogie démocratique », tout en affirmant la présence des moines incompatible avec cette visée.

Monument en déshérence, symbole d'un gigantesque abus de pouvoir et d'une collaboration malsaine entre le trône et l'autel, le Valle de los Caídos continue de se chercher un avenir. Il demeure cependant la représentation la plus spectaculaire et achevée de ce que fut l'esprit du franquisme : un régime dont l'ombre portée conditionne encore largement la vie des Espagnols. ■

1 **Francisco Franco Bahamonde**, *Boletín oficial del Estado*, 2 avril 1940.

2 L'un des principaux idéologues de ce dispositif est le physicien jésuite José Agustín Pérez del Pulgar (1875-1939), directeur pendant la guerre de la Fondation de la rédemption par le travail.

3 Nom du domaine abritant le Valle de los Caídos, propriété du Patrimoine national. Il dériverait de *Pinar de Cuelga Moros* (la pinède où l'on pend les Maures).

4 **Luis Gómez**, « La mayor fosa común de España », in *El País*, Madrid, 20 septembre 2008. Les bénédictins, protecteurs du mausolée, ont consigné le transfert de 33 872 restes humains appartenant aux deux camps de la guerre civile, dont 21 423 sont formellement identifiés. Mais ces chiffres demeurent sans doute sensiblement inférieurs à la réalité, les moines ayant été, de leur propre aveu, dépassés par « l'avalanche de corps » acheminés sur place.

5 Selon l'heureuse expression de l'anthropologue **Francisco Ferrandiz**, « Guerras sin fin : guía para descifrar el Valle de los Caídos en la España contemporánea », in *Política y Sociedad*, vol. 48, nº 3, Madrid 2011.

6 Cité par **Paul Preston**, *Franco*, Londres, Fontana Press 1995, p. 679.

7 Voir **Paloma Aguilar Fernández**, *Políticas de la memoria y memorias de la política*, Madrid, Alianza 2008, 584 p.

8 *Ley de amnistía*, *Diario de sesiones del Congreso de los Diputados. Sesión plenaria nº 11*, pp. 968-969. La loi d'amnistie, entérinée par le parlement espagnol le 14 octobre 1977, en constitue le signe le plus fort. Elle blanchit notamment les récents actes « d'intentionnalité politique » commis par l'opposition politique et syndicale, jusqu'alors qualifiés de « délits », tout en prévenant l'épuration des fonctionnaires et autres agents de l'ordre public de l'État franquiste, ainsi qu'en interdisant toute justice rétroactive.

9 Cette mention figura à l'entrée du site au moins jusqu'en 2008. Voir **Julián Casanova**, « El Valle de Franco », in *El País*, Madrid, 20 novembre 2007.

10 Rendu attentif à cette qualification bancale, l'exécutif finira par la désigner comme « loi d'extension des droits des personnes affectées par la guerre civile et la dictature », mais l'expression initiale demeurera.

11 Le Valle de los Caídos a constitué jusqu'en 2007 un lieu de pèlerinage et de rassemblement de l'extrême droite espagnole, tout particulièrement le 20 novembre, jour anniversaire de la mort de Franco et de José Antonio Primo de Rivera.

12 Cf. le site du Ministère de la justice, https://leymemoria.mjusticia.gob.es.

13 **Carlos E. Cué**, « La ley de memoria declara ‹nulos de pleno derecho› los juicios sumarios del franquismo », in *El País*, Madrid, 15 septembre 2020.

Mémoire

Nicolas II
du tsar sanguinaire
au tsar innocent

Korine Amacher, Genève
professeure d'histoire russe et soviétique
à l'Université de Genève

HISTOIRE

À travers les différents visages prêtés à Nicolas II, dernier tsar de Russie, par le peuple et les politiques russes depuis sa mort en 1918, c'est toute l'histoire du pays depuis la chute du tsarisme qui est revisitée. Voyage au fil de ces successives révisions.

Korine Amacher consacre ses recherches aux mouvements révolutionnaires russes et aux politiques mémorielles. Elle a participé au projet du Fonds national pour la recherche scientique suisse (FNRS) *Mémoires divisées, mémoires partagées. Ukraine / Russie / Pologne (XX^e^-XXI^e^ siècles): une histoire croisée* (2016-2019).

Dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918, les bolcheviks exécutaient l'ex-tsar Nicolas II ainsi que plusieurs membres de la famille impériale à Ekaterinbourg, dans l'Oural, dans le sous-sol de la maison Ipatiev où ils étaient détenus. Alors que la guerre civile faisait rage, que les armées blanches et les régiments tchécoslovaques qui s'étaient ralliés à elles étaient aux portes de la ville, les bolcheviks locaux voulaient prévenir une éventuelle libération du tsar. Depuis, le sort de la famille impériale n'a cessé d'être sujet à controverses. L'étude des sources disponibles a permis à l'historien Marc Ferro d'affirmer que certains membres de la famille furent épargnés.[1] Mais l'ex-tsar Nicolas II, lui, fut bien fusillé dans la maison Ipatiev.

À l'époque soviétique, cette exécution fut reléguée au rang d'un fait dénué d'intérêt. On préférait se concentrer sur la critique de celui qui était surnommé Nicolas le Sanguinaire, en raison de la fusillade qui, en janvier 1905, avait accueilli la foule venue au palais d'Hiver apporter une pétition au tsar, et qui fit plus de 200 morts.

Dans la première édition de la *Grande encyclopédie soviétique*, Nicolas II est dépeint comme un « despote », comme un homme « borné et tout aussi ignorant que son père », qui éprouvait une haine profonde à l'égard du peuple russe. Quant à sa politique, elle est décrite comme une longue suite d'erreurs grossières. « Jusqu'à la dernière minute, Nicolas II est resté ce qu'il était : un autocrate stupide, incapable de comprendre le monde qui l'entourait, ni même son propre intérêt. »[2]

Durant toute l'époque soviétique, Nicolas II a concentré sur lui tous les défauts de l'autocratie russe. Toutefois, la vision négative projetée sur le dernier tsar n'empêcha pas, après la Seconde Guerre mondiale, que le lieu de sa mort et de celle de sa famille ne se transforme en un lieu de pèlerinage pour certains Soviétiques. En 1975, excédé par l'afflux de personnes se rendant chaque année, le jour de sa mort, devant la maison Ipatiev pour y déposer des bougies, le Politburo prit la décision de raser le bâtiment. C'est Boris Eltsine, alors secrétaire général du Parti communiste de l'Oural, qui en donna l'ordre, ce qui fut fait en septembre 1977 : à la veille du 60^e^ anniversaire de l'exé-

Mémoire

Nicolas II
du tsar sanguinaire au tsar innocent

cution de Nicolas II, il fallait éviter de transformer l'ex-tsar en martyr.

Les tsars plutôt que les bolcheviks

Il fallut attendre la fin de la perestroïka pour qu'une réévaluation de Nicolas II puisse enfin avoir lieu. C'est

Nicolas II, 1896
© DR/The Romanov Empire Historical Society

toute l'histoire russe et soviétique qui fut alors réinterprétée. La vision marxiste-léniniste de l'histoire fut vouée aux gémonies par les historiens russes, qui se tournèrent vers des thématiques autrefois interdites, revisitées grâce à l'ouverture des archives. Des pans entiers du passé firent l'objet de nouvelles recherches historiques, alors que de nombreux écrivains, historiens, philosophes, hommes politiques, penseurs (libéraux, conservateurs, religieux), autrefois censurés, purent enfin être publiés.

Dès le début des années 1990, le gouvernement de Boris Eltsine souhaita promouvoir la vision d'une Russie prérévolutionnaire, avançant sans encombre sur la voie des réformes, du libéralisme et de l'occidentalisation. La Russie postsoviétique fut alors présentée comme l'héritière de l'Empire tsariste du début du XX^{e} siècle, dont on adopta certains symboles : le drapeau à trois couleurs et l'hymne tsariste. Quant au régime soviétique, il fut perçu comme une vulgaire parenthèse historique. Ce furent des années de criminalisation des bolcheviks, mais aussi d'idéalisation de la Russie prérévolutionnaire et de la dynastie des Romanov.[3]

En 1991, l'exhumation des dépouilles du dernier tsar et de ses proches, retrouvées dans une forêt près d'Ekaterinbourg, ainsi que le récit des détails macabres de leur mort constituèrent un choc pour la société russe, contribuant à la diabolisation de Lénine, présenté par le pouvoir russe comme le responsable des exécutions.

L'histoire du destin tragique de la famille impériale suscita alors une multitude de biographies, films, documentaires, expositions et colloques. On peut mentionner l'ouvrage de

l'historien et dramaturge Edvard Radzinsky, *Seigneur !... Sauve et pacifie la Russie. Nicolas II, vie et mort,*[4] ou encore le film de Stanislav Govoroukhine, intitulé de façon emblématique *La Russie que nous avons perdue* (1992). La famille de Nicolas II y est dépeinte sous des traits dithyrambiques, et celle de Lénine sous les couleurs les plus sombres. La période prérévolutionnaire est décrite comme un âge d'or, et le meurtre de la famille impériale comme le début des malheurs de la Russie.

Au milieu des années 1990 cependant, la Russie s'enfonçant dans une crise sociale et économique profonde - qui atteignit son pic en 1998 -, la diabolisation du système soviétique dans le but de mieux légitimer un système libéral et pro-occidental se mit à fonctionner de moins en moins bien ; on proposa alors à la population, plongée dans ses difficultés quotidiennes, sinon un futur radieux, tout au moins un passé glorieux. Les festivités organisées en 1995 à l'occasion du 50e anniversaire de la « Victoire » en témoignent.

Un État fort et un saint

La période soviétique fut ainsi lentement réintégrée dans la mémoire historique, dans une version rénovée, nettoyée de toute rhétorique communiste et accordant une place centrale à l'aspect national et au rôle primordial d'un État fort. La vision positive de l'autocratie, qui fut au cœur du début des années 1990, ne disparut pas pour autant. Toutefois, il n'était plus question de souligner le développement occidental de la Russie du début du XXe siècle, mais de mettre en avant le destin particulier du pays, qui nécessitait, pour rester puissant et respecté, d'être dirigé par une main forte, fut-elle tsariste, soviétique ou postsoviétique.

Signe des temps, certains historiens se transformèrent alors en apologètes de l'Empire russe, de l'orthodoxie et du tsarisme.[5] L'exemple le plus célèbre est celui d'Alexandre Bokhanov, auteur de travaux consacrés à la monarchie russe durant les années 1990, ainsi que de manuels d'histoire proposant une vision monarchiste, antilibérale et anti-occidentale. Les tsars y sont décrits comme des « grands hommes », généreux, courageux, excellents militaires, profondément religieux, des pères et des maris exemplaires, des travailleurs infatigables. Nicolas II, écrit-il, éprouvait « une complète indifférence au luxe et au confort », il aimait chasser, jouer au tennis et au billard. « Bien instruit, il parlait très bien l'allemand, le français et l'anglais, écrivait bien en russe, peignait, jouait assez bien au piano et au violon. » Il fut « férocement assassiné par les bolcheviks ».[6] Dans ce manuel, les valeurs familiales, le courage militaire, l'orthodoxie et l'autocratie sont placés au premier rang, tandis que les responsabilités politiques de Nicolas II, ainsi que son manque de compréhension des enjeux que son pays avait à affronter sont largement gommés.

En juillet 1998, les restes du tsar et de la famille impériale, identifiés par une analyse ADN, furent transportés à Saint-Pétersbourg. Là, ils furent solennellement inhumés dans la cathédrale Pierre-et-Paul, en présence de nombreuses personnalités, de membres de la famille impériale et du président Boris Eltsine. Celui-ci appela les Russes au repentir et à la réconciliation et qualifia le massacre d'Ekaterinbourg d'« une des pages les plus honteuses de notre histoire ».[7] Deux ans plus tard, Nicolas II était canonisé.

Le dernier tsar et ses proches avaient déjà été canonisés en 1981 par l'Église russe en exil. Mais en Russie, il fallut

Mémoire

Nicolas II
du tsar sanguinaire au tsar innocent

attendre la chute du communisme pour qu'une commission soit chargée d'évaluer ce dossier épineux. En effet, Nicolas II n'était pas un martyr de la foi, et sa vie n'offrait pas suffisamment de raisons pour sa canonisation. Finalement, le 20 août 2000, l'Église orthodoxe de Russie le canonisa comme martyr en raison des souffrances endurées, avec une profonde humilité chrétienne, durant son emprisonnement.

La même année, la construction d'un édifice religieux dédié à la mémoire de la famille impériale débuta sur le lieu de la maison Ipatiev. Le 16 juillet 2003, soit 85 ans après l'exécution du tsar et de sa famille, l'église fut consacrée. Depuis, l'« église sur le Sang Versé » est devenue un haut lieu touristique d'Ekaterinbourg et le principal lieu de culte de Nicolas II et de sa famille. Enfin, en 2008, après plusieurs années de lutte menées par les descendants de la famille impériale, la Cour suprême de Russie a finalement accepté de réhabiliter Nicolas II et sa famille en tant que victimes de répressions injustifiées.

Un héritage qui divise

À la différence de Staline, Nicolas II ne suscite pas de débats publics exacerbés dans la Russie actuelle. Toutefois, comme Staline, son héritage divise. Pour certains, il reste « Nicolas le Sanguinaire », responsable de la mort d'hommes, de femmes et d'enfants innocents en janvier 1905. Pour d'autres, sa faiblesse et son incompétence politique le rendent responsable de la chute du tsarisme. Pour d'autre encore, il fut incapable d'accomplir les réformes dont le pays avait tant besoin en raison de son obstination à considérer que la condition de l'existence de l'État russe était le maintien immuable de l'autocratie ; le résultat en fut l'effondrement de la Russie et l'arrivée au pouvoir des bolcheviks.

Si de nombreux Russes continuent ainsi de le juger sévèrement, chaque année, les 16 et 17 juillet, la mémoire de Nicolas II est vénérée dans de nombreuses villes de Russie par des nostalgiques du tsarisme et dans les milieux religieux. Des dizaines de milliers de fervents orthodoxes de toute la Russie affluent à Ekaterinbourg, où se déroulent les « journées tsaristes ». Sorte de festival de la culture orthodoxe, son événement principal est une procession de plus de vingt kilomètres, qui suit le chemin emprunté par les membres de la famille impériale après leur mort, de l'« église sur le Sang Versé » à Ganina Yama, où les cadavres, aspergés d'acide puis brûlés, furent jetés dans un puits de mine et où, aujourd'hui, des chapelles en bois se dressent. En 2018, pour le 100e anniversaire de la mort du tsar, 100 000 pèlerins firent le voyage. En juillet 2019, ils étaient 60 000. En juillet 2020, en raison de la situation épidémiologique, ce chiffre est descendu à 10 000.

Réconciliation nationale

Depuis 2019, la Douma d'État commémore elle aussi la mémoire de la famille impériale. Le 17 juillet, les députés ont observé une minute de silence à la mémoire du dernier tsar et de sa famille, mais aussi de toutes les victimes de la guerre civile. Le fait que la Douma ait choisi d'honorer la mémoire de la famille im-

périale avec celle des victimes de la guerre civile n'est pas anodin. En effet, depuis plusieurs années, le pouvoir russe tente d'élaborer son interprétation de la période révolutionnaire. On en a perçu les prémices dès 2007 dans certains manuels d'histoire. Les révolutions de Février et d'Octobre ainsi que la guerre civile y sont réunies en un seul bloc, intitulé *La Grande révolution russe*.

Si le caractère dramatique de la révolution et de la guerre civile est mis en avant, on souligne que la Russie est sortie de cette « grande tragédie » nationale plus forte qu'auparavant, sous la forme de l'URSS.[8] La victimisation de la famille impériale s'insère fort bien dans ce schéma. En effet, il n'est pas question de désigner des coupables, de souligner les erreurs politiques des uns et des autres, ni de s'intéresser aux visions politiques divergentes. Les Blancs comme les Rouges ont été prêts à donner leur vie pour la Russie - Russie impériale pour les uns, soviétique pour les autres. Tous sont, en somme, des victimes d'une grande tragédie nationale et ont droit au respect.

Comme l'a expliqué le pouvoir russe durant le centenaire de la révolution en 2017, les principales leçons de la révolution sont « la valeur de l'unité et de la solidarité citoyenne, la capacité de la société à trouver des compromis aux tournants les plus difficiles de l'histoire, afin d'éviter la fracture radicale sous forme de guerre civile ».

Et si, à la Douma, la mémoire de Nicolas II a été honorée, il n'a pas été question, comme c'est le cas dans les milieux religieux, de désigner les coupables, à savoir les bolcheviks. En effet, la Douma compte en son sein des communistes. Selon un de ses membres, « des représentants de toutes les factions se sont levés, indépendamment des positions idéologiques. C'est une étape très importante vers la consolidation et la réconciliation nationales. »[9]

En ce sens, la commémoration de l'exécution de Nicolas II est utile au pouvoir russe. Dans un pays où de nombreux orthodoxes vénèrent le dernier tsar,[10] elle doit, comme cela fut le cas durant le centenaire de la révolution russe, servir la cause de la « réconciliation » nationale. Tsar trop faible pour être choisi comme référence politique par le pouvoir, critiqué dans les milieux historiens pour sa gestion calamiteuse du pays, son statut de martyr permet de lui assigner une place dans la mémoire publique russe sans qu'il soit nécessaire de soulever la question de ses responsabilités politiques. ■

1 **Marc Ferro**, *Les tabous de l'Histoire*, Paris, Nil éditions 2002, 152 p.

2 *La Grande encyclopédie soviétique*, 1ère édition, tome 42, 1939.

3 **Maria Ferretti**, « Usages du passé et construction de l'identité nationale dans la Russie postcommuniste : la métamorphose de l'image d'Épinal du dernier tsar et de son époque », in **Korine Amacher et Léonid Heller (dir.)**, *Le retour des héros. La reconstitution des mythologies nationales à l'heure du postcommunisme,* Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia 2010, 276 p.

4 **Edvard Radzinskij**, *'Gospodi… spasi i usmiri Rossiju'. Nikolaj II : žizn' i smert'*, Moscou, Vagrius 1993.

5 **Korine Amacher**, « L'histoire dans la Russie contemporaine », in **Korine Amacher et Wladimir Berelowitch (dir.)**, *Histoire et mémoire dans l'espace postsoviétique. Le passé qui encombre*, Louvain-la-Neuve, Academia 2013, 268 p.

6 **Aleksandr Nikolaevich Bokhanov**, *Istorija Rossii (XIX-načalo XX v.)*, Moscou, Russkoe slovo 2005 (1ère édition : 1998), pp. 234-237.

7 https://yeltsin.ru/archive/video/51553

8 **Korine Amacher**, « Révolutions et révolutionnaires en Russie. Entre rejet et obsession », in *Revue d'études comparatives est-ouest*, 45/2, 2014, pp. 129-173.

9 https://spbdnevnik.ru/news/2019-07-17/pamyat-nikolaya-ii-vpervye-pochtili-v-gosdume

10 En 2017, le film *Matilda* d'Alexeï Outchitel, qui relate la relation amoureuse du tsar avec une ballerine russe, provoqua l'ire des orthodoxes russes les plus radicaux et des monarchistes les plus exaltés. Dénonçant un blasphème contre le tsar, ils tentèrent, en vain, de le faire interdire.

Mémoire

Quand Hollywood écrit l'histoire

Patrick Bittar, Paris
réalisateur de films

CINÉMA

Formidable machine de guerre culturelle, le cinéma américain du XXe siècle a forgé, sur les écrans et dans les esprits, l'image d'une nation de héros luttant pour les libertés, que ce soit sur son sol ou à l'étranger. Les westerns, dès 1903, et les films d'après la Seconde Guerre mondiale sont les prototypes de cette industrie hollywoodienne, étroitement liée au Département de la défense.

En juin 2020, quelques jours avant les célébrations en Russie marquant les 75 ans de la victoire soviétique sur les nazis, *The National Interest*, une revue conservatrice aux États-Unis, publiait une longue tribune de Vladimir Poutine critiquant le « révisionnisme » anti-russe des Occidentaux sur la Seconde Guerre mondiale. Et de rappeler leur dette vis-à-vis de son pays concernant l'issue de la guerre. Il est vrai qu'aujourd'hui, dans nos pays, c'est généralement l'Oncle Sam qui est considéré comme le sauveur principal, alors qu'en 1945, 80% des Français attribuaient la victoire contre les nazis à l'URSS.

Chroniqueur cinéma pour *choisir* depuis 2012, Patrick Bittar est aussi directeur de l'Association suisse des Amis de Sœur Emmanuelle (ASASE).

Comment expliquer ce changement dans l'opinion publique occidentale ? C'est qu'il y a eu très vite le Plan Marshall, la guerre froide et … Hollywood. L'accord Blum-Byrnes en 1946,[1] concernant le retour du cinéma américain sur les écrans français, a d'ailleurs précédé le Plan Marshall, dont il a constitué une sorte de modèle réduit.

Pour comprendre pourquoi les films américains traitant de la Seconde Guerre mondiale ont longtemps été des films de propagande, il faut rappeler que le cinéma est l'art le plus cher et que les films de guerre en particulier sont des productions colossales. Obtenir la collaboration du Pentagone pour emprunter des hélicoptères, des avions, des tanks, des navires, etc. a été et peut toujours être une condition de faisabilité d'un projet. Or, quand le média le plus puissant du monde et l'armée la plus puissante du monde s'entendent, ce qu'on appelle aujourd'hui le *soft power* s'avère très efficace.

Sous l'œil du Pentagone

La collaboration entre le Département de la défense et Hollywood commence vers la fin des années 20 (l'armée considérant les films comme de formidables publicités pour le recrutement) et culmine pendant la guerre, à une époque où 85 millions d'Américains se rendent au cinéma chaque semaine.

En 1943, plus de 26 000 personnes liées à l'industrie cinématographique servent sous les drapeaux. Sur les fronts, les vedettes se mobilisent pour remonter le moral des troupes. Techniciens, ouvriers, artistes, tous les secteurs de la production sont mis à contribution. D'illustres réalisateurs s'engagent aussi : John Ford couvre le front du Pacifique, William Wyler et John Sturges la guerre aérienne en Europe, et

Ronald Reagan, dans *Hellcats of the Navy*, de Nathan Juran (1957)

Georges Stevens le débarquement (et la libération des camps). Leurs *newsreels* ont intérêt à correspondre aux « canons » du Pentagone ! Ainsi *Let there be light* (1946), le documentaire de John Huston qui se concentre sur le retour des blessés de guerre et l'accueil des soldats atteints de troubles post-traumatiques, restera interdit au public américain pendant trente ans.

Entre 1945 et 1950, 15% des films qui sortent sur les écrans français traitent de la dernière guerre et la moitié sont américains. Dans les années 50, en pleine guerre froide, l'armée américaine juge les scénarios en termes de propagande : la coloration politique détermine ses choix de collaboration. C'est l'époque du maccarthysme. De nombreux artistes hollywoodiens, sur la liste noire, ne peuvent plus travailler. Nathan Juran, par exemple, apparaît sous un autre nom au générique de son film *Hellcats of the Navy* (1957), dont l'histoire se passe dans un sous-marin. La marine n'a pas apprécié que dans ce film (le seul où Ronald et Nancy Reagan jouent ensemble), Juran aborde des sujets susceptibles de semer le doute dans l'esprit du public.

Le réalisme gage de réalité

Au cours des années 60, Hollywood continue de célébrer les faits d'armes et l'héroïsme de l'armée américaine lors du second conflit mondial. *Le jour le plus long* (1962), film-phare de cette époque, représente un sommet dans l'histoire de la collaboration entre Hollywood et le Pentagone. Le film retrace les évènements du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944. Le producteur-réalisateur Darryl Zanuck choisit le noir et blanc pour accentuer le réalisme et insérer des images d'archive, afin que son film « soit une véritable reconstitution de ce qui s'est réellement passé ». De nombreux acteurs y jouent un rôle correspondant à leur affectation militaire dix-sept ans auparavant : Richard Todd (parachutistes), Henry Fonda (US Navy), Richard Burton (Royal Air Force), Rod Steiger (marines)…

À partir des années 70, alors que de nombreux films critiques vont viser la guerre du Vietnam, la Seconde Guerre mondiale - « guerre juste » par excellence - reste encore souvent abordée selon un prisme mythifiant l'héroïsme des troupes américaines qui remportent la victoire finale. C'est le cas de *Saving Private Ryan* (1998) de Steven Spielberg, qui revient sur la bataille de Normandie. Dans la séquence d'introduction, un vétéran visite en France un cimetière américain avec sa famille. Arrivé devant une tombe, il s'écroule à genoux et commence à se remémorer avec émotion des souvenirs de guerre.

Ici aussi les efforts de réalisme au plan technique fonctionnent comme des labels d'authenticité historique : pour nous plonger dans la confusion du débarquement d'Omaha Beach, Spielberg utilise des caméras portées ; il fait tirer sur des carcasses de

Mémoire

Quand Hollywood écrit l'histoire

bétail pour rendre le son des balles rentrant dans les chairs ; et il impose aux acteurs de porter des équipements d'époque afin que leurs mouvements soient plus fidèles à la réalité. Pourtant l'absence de toute présence alliée révèle une fois de plus l'ethnocentrisme d'une nation qui s'approprie la résolution d'un conflit mondial : rappelons que plus de la moitié des soldats qui débarquèrent en Normandie étaient britanniques ou canadiens. Couronné par cinq Oscars, le film n'en a pas moins été un succès mondial rapportant un demi-milliard de dollars.

La légende de l'Ouest

Cette construction de l'imaginaire américain par le cinéma d'après-guerre s'appuie sur une expérience déjà confirmée en la matière : celle du western. Aucun autre genre du cinéma n'est aussi intimement lié à l'histoire d'une nation. À la légende faudrait-il dire, voire au folklore… Car loin de s'inspirer de travaux historiques sur un passé encore récent (le premier western, *The Great Train Robbery*, est tourné en 1903, six ans avant la mort de Geronimo, seize ans avant celle de Buffalo Bill), les westerns s'inspirent au départ du théâtre, des chansons, du *Blackface Minstrelsy*[2] et de la littérature populaire : les *westerns stories*, les *captivity narratives* (récits de captivité), les *tall tales* (récits exagérés), les *dime novels* (romans à deux sous), les *pulp magazines* (magazines de fictions bon marché)… Ceci explique en particulier que plus de 4000 films américains ont dépeint les Amérindiens comme des sauvages assoiffés de sang.

Bronco Apache, de Robert Aldrich (1954)

Or, des années 20 aux années 40, plus d'un film américain sur quatre est un western ! Jusqu'au milieu des années 50, cette formidable machine de guerre culturelle qu'est le cinéma américain présente donc une image stéréotypée des Amérindiens (devenus citoyens américains en 1924) et véhicule un discours globalement négatif à leur endroit. Les Indiens sont les éternels vaincus ; ils se présentent en tribus et sont rarement individualisés ; ils font partie du décor classique du genre, au même titre que Monument Valley, les virevoltants et les chevaux.

En 1939, le western permet à l'Amérique, encore neutre, de se replier sur elle-même et de célébrer encore sa légende et la conquête. Cette année-là, dans *Stagecoach* de John Ford, une diligence traverse l'Arizona avec, à son bord, des hommes et des femmes menacés par la tribu de Geronimo, des Apaches sanguinaires qui attaquent en poussant de drôles de cris.

En 1941, dans *They died with their boots on* de Raoul Walsh, Errol Flynn campe un général Custer flamboyant. On est loin de la réalité concernant cette figure des guerres indiennes. Trois ans plus tard, *Buffalo Bill* de William Wellman glorifie le tueur de bisons également engagé dans ces guerres. Les Indiens y sont cependant exceptionnellement dépeints comme des adversaires fiers et courageux, victimes de la marche du temps, et dont les terres excitent la convoitise des politiciens et des pionniers.

Fissures dans le manichéisme

Après la guerre, à laquelle de nombreux Amérindiens ont participé, leur représentation va devenir plus complexe et plus positive. De « sanguinaire », le sauvage devient « noble », mais n'en continue pas moins d'occuper une place subalterne dans les scénarios des années cinquante. En 1950, dans *Broken Arrow*, Delmer Daves dit vouloir « montrer l'Indien comme un homme d'honneur et de principes, comme un être humain et non comme une brute sanguinaire » et attribue la pratique du scalp - « preuve habituelle de la sauvagerie indienne » - aux Blancs. Quatre ans plus tard, *Bronco Apache* décrit le calvaire et la fin de la nation apache. Son réalisateur Robert Aldrich n'avait pas tort lorsqu'il déclara que son œuvre « avait quinze ans d'avance sur son temps et prenait une position très ferme par rapport aux atrocités subies par les Indiens ».

En 1961, meurt Garry Cooper. Avec lui et son personnage mythique de shérif parfait, sûr de lui et de sa mission, disparaît la croyance de l'Amérique en son usage légitime de la violence. L'Ouest en tant que mythe commence à être remis en cause, y compris dans les westerns de John Ford : « Dans l'Ouest, quand la légende dépasse la réalité, on imprime la légende », dit le journaliste de *The Man who shot Liberty Valance* (1962). Dans *Willy Boy* (1969), Abraham Polonsky s'inspire de l'histoire vraie de la traque d'un indien Païute, qui se heurte désespérément aux préjugés et aux réflexes racistes. « Dites-leur que nous n'avons plus de souvenirs », dit à la fin le shérif (Robert Redford) qui assiste à l'incinération de Willy.

La véritable rupture n'intervient qu'en 1970, avec *Soldier Blue* de Ralph Nelson et *Little Big Man* d'Arthur Penn, qui décrivent respectivement les massacres de Sand Creek et de la Washita River. Ces deux films abordent la réalité du génocide. Désormais, le mode de vie et la culture des *native Americans* ne sont plus complètement escamotés ou inventés, et leur image est valorisée (y compris par le cadrage). Mais le genre est moribond : entre 1970 et 1990, il s'est tourné moins de westerns qu'au cours de la seule année 1950. Avec l'évolution des mentalités et de la démographie américaines depuis les années 60 (aujourd'hui un habitant sur deux est né à l'étranger ou de parents étrangers), les mythes fondateurs de la nation (comme la nouvelle frontière, etc.) ne mobilisent plus autant les imaginaires collectifs. ■

1 Une des contreparties de cet accord franco-américain est la fin du régime des quotas imposé aux films américains en 1936. Les films français obtiennent néanmoins l'exclusivité des salles quatre semaines sur treize. (n.d.l.r.)

2 Spectacles où les acteurs se noircissaient le visage.

Mémoire

Épigénétique
peut-on échapper à son ADN ?

Ariane Giacobino, Genève
médecin généticienne
Céline Fossati, Begnins
journaliste

MÉDECINE

La mémoire. Elle ne se loge pas uniquement dans nos têtes. Elle colonise également nos cellules. Et ce que l'on vit, comment on vit, a une incidence sur la manière dont nos gènes s'expriment ou se taisent, les nôtres et parfois même ceux de notre descendance. Ce qui opprime un individu ou un peuple pourrait ainsi influencer le code génétique de plusieurs générations suivantes ? La généticienne Ariane Giacobino essaye de répondre.

Est-on maître de ses gènes ? Non bien sûr, si l'on s'en tient à la lecture de notre patrimoine génétique déterminé à notre conception. Oui tout de même, quand on se penche d'un peu plus près sur les modifications épigénétiques possibles de nos 22 000 gènes influencés par notre environnement, notre alimentation ou bien encore par certains événements extrêmes vécus par les générations qui nous ont précédés. Des changements qui mènent vers le meilleur comme vers le pire, dans le maintien de la santé comme dans le développement de la maladie…

La discipline de la biologie qui étudie la nature des mécanismes modifiant de manière réversible et transmissible l'expression des gènes est appelée épigénétique. Autrement dit, l'épigénétique s'attelle à comprendre comment les gènes en viennent à modifier leur propre fonctionnement, entraînant parfois des dysfonctionnements au niveau de l'organisme ou, au contraire, une adaptation, et ainsi à comprendre l'influence de l'acquis sur l'inné.

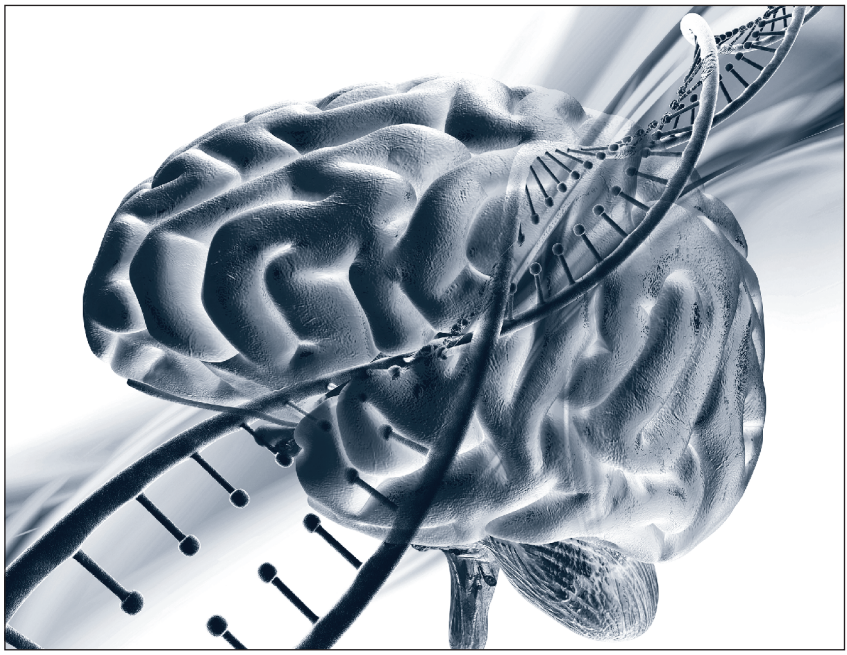
Médecin généticienne, Ariane Giacobino étudie de longue date « ces modifications chimiques qui activent un gène avec plus ou moins d'intensité selon ses stimulations extérieures ».

Un environnement influent

On sait qu'en dehors des maladies monogéniques (par exemple la mucoviscidose, la polykystose rénale, la chorée de Huntington), ce qui nous affecte le plus souvent, nous conserve, nous tue ou nous fait vieillir - bref ce qui nous impacte - sont des traits ou des maladies complexes et multifactorielles, le facteur génétique n'en étant qu'un parmi d'autres. Obésité, hypertension, diabète de type 2 en sont des exemples. « Notre patrimoine génétique peut augmenter ou diminuer la probabilité de les développer, mais il ne détermine pas tout », rappelle la généticienne. C'est là qu'intervient l'environnement.

Les toxiques, les pesticides, le mode de vie, les traumatismes, les interactions sociales, les facteurs socio-économiques favorisent notamment les mutations. L'environnement joue en quelque sorte le rôle de chef d'orchestre dans l'interprétation de la partition de notre code génétique. « Si notre code génétique est comme un code-barre qui donne les informations de base de notre conception à notre mort, l'épigénéti-

Spécialiste de renommée mondiale, Ariane Giacobino est agrégée à la Faculté de médecine de l'Université de Genève et membre des sociétés suisse, européenne et américaine de génétique humaine. En 2018, elle a publié *Peut-on se libérer de ses gènes ? L'épigénétique* (Stock).



Brin d'ADN et cerveau humain © kipargeter/ fr.freepik.com

que est un élément qui vient perturber - de manière réversible - le code génétique sans en affecter la séquence d'ADN », explique Ariane Giacobino. On peut donc comprendre l'environnement comme quelque chose qui, sur un génome statique, va venir perturber notre fonctionnement avec plus ou moins d'intensité, suivant notamment le temps ou la fréquence d'exposition.

Dominant ou dominé

Prenons l'exemple de la reine chez les abeilles. Toutes ses congénères ont un génome identique. Le seul fait d'être nourrie avec de la gelée royale (au lieu de bouillie de pollen) va conduire l'une des larves génétiquement identique à ses sœurs à devenir reine des abeilles, avec une espérance de vie 50 fois supérieure à une ouvrière ! Son physique sera différent, sa taille également, et elle sera en mesure de se reproduire. Quant aux ouvrières, nurses ou butineuses, elles pourront passer d'un « métier » à l'autre avec, pour conséquences, des modifications épigénétiques correspondantes dans leur cerveau. Une observation de réversibilité porteuse d'espoir pour l'homme.

Être dominé, soumis à un harcèlement, à des tâches répétitives comme d'aller servir les autres, être souvent battu ou humilié n'a évidemment rien de génétiquement déterminé. Par contre, il a été démontré chez des femelles macaques que la domination allait de pair avec des modifications épigénétiques mesurables : 20% des différences de fonctionnement du génome des femelles dominées par rapport aux dominantes s'expliquent par cette seule différence de rang social.

Ce qui est intéressant et triste, c'est que de nombreux gènes liés au système immunitaire - avec des conséquences importantes sur la cicatrisation, les maladies inflammatoires et la longévité des femelles - sont liés au rang de dominance. Il y a donc un impact direct entre le subi et le devenir en termes de santé et de troubles du comportement chez les femelles macaques. Si une femelle était à même de changer de rang,

Mémoire

Épigénétique
peut-on échapper à son ADN ?

nul doute que ses données épigénétiques se modifieraient également et que sa santé s'améliorerait.

Traits de sociétés

En épigénétique, on s'intéresse également - pour expliquer le développement de maladies à l'âge adulte comme l'hypertension, l'obésité, l'addiction, les maladies cardiovasculaires ou psychiatriques - à l'exposition fœtale précoce avec, à la clé, des mesures de modifications épigénétiques dans l'ADN. Ce qui aide à définir comment l'environnement - sous toutes ses formes, aussi bien socio-économiques que chimiques ou alimentaires - va impacter et déterminer l'apparition de maladies ultérieures ou y participer.

Un des exemples de modifications épigénétiques induites par un événement historique cité par Ariane Giacobino est lié à la famine en Hollande durant la Deuxième Guerre mondiale. Des femmes enceintes ont alors été soumises à une forte restriction alimentaire : moins de 700 calories par jour. Leurs enfants, une fois adultes, ont développé plus de troubles de type obésité, hypertension, artériosclérose et surtout de maladies psychiatriques. En regardant l'ADN de ces individus de plus près, il a été constaté qu'un certain nombre de modifications épigénétiques apparaissaient de manière répétitive dans les gènes impliqués dans la neurotransmission et dans le métabolisme. Un lien de cause à effet a ainsi été démontré.

De nombreuses autres recherches ont été menées sur l'impact de l'environnement familial, scolaire, le niveau de vie, le harcèlement, l'exposition à des perturbateurs endocriniens, l'activité physique… Et on comprend mieux aujourd'hui comment ces différents paramètres agissent au niveau de l'épigénome.

Une autre étude importante à laquelle la généticienne suisse a participé concerne le génocide au Rwanda (1994) qui a fait un million de morts, principalement des Tutsis. En 1995, cette étude démontrait que 50 à 60% des jeunes Rwandais présentaient un syndrome de stress post-traumatique. En 2011, encore 20% de la population avait un diagnostic de type stress post-traumatique. « On a pu obtenir du sang de 25 femmes qui avaient été exposées de manière directe au génocide par le meurtre d'un membre de leur famille, en général leur mari ou le père de l'enfant dont elles étaient enceintes. On a testé en parallèle 25 femmes du même fond génétique qui n'avaient pas été exposées au génocide et vivant elles aussi au Rwanda. On a pu démontrer qu'il y avait dans un des gènes des modifications épigénétiques qui expliquaient une vulnérabilité et une réactivité au stress beaucoup plus grande chez les femmes exposées au génocide ainsi que chez leurs descendants par rapport à des femmes et leurs descendants non exposés. Pour nous, ces explications étaient relativement claires quant à l'impact de ces traumatismes sur ces femmes. »

Des résultats similaires sur des gènes de neurotransmission ont pu être mis au jour pour des personnes qui avaient subi des maltraitances.

Que cela signifie-t-il ? « Que les efforts extrêmes, la famille, la violence, les abus sexuels peuvent avoir, selon leur gravité et leur durée, des conséquences physiques et psychologiques et peuvent mener à des modifications épigénétiques mesurables sur plusieurs générations. Qu'il y a une relation de cause à effet évidente entre le stress chronique, ou certaines formes de traumatisme, et différents facteurs déclenchants comme l'adversité socio-économique. Un message de santé publique ou politique qui pourrait en découler serait : attention à l'impact psychologique et physiologique sur des groupes de population qui pourraient développer plus de problèmes de maladies chroniques, d'obésité, de maladies cardiovasculaires, de maladies psychiatriques ainsi qu'une longévité diminuée. »

Résilience génétique

On l'aura compris, le contexte socio-économique ou socio-historique, le harcèlement comme toute autre forme de violence vécue ont un impact profond sur la santé de la personne. La bonne nouvelle, c'est que l'épigénétique n'est pas un destin puisque les modifications induites sont potentiellement réversibles.

Ariane Giacobino regrette que bon nombre d'études s'intéressent davantage aux phénomènes délétères qu'aux perspectives positives. « Quelques études démontrent heureusement l'intérêt et les bénéfices de la prise en charge, psychothérapeutique en l'occurrence, par exemple des vétérans de guerres déployés au front », relève-t-elle. Ces études montrent qu'une résilience biologique est possible. Évidemment, nous ne sommes pas tous égaux face au stress de notre environnement. Il persiste sans doute, selon la généticienne, des « freins » génétiques ou un rôle épigénétique protecteur. Mais il est certainement possible de bénéficier des bienfaits de ce qu'Ariane Giacobino appelle la narration, la psychothérapie, l'affection, le bonheur. Ses recherches lui ont permis de modifier sa vision des soins, de comprendre l'importance de prendre en compte non seulement le niveau de santé d'un individu mais aussi son histoire.

Au niveau communautaire, l'éducation, le logement, la famille et tout ce à quoi les enfants sont exposés continuellement ont leur rôle à jouer sur la santé. Ensuite, au niveau social, certaines problématiques devraient être davantage prises en considération, comme la discrimination, la violence, la ségrégation, la migration. Leur impact au niveau épigénétique devrait être mesurable.

Peut-on alors dire que notre environnement nous détermine ? On passerait ainsi d'une détermination génétique à une épigénétique ? Eh bien non. « Toute la complexité du vivant est qu'il mêle l'individu et ses gènes à tout ce et ceux qui l'entourent, au hasard et à ce qui lui échappe. Imaginer réduire l'environnement à l'addition de certains effets dont on mesurerait l'impact épigénétique est impossible ! Même des cellules génétiquement identiques, dans une boîte de culture de laboratoire, avec un même milieu nutritif n'auront pas la même durée de vie. On est donc bien loin de cerner nos destinées. » ■

ANTICIPATION

Anticipation

Biologie de synthèse et superintelligence
quelles responsabilités ?

Nayef Al-Rhodan, Oxford
neuroscientifique et géopoliticien

Les nombreuses expériences dans le domaine de la modification du génome humain et de la biologie de synthèse demeurent à un stade précoce. Pourtant il ne fait aucun doute qu'elles conduisent l'humanité en terrain inconnu. Il convient d'accorder, au sein de ces développements effrénés, une attention particulière aux conséquences sociales, politiques, éthiques et existentielles de ces recherches. La neuro-philosophie peut nous y aider.

Nayef Al-Rodhan est chercheur honoraire à l'Université d'Oxford et directeur du Programme de géopolitique au Centre de politique de sécurité de Genève. Son champ de recherche en neuro-philosophie inclut la géopolitique contemporaine et les études prospectives. Parmi ses livres : *Global Biosecurity. Towards a New Governance Paradigm* (Slatkine 2008).

La biologie de synthèse connaît un développement technologique spectaculaire sur trois principaux axes de recherche qui engage notre responsabilité. Tout d'abord, la *génomique de synthèse*, qui désigne le développement de micro-organismes simplifiés qui peuvent être utilisés ultérieurement pour d'autres modifications. Puis les *biobriques* ou *bioparties*, qui se définissent comme les efforts en vue de créer des séquences génétiques simplifiées et standardisées susceptibles de permettre à un micro-organisme d'effectuer des tâches très particulières. Enfin, les *nouvelles biochimies*, un ensemble d'initiatives de recherche visant à créer des *proto-cellules* qui peuvent avoir leurs propres mécanismes et métabolisme.

Le but ultime de l'application de principes d'ingénierie à des systèmes biologiques se veut « à des fins humaines », ce qui comprend des applications, pour l'industrie et la société, tels des nouveaux procédés en agriculture, des remèdes environnementaux, des nouveaux médicaments ou biocarburants. De telles innovations, effectuées sans risques et de manière responsable, pourraient être utiles pour relever des défis humains et de sécurité mondiale (les crises alimentaires, la lutte contre la pollution, etc.). Cependant, la biologie de synthèse soulève de nombreuses inquiétudes au niveau environnemental, dans la mesure où il s'agit de libérer des organismes synthétiques dans l'environnement.

L'exploration du corps humain

L'innovation la plus radicale et proprement révolutionnaire dans ce domaine est en rapport avec le corps humain. Les principes de biologie synthétique sont étudiés notamment dans le microbiome humain, tels qu'illustrés par le travail sur la *probiotique synthétique* sous forme d'une espèce bactérienne qui dépiste et traite les maladies depuis l'intérieur de l'intestin. D'autres projets importants sont déjà en train de mettre à l'épreuve la distinction entre traitement et augmentation humaine.

Les avancées dans les domaines de la biologie de synthèse et du génome humain ont progressé sur des fronts plus audacieux encore, y compris dans le champ de la synthèse de l'ADN humain avec des recherches réalisées par les scientifiques rattachés au projet de synthèse du génome humain (ou GP-Write). Des

Anticipation

Biologie de synthèse et superintelligence quelles responsabilités ?

outils de modification localisée de séquence génomique reposant sur le fait de couper et de coller des corrections dans l'ADN humain sont devenus bien connus suite aux innovations révolutionnaires de technologies telles que Crispr.[1] GP-Write, cependant, ne vise pas seulement à « éditer » l'ADN mais à « réécrire des segments cruciaux de chromosomes » qui peuvent subséquemment être recousus ensemble avec un génome naturellement présent. Concrètement, cela signifie créer des répliques synthétiques de la séquence d'un individu, mais en la recodant, afin qu'elle puisse résister aux virus par exemple.[2]

La biologie de synthèse soulève de nombreuses inquiétudes au niveau environnemental, dans la mesure où il s'agit de libérer des organismes synthétiques dans l'environnement.

Les promesses de ces nouvelles technologies dans les sciences de la vie signifient des changements importants pour l'humanité, à la fois pour notre avenir biologique et nos capacités cognitives. L'idée de superintelligence, qui jusqu'à présent a été décrite comme une hypothétique intelligence artificielle surpassant l'esprit humain le plus intelligent, pourrait acquérir un sens nouveau à mesure que progressent les possibilités en biologie de synthèse - et avec elles, la viabilité de la superintelligence biologique.

Superintelligence et …

La superintelligence (le stade d'une entité intelligente qui puisse surpasser les plus grandes capacités cognitives possibles d'un être humain) a été théorisée généralement en rapport avec la technologie. Dans les scénarios des études du futur, la superintelligence est censée suivre de peu l'avènement de l'intelligence artificielle générale,[3] étant donné que les systèmes de logique et de raisonnement parviendraient à une forme d'intelligence qui ne serait plus circonscrite par les limites de la cognition humaine. Cela comprend notamment une mémoire absolue (qui serait inaltérée par l'âge ou toutes les circonstances imaginables), la capacité à développer des compétences ou des capacités dans un éventail de domaines considérablement plus large, la capacité de mener de front plusieurs tâches simultanément (ce qui est encore très difficile pour le cerveau), une vision sensiblement accrue ou d'autres capacités sensorielles.

Une fois réalisée, la superintelligence pourrait nous ouvrir à des découvertes infinies dans tous les domaines de la science : nous permettre de lever le voile sur les mystères et la connaissance de l'univers, d'obtenir la vie éternelle ou de réaliser des voyages humains intergalactiques…

Ironie du sort, l'une des sources d'inspiration de la superintelligence est le cerveau humain lui-même. Les neurosciences modernes sont encore loin de l'avoir entièrement décodé, mais son fonctionnement est connu, du moins dans certains de ses aspects fondamentaux. Parmi les choses que nous savons, c'est que le cerveau dépend de l'existence de circuits de neurones complexes, que l'apprentissage se fait par le renforcement et qu'il a une structure hiérarchique.

… superintelligence biologique

Certaines des voies envisagées vers la superintelligence ont fait appel à des connaissances du cerveau humain telles que celles-ci, mais la biologie de synthèse est sur le point d'aboutir à de nouvelles approches qui déplacent le centre d'intérêt vers la *superintelligence biologique*. Par conséquent, en plus de recourir à l'intelligence artificielle, à des supercalculateurs ou à l'émulation du cerveau entier (un processus connu aussi comme *téléchargement de l'esprit*) et à des *cerveaux synthétiques*, le but de la superintelligence peut être envisagé et favorisé au sein même de l'esprit humain et à travers des changements profonds de la biologie humaine.

Toutes ces descriptions hypothétiques de l'évolution de l'intelligence humaine à la lumière des nouvelles avancées bio-technologiques et des interventions génétiques datent cependant d'au moins un demi-siècle ! Étant donné que la connaissance relative à l'intelligence progresse, y compris la recherche en neurosciences sur les différences au sein de l'intelligence humaine, ainsi que la recherche sur la compréhension génétique de l'intelligence, le champ de la biologie de synthèse aura une grande quantité de matériaux sur lesquels elle pourra travailler et s'appuyer.

La biologie de synthèse est donc encore loin d'avoir atteint tout son potentiel. Elle offre néanmoins déjà des aperçus réalistes de la gamme des transformations nous permettant de modifier les fonctions biologiques, qui serviront, un jour, à élaborer de nouvelles aptitudes considérables dans nos capacités cognitives.

Quelles sont les implications pour la nature humaine ? Elles sont considérables, sachant que la nature humaine est basée en grande partie sur des aspects émotionnels, amoraux et égoïstes. Il est important, en premier lieu, de constater que la modification localisée de séquence génomique et les interventions en biologie de synthèse s'inscrivent à la fois dans le cadre de cette description et, dans une certaine mesure, qu'elles peuvent potentiellement changer le récit de la nature humaine.

Des risques liés à notre nature

L'avènement et le renforcement d'un comportement portant à la sociabilité, ainsi qu'à la coopération sociale, dépendent étroitement d'une bonne gouvernance et de la dignité humaine - en l'absence de cette dernière, les « pires » aspects de notre nature, les moins enclins à la coopération, voire même ses côtés agressifs qui se manifestent de façon préventive peuvent voir le jour.

Ces conséquences justifient une étude plus approfondie. La première incidence est que le processus de développement de ces technologies est exposé à toutes les vicissitudes de la nature humaine. Cela comprend la possibilité que ces technologies puissent être délibérément exploitées par ceux qui détiennent le pouvoir afin de subvertir les plus faibles ou pour déployer des instincts bruts de survie de différentes manières.

Alternativement, elles pourraient être développées pour améliorer la coopération au niveau mondial, restreindre les menaces globales et poursuivre des objectifs tels que celui d'un monde plus égalitaire.

Il est important que les responsables politiques prennent conscience du fait qu'ils ne doivent pas se concentrer seulement sur les résultats fi-

Anticipation

Biologie de synthèse et superintelligence quelles responsabilités ?

naux - quelles entreprises auraient la permission de développer cette production, par exemple - mais également sur la mise en œuvre d'un système éducatif de qualité qui soit universel,[4] ainsi que sur la solidarité sociale qui contribueront à façonner ces résultats finaux.

La seconde conséquence est que l'existence même d'un être modifié doté de superintelligence contribuerait à réécrire la nature humaine et aurait la capacité autonome de le faire encore davantage. Le fait d'être aux prises avec les perspectives d'une intelligence artificielle tout à fait autonome, et développée en vue de surpasser de nombreuses fois la cognition humaine, exige donc de nous une profonde humilité.

Tout porte à croire que le pouvoir accru conféré par le fait d'être biologiquement augmenté et doté de superintelligence amplifiera les problèmes d'addiction au pouvoir.

En outre, des créations répétées d'intelligences artificielles entièrement autonomes par de l'intelligence artificielle entièrement autonome ne fait clairement qu'amplifier les questions d'imprévisibilité. Comme nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses bien fondées en rapport avec la manière dont des agents superintelligents pourraient se comporter, il est d'autant plus nécessaire de restreindre leur création, simplement parce que les répercussions ne sont pas assez bien comprises pour pouvoir évaluer les risques qui y sont associés.

L'addiction au pouvoir

Si on lui laisse libre cours sans aucune restriction - que ce soit par la socialisation positive ou des contraintes institutionnelles -, le caractère égoïste de la nature humaine entraîne une quête implacable visant à renforcer le pouvoir et à l'accroître au plus haut niveau possible.

Les sentiments liés à la domination et les émotions associées au fait de l'emporter sur la concurrence figurent parmi les expériences connues qui ont tendance à produire de la dopamine, de la sérotonine, des endorphines, de l'ocytocine ou une libération chimique de renforcement positif similaire. Dans les contextes humains considérés comme « normaux », ces faits conduisent à une saine concurrence, mais ils peuvent facilement basculer dans l'addiction au pouvoir et, souvent, dans une chute concomitante de la gouvernance légitime dans un régime irresponsable qui sème la discorde.

La perspective de la superintelligence augmente considérablement ces risques. Tout porte à croire que le pouvoir accru conféré par le fait d'être biologiquement augmenté et doté de superintelligence amplifiera les problèmes d'addiction au pouvoir, de sorte que l'élite pouvant bénéficier d'une augmentation - ou même l'individu avec un maximum d'amélioration de ses propres performances - privilégierait sa propre conservation et l'accroissement de son pouvoir par-dessus tout.

Un agent possédant les attributs de la superintelligence, par ailleurs, aurait de plus grandes possibilités de réussir à fabriquer un consentement, à éliminer les freins à son

pouvoir et à se livrer à diverses activités que le théoricien du politique Philip Pettit décrit comme étant de la « domination ». Un point central des arguments présentés par Pettit est le suivant : l'accomplissement de la véritable liberté présuppose une certaine forme d'égalité qui serait irréfutable.[4]

La dignité comme critère

La question effrayante que l'on doit se poser en autorisant la poursuite du développement de la superintelligence, et qui devrait donner à réfléchir, est celle-ci : que peut offrir le contrat social à une entité qui non seulement estime qu'elle est *bien supérieure* à ses autres membres, mais qui l'est *en réalité* ?

Comme toujours, c'est le critère de dignité qui peut faire la différence entre les bénéfices et les risques existentiels. La dignité signifie bien plus que l'absence d'humiliation et elle comprend un ensemble complet de neuf besoins : la raison, la sécurité, les droits humains, la responsabilité, la transparence, la justice, l'opportunité, l'innovation et l'inclusion.

Chacun de ces besoins doit être protégé afin d'empêcher les technologies d'avant-garde de produire de l'aliénation et d'irréparables préjudices à la dignité individuelle et collective. L'une des manières de prévenir cela serait de réunir des scientifiques, des spécialistes de l'éthique, des organisations de la société civile et des décideurs politiques, afin qu'ils puissent s'accorder sur les normes éthiques et les normes de sécurité. Si nous devons aller de l'avant avec des technologies aussi puissantes, ce devrait être tout au moins le résultat d'une délibération plus large au sein de la société.

Ce débat, cependant, pourrait être insuffisant étant donné l'ampleur du pouvoir de transformation de ces technologies. Comme notre espèce est aiguillée en profondeur par ce que j'ai appelé en anglais les neuros P5 (le pouvoir, le plaisir, le profit, la fierté et la permanence), il est capital à l'avenir de restreindre le développement de technologies qui ont le potentiel de mener à de nouvelles formes de domination au sein de groupes sociaux ou, en fin de compte, d'agents qui ne seraient pas humains et qui exerceraient leur domination sur nous. ■

(traduction Jane Wilhelm)

Pour découvrir la neuro-philosophe :

Nayef Al-Rhodan, *Une neuro-philosophie de la compréhension transculturelle mondiale*, in Les Philosophes.fr

1 Le prix Nobel de chimie 2020 a été attribué à la Française Emmanuelle Charpentier et à l'Américaine Jennifer Doudna pour leur technique d'édition du génome baptisée Crispr-Cas9, que l'on qualifie parfois aussi de « couteau suisse de l'édition du génome ». (n.d.l.r.)

2 Cf. **Patrick Verspieren sj**, *Le tollé des bébés génétiquement modifiés*, in www.choisir.ch, mars 2019 (n.d.l.r.).

3 Voir le dossier « Contrôler l'IA, une utopie ? », in *choisir* n° 695, avril-juin 2020 (n.d.l.r.).

4 Cf. **Nayef Al-Rhodan**, *The Role of Education in Global Security*, Genève, Slatkine 2007, 128 p. (n.d.l.r.)

5 Cf. notamment **Philip Pettit**, *Républicanisme. Une théorie de la liberté et du gouvernement*, Paris, Gallimard 2004, 448 p. (n.d.l.r.)

Anticipation

Climat : aveugles et sourds
entretien avec Dominique Bourg

Lucienne Bittar, Genève
rédactrice en chef

POLITIQUE

Il a fallu attendre que le réchauffement climatique soit perceptible par monsieur et madame tout-le-monde, en particulier en Occident, pour que les gouvernements prennent la mesure de la catastrophe. Mais l'ont-ils vraiment fait ? Pressurisés par les attentes des citoyens et des lobbys économiques, empêtrés dans des croyances idéologiques, les dirigeants ont toujours un train de retard. Pour le philosophe franco-suisse Dominique Bourg, l'heure n'est plus aux consensus ni aux compromis.

Expert en durabilité, Dominique Bourg a présidé jusqu'en décembre 2018 le conseil scientifique de la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme. Professeur honoraire à l'Université de Lausanne, il est notamment l'auteur d'*Une nouvelle terre. Pour une autre relation au monde* (Desclée de Brouwer, 2018) et de *Le marché contre l'humanité* (Puf, 2019).

Le réchauffement climatique était déjà signalé par des scientifiques au début des années 70. Les gouvernements du monde auraient pu prendre la mesure des risques et les prévenir par des politiques adéquates. Ils ont préféré continuer à miser sur le mythe du Progrès et garder pour finalité la croissance économique. En 40 ans, la température moyenne a augmenté sur Terre d'un degré environ par rapport à la seconde moitié du XIXe siècle, mais comme le prédisent différents modèles climatiques au monde, une nouvelle augmentation deux fois plus rapide, soit d'un degré dans les 20 ans à venir, nous attend. Quant à notre biosystème, il se transforme en profondeur, avec la disparition d'un million d'espèces (animales et végétales) annoncée par l'IPBES.[1] Il ne s'agit plus « seulement » de la disparition de mammifères, mais de l'effondrement de l'étage inférieur, celui des arthropodes, ces petits invertébrés articulés dont font partie les insectes, les crustacés et les arachnides (sans parler du niveau encore plus bas des bactéries et autres micro-organismes).

Voir pour croire

Pourquoi avoir tant tardé à écouter les sirènes d'alarme et à agir ? Et est-ce déjà trop tard ? Pour Dominique Bourg, pour qui l'optimisme est moteur de l'action, les catastrophes sont certaines, et cela va faire très mal… mais nous devons tout faire pour limiter les dégâts. « Nous sommes dans une dynamique du tragique au sens grec du terme. Le GIEC et l'IPBES jouent le rôle du chœur ; ils disent à Œdipe - l'humanité : ‹ Attention ! Tu vas finir par tuer ton père et épouser ta mère. › De fait, nous avons déjà tué le père, malgré les avertissements, parce que l'humanité reste une espèce relativement bornée, qui ne parvient à estimer les dangers que lorsqu'ils sont immédiats. Et encore ! Elle est capable de les sur-interpréter et de rester dans le déni. »

Ce fonctionnement, avance le professeur, repose sur les expériences humaines accumulées depuis l'époque où nous étions des chasseurs-cueilleurs réagissant face à des dangers immédiats et visibles. « Il reste compliqué pour les humains de concevoir une réalité qu'ils ne voient pas. Surtout si on leur demande d'anticiper les risques liés à cette réalité en allant à l'encontre de leurs habitudes et de leur appréhension du bien-être ; de payer de leur personne

au présent, pour un bénéfice futur qui leur paraît hypothétique. »

Cette dynamique psycho-sociale complique les prises de décisions des politiques, en particulier dans les régimes démocratiques où il n'est pas simple de faire fi de l'opinion du peuple, même si celle-ci flirte avec le négationnisme. À moins d'accepter de payer le prix fort en termes électoraux. Reste que pour Dominique Bourg, qui a fait partie de la commission Coppens qui a préparé la Charte française de l'environnement (2005) et qui parle donc d'expérience, les vraies entraves aux actions concrètes pour décélérer le réchauffement climatique viennent des lobbies économiques qui soumettent les États à des pressions énormes.

Pour anticiper juste et agir à bon escient, les dirigeants ont besoin de se défaire de certaines croyances, d'une vision erronée de l'Histoire, et d'adopter une nouvelle philosophie de vie.

« Les anticipations qui ne sont pas lourdes, nos États savent très bien les faire. Celles qui viennent contraindre les enjeux immédiats des meneurs économiques, ils en sont beaucoup moins capables. Regardez le temps qu'il a fallu pour aboutir à la révision de la loi fédérale sur le CO^2 adoptée par le Parlement suisse en septembre 2020. Elle aurait été intéressante en 1990, mais 30 ans après, elle est totalement dépassée. Elle a même 50 ans de retard, si on anticipe sur les effets probables auxquels nous serons soumis dans 20 ou 30 ans. Pourtant cela n'a pas manqué, l'UDC a déjà lancé un référendum. » Et à ceux qui disent *mieux vaut ça que rien*, l'expert en durabilité rétorque que l'illusion de faire quelque chose est parfois plus dangereuse que l'inaction, car elle conforte les gens dans une sorte de bonne conscience pernicieuse qui fait traîner les choses en longueur. Or le temps est à l'urgence. Pour lui, les États sont légitimement tenus d'agir vite et fort aujourd'hui, quitte à arracher l'aval populaire.

Changer de crédo, une nécessité

Reste que pour le philosophe, le seul courage politique ne suffit pas. Pour anticiper juste et agir à bon escient, les dirigeants ont besoin de se défaire de certaines croyances, d'une vision erronée de l'Histoire, et d'adopter une nouvelle philosophie de vie. En effet, eux aussi sont soumis à des crédos idéologiques très ancrés, tels que la croyance en le Progrès.

« Cette idée est semée dans la Bible déjà. Avant cela, tous les modèles religieux imaginaient l'Âge d'or comme une époque résolument perdue ; la Bible, pour sa part, dit qu'on le retrouvera à la fin des temps, dans l'avenir donc. Les Lumières vont laïciser ce crédo avec le mythe du Progrès et affirmer que l'on peut espérer atteindre sur terre un état de quasi-perfection. Et cela va donner lieu à un début de réalisation, pour une toute petite partie de l'humanité, pendant les Trente glorieuses. Croire que les techniques, en particulier ce qu'on nomme les *high-techs*, conduisent à l'amélioration générale de la condition humaine et peuvent résoudre tous les problèmes, même ceux qu'elles occasionnent elles-mêmes, est une illusion. »

Ainsi, pour Dominique Bourg, même les défenseurs du développement durable se fourvoient, car cette notion plutôt vague s'inscrit dans cette même compréhension du Progrès. « Croire qu'on va pouvoir continuer à s'enrichir matériellement sans dégrader la Terre est un leurre. Même si ce sera long et difficile, il faut

Anticipation

Climat : aveugles et sourds
entretien avec Dominique Bourg

changer de référentiel, se désintoxiquer du matériel, et opter pour ce qu'on appelle communément *la décroissance*, mais que je préfère appeler *la durabilité forte*. Ce qui doit décroître, ce sont les flux de matière et d'énergie. Nous devons réduire notre richesse matérielle, arrêter de produire des babioles qui ne servent à rien, et essayer de nous concentrer sur les éléments nécessaires à notre existence et à une certaine forme de confort. Par contre, le patrimoine, les arts, la littérature, la générosité, la spiritualité, le tissu relationnel doivent continuer à se développer. »

S'insérer dans la nature

Pour permettre aux humains de durer, nous devons transformer notre manière d'être au monde, défend le philosophe, en essayant de nous insérer dans la nature, pour protéger au mieux nos sources de vie, voire même pour les améliorer. Et de prendre pour exemple la façon dont les peuples amazoniens font un avec la forêt primaire, un mode de fonctionnement que nous devrions tenter de transposer dans nos écosystèmes sociaux.

L'agroécologie est ainsi promise à jouer un rôle primordial dans ce changement de paradigme. Signe réjouissant, cette agriculture très savante, qui s'insère dans le milieu naturel en jouant avec ses mécanismes, fait de plus en plus d'adeptes. Elle repose sur les *low-techs*, soit des techniques qui misent sur la durabilité forte en altérant le moins possible l'écosystème qui nous fait vivre.

« *Les low-techs* exigent de l'anticipation pour préserver la durée des écosystèmes. La sophistication est dans cette réflexion en amont plus que dans les objets eux-mêmes. C'est l'inverse avec les *high-techs*. Prenez l'agriculture conventionnelle, qu'on devrait plutôt appeler agriculture de chimie de synthèse. Le propre de cette agriculture, c'est de vouloir se séparer de la nature. Elle s'appuie sur l'azote de synthèse, le phosphate, les pesticides, en niant l'existence des microorganismes dans les sols, des insectes... C'est une agriculture hors sol, si j'ose dire. En tout cas, quand elle prend le sol, c'est pour le détruire. La logique doit changer, nous n'avons pas le choix, assène Dominique Bourg, sinon c'est le suicide annoncé. » ■

1 Cf. **Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)**, *Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosytémiques. Résumé à l'intention des décideurs,* Bonn 2019, 60 p.

Anticipation

Ce qui est, ce qui sera et ce qui aurait pu être

Amanda (Garcia) Spierings, Genève
rédactrice et philosophe

ARTS

L'apocalypse, on ne l'imaginait pas comme ça. Ni hordes de zombies ni peste foudroyante ni révolution et effondrement de la civilisation ni chaos et avènement d'un état de guerre permanent… À la place, la sournoise Covid 19, accompagnée d'un nouveau bouquet de règles (éloigne-toi, désinfecte-toi, porte ton masque !) et de la réalité familière des inégalités toujours plus exacerbées. La science-fiction, avec son ballet d'utopies et de dystopies, nous aurait-elle trompés ?

Certains livres d'anticipation semblent prophétiques. Dans *La Destruction libératrice*, H.G. Wells parle de bombes atomiques 30 ans avant le projet Manhattan.[1] Dans *Terre*, David Brin dévoile un réseau qui ressemble à notre Internet, tandis que les « Newspad » d'Arthur C. Clarke (*2001 : L'Odyssée de l'espace*) préfigurent nos tablettes informatiques. Au-delà de la technologie, des œuvres comme *1984* (George Orwell) et *Le meilleur des mondes* (Aldous Huxley) décrivent des sociétés dominées par la surveillance de masse ou le consumérisme - des sociétés qui nous ressemblent de façon troublante.

Mais à y regarder de plus près, ces « prédictions » sont souvent imparfaites. Les bombes atomiques de Wells sont bien différentes de celles qui ont finalement été larguées sur le Japon. Les réseaux sociaux disputent aux États le titre de champion de la surveillance, et les antidépresseurs ne sont pas encore distribués comme des bonbons. Au final, la masse des prédictions a posteriori farfelues dépasse de loin celle des prédictions avérées.

L'univers des possibles

C'est que la science-fiction, pas plus que la fiction en général, a pour vocation première de prédire l'avenir. Et puisque leur propos à toutes deux n'est pas d'être fidèle à la réalité (présente, passée ou future), leurs œuvres ne peuvent être taxées de mensongères, fausses ou artificielles. Elles comptent, par contre, parmi les plus riches en enseignements sur le monde et la condition humaine.

Un auteur n'examine pas la mortalité de la même façon dans un roman que dans un essai philosophique ; une autrice ne traite pas la question de la pauvreté de la même manière dans un livre d'histoire et dans un roman historique.[2] Il en va de même de la science-fiction. Son royaume n'est pas celui du futur, comme on a tendance à le croire, mais l'univers des possibles.

L'auteur de science-fiction ne cherche pas en premier lieu à révéler ce qui sera, mais plutôt à mettre en lumière une potentialité, dont la probabilité peut être élevée ou quasiment inconcevable. La science-fiction est profondément une expérience de pensée, où auteur et lectorat s'extraient de leurs circonstances personnelles pour considérer

Auteur d'une thèse sur la notion de fiction (Genève 2012), Amanda Spierings officie aujourd'hui en tant qu'écrivain public à *L'écritoire* (www.lecritoire.ch).

Anticipation

Ce qui est, ce qui sera et ce qui aurait pu être

le monde autrement. Et si l'humain et la machine fusionnaient ? Et si nous étions incapables d'enrayer le réchauffement climatique ? Et si l'on poussait à l'extrême les travers ou les vertus de notre société ? Et si nous étions confrontés à des réfugiés extraterrestres ? À partir de l'ébauche du présent, l'auteur développe une vision de l'avenir qui donne forme à nos questionnements existentiels.

Il ne s'agit pas de nier que la science-fiction est littérature d'anticipation, mais de repenser ce que cela signifie. L'anticipation n'est pas l'équivalent d'une parole prophétique, mais la considération des chemins qui s'ouvrent à nous et des leçons qui en découlent. Ainsi fictions post-apocalyptiques et utopies scientifiques se rejoignent lorsqu'elles explorent l'espace des possibles face à la menace climatique. Entre un retour forcé à un état de nature oublié, souvent fantasmé, et des avancées technologiques permettant la terraformation[3] et la manipulation du climat, la science-fiction révèle nos angoisses, nous pousse à réfléchir à notre avenir, celui que nous désirons et celui que nous craignons, et à explorer les conséquences de nos actions. En cela, elle est un puissant projecteur sur le présent et sur la façon dont nos choix façonnent notre futur.

À lire encore :

Lorenzo Menoud, *Qu'est-ce que la fiction ?* Paris, Librairie philosophique Vrin 2006, 128 p.

Peter Lamarque et Stein Olsen, *Truth, Fiction, and Literature*, Oxford, Clarendon Press 1994, 494 p.

De la fiction à l'histoire

Mais ce que la science-fiction ne prédit pas donne aussi à réfléchir en creux. Dans cette différence entre les représentations imaginées et le futur qui s'actualise, les leçons sont fécondes. N'en déplaise à certains futurologues, l'automatisation, par exemple, semble avoir mené à la multiplication des « emplois à la con » plutôt qu'à la réduction du temps de travail en faveur de l'épanouissement personnel et de la contribution au bien commun. Il y a là certainement quelque leçon à tirer.

Quant à la pandémie ? Certes, nous n'avons pas été envahis par les zombies et nos sociétés ne se sont pas effondrées - entre sacrifices consentis par tous (mais au poids variable), initiatives de solidarité et aides gouvernementales exceptionnelles, les filets sociaux tiennent encore le coup -, mais comment aurions-nous réagi si tel avait été le cas, alors même que cette banale apocalypse nous met déjà presque à genoux ? La dissonance entre les fracas d'une catastrophe fictionnelle et les dégâts réels de cette épidémie sournoise nous dit l'urgence de réagir si nous voulons bâtir une société plus solide et plus égalitaire. ■

1 Projet de recherche, mené par les États-Unis durant la Seconde Guerre mondiale, qui a abouti à la création des premières bombes atomiques.

2 Cf. **Amanda Garcia** « Fiction as a Creative Process », in **Ananta Sukla (éd)**, *Fiction and Art, Exploration in Contemporary Theory*, Bloomsbury Academic, Londres, septembre 2015, pp. 187-201.

3 Processus consistant à transformer l'environnement naturel d'un corps céleste afin de le rendre habitable par l'homme. (n.d.l.r.)

Anticipation

De l'incertitude au risque
ou de la réalité au modèle

Paul H. Dembinski, Genève
fondateur et directeur de l'Observatoire de la finance

FINANCE

En novembre 2008, lors de sa visite à la London School of Economics, la reine Elisabeth II lança un pavé dans la mare en posant une question inattendue et hautement dérangeante au gotha de la finance et de l'économie réuni pour l'occasion. S'agissant de la crise financière alors récente, la reine demanda : comment se fait-il que personne d'entre vous ne l'ait vue venir ? La question a fait l'effet d'une bombe.

Il aura fallu plusieurs mois pour que la British Academy organise un débat d'experts pour élucider la question, et encore un peu plus de temps pour qu'une réponse officielle sur deux pages soit adressée à la souveraine.[1] Elle porte les signatures des plus prestigieux représentants de la finance : régulateurs, académistes et praticiens.

Que dit-elle ? En substance, deux choses. D'abord que, aveuglée par ses succès, « la finance » dans ses diverses composantes a pêché par un excès d'orgueil et une arrogance démesurée (*hubris*) en faisant la sourde oreille aux signaux potentiellement dérangeants. Puis que, parallèlement, chacun s'en est remis à l'autre, lui prêtant (à tort) la compétence nécessaire pour faire face aux imprévus. En deux mots comme en mille : euphorie et aveuglement.

Cette anecdote montre le rapport complexe que la finance entretenait au début des années 2000 avec les aléas et les incertitudes de l'avenir. Si la finance n'a rien vu venir durant la période précédant la crise, c'est qu'elle avait les yeux et les oreilles tournés ailleurs. Et certainement pas au bon endroit.

Le piège des présupposés

Le film *Big Short - Le casse du siècle* (2015) d'Adam McKay, sur la crise des *subprimes*, met en scène une partie de la réponse. La manière dont le milieu financier - à l'instar d'autres cercles professionnels - appréhende le réel est filtrée et structurée à la fois par un outillage conceptuel et statistique, et par des habitudes acquises et validées au long des années de succès. À partir du moment où un milieu professionnel devient tellement pétri - pour ne pas dire intoxiqué - par ses propres présupposés qu'il finit par en oublier l'existence, que le conformisme s'installe, il se met à confondre sa perception du réel avec le réel lui-même. Il faut un empêcheur de tourner en rond - comme dans *Big Short* - pour passer outre les conventions.

La marche triomphale des techniques de la finance moderne (finance de marché) a commencé à la fin des années 70. Confrontées aux douleurs de la crise pétrolière, les économies occidentales venaient d'enterrer les Trente glorieuses[2] (de l'économie réelle). Dans ce contexte de lendemains difficiles, la finance de marché

Paul H. Dembinski est professeur de Stratégie et Concurrence internationale à l'Université de Fribourg. Il préside la Plateforme Dignité et Développement, un groupe de réflexion romand inspiré par l'enseignement social chrétien.

Anticipation

De l'incertitude au risque ou de la réalité au modèle

a ouvert un nouvel horizon intellectuel et économique, qui a rapidement été validé par des performances correspondantes.

Incarnés par un flux croissant de professionnels formés (ou plutôt formatés) à regarder tous dans la même direction et à réagir aux mêmes signaux, les modèles théoriques et statistiques issus des laboratoires de recherche des universités les plus réputées sont devenus un phénomène social (un paradigme). Autour de cette *Weltanschauung* se sont créés des institutions, des marchés, des instruments et des législations. C'est ainsi que le paradigme - les présupposés des modèles - est devenu une réalité sociale que les succès continus renforcèrent, la rendant chaque jour moins discutable.

L'apothéose est venue à la fin des années 80, avec la chute du mur de Berlin et l'annonce du politologue américain Francis Fukuyama de la fin de l'Histoire, avec le triomphe du modèle démocratique partout dans le monde. Trente années d'euphorie financière ont ainsi pris le relais des Trente glorieuses, dès la fin des années 70 et jusqu'à la crise des subprimes de 2007/2008.

Le retour de l'incertitude

Cette crise marque le moment où la bulle paradigmatique a éclaté. Le monde commence alors à s'affranchir des modèles et à les remettre en question. Les limites de l'outillage de prévision, et donc d'anticipation, deviennent de notoriété publique et les langues se délient.

Mais si les signaux faibles et hétérogènes reviennent à la mode, les capacités d'anticipation ne sont pas pour autant améliorées. Au contraire. En effet, les périodes de stabilité paradigmatique, telles celle des trois décennies d'euphorie financière, sont finalement plus faciles à maîtriser que les autres puisque le modèle contribue à créer la réalité, réalité qui finit par se conformer au modèle. Dans un tel contexte, les tendances se prolongent et l'avenir devient extrapolable à partir du présent. Avec la crise, le modèle a perdu l'emprise sur la réalité, la correspondance a volé en éclats, et l'incertitude de l'avenir est devenue évidente pour tous. Un problème majeur pour le monde de la finance, pour qui la quantification du risque est un des principaux outils de marché !

La montée en puissance de cette notion durant les Trente euphoriques s'est fait sur un amalgame (bien commode) avec la notion d'incertitude. Pourtant elles avaient été clairement distinguées en 1921 par Franck Knight, mais cette distinction a souvent été passée sous silence, pour ne pas dire dissimulée, pendant la période de l'euphorie financière.

En effet, dire que l'avenir est incertain est un truisme. Pourtant plusieurs méthodes tentent de percer son voile et de structurer l'incertitude, d'en sérier les vecteurs en construisant des variantes et des scénarios. Cette démarche n'est pas neutre. D'une part, elle postule que tous les états possibles du monde à venir peuvent être contenus dans des scénarios, alors que - par définition - certains échappent à notre imagination. D'autre part, elle pose immédiatement la question de la

finesse desdits scénarios et de l'appréciation de la probabilité de leur occurrence. Une chose est d'avoir un scénario binaire, du genre hausse/baisse pour faire simple ; une autre d'introduire un horizon temporel précis et des intervalles de hausse et de baisse.

Or, pour passer d'un monde incertain à un monde risqué, il faut deux éléments, impossibles l'un comme l'autre à réaliser : lister de manière exhaustive tous les états possibles du monde avec une granularité satisfaisante, et évaluer les probabilités de leur réalisation.

Des risques monnayables

Certes, la perception et l'imagination des plausibles tendent à se réduire dans un monde stable, car les « événements extrêmes » finissent tôt ou tard par être oubliés. En bornant ainsi, artificiellement mais souvent inconsciemment, le spectre des possibles, leur domestication devient techniquement faisable à partir de l'expérience passée. L'amnésie collective, doublée de l'euphorie du succès, déguise l'incertitude en risque gérable. L'avenir semble alors maîtrisable et gérable. Pour que ce mode soit viable en termes de finance, il ne reste qu'à donner à chacun des scénarios une valeur monétaire de perte ou de gain.

C'est sur cette base statistique et conceptuelle, qui a permis de déguiser l'incertitude, que se sont développés des produits et des techniques de gestion et de transfert de risque. Les marchés financiers sont ainsi devenus des lieux où s'organise au niveau macro-économique l'allocation des risques (des probabilités de gains ou de perte) entre des ac-

© Brian Jackson / Adobe Stock

Anticipation

De l'incertitude au risque ou de la réalité au modèle

teurs aux profils différents. Avant la crise de 2007, les financiers étaient convaincus que le risque était tellement bien structuré et dispersé entre les protagonistes que l'avenir avait cessé d'être un enjeu macroéconomique pour devenir un objet de transaction et d'échange. Or la crise a fortement écorné les couvertures de risque, même les plus sophistiquées. Le glas du paradigme avait sonné, le masque du risque était tombé, l'ingérable incertitude était de retour.

De nouvelles garanties

Pour éviter le naufrage, les banques centrales sont entrées dans le jeu - très énergiquement et du jour au lendemain - en optant d'emblée pour des politiques « non conventionnelles ». L'intervention massive de la puissance publique pour sauver les institutions et les marchés financiers a été perçue par beaucoup comme le signe d'une nouvelle assurance : l'incertitude avait trouvé preneur parce que, entretemps, la finance était devenue trop importante pour notre mode de vie pour que les banques centrales puissent envisager son effondrement.

Cette garantie systémique, certes sous conditions, semble aujourd'hui exclure les « événements extrêmes », ce qui redonne de l'espoir à un retour à la « normale » en matière de gestion de risque. La politique monétaire conduite depuis le crash de mars 2020 paraît confirmer cette hypothèse : les banques centrales semblent vouloir protéger les marchés financiers des conséquences de leurs propres erreurs éventuelles. Si tel devait être le cas, la gestion du risque aurait encore de beaux jours devant elle.

L'incertitude radicale

Cela étant, la réponse des banques centrales n'est pas viable à long terme et s'apparente à un emplâtre sur une jambe de bois. L'ombre de l'incertitude plane, y compris parmi les férus de la finance de marché. Pour bien marquer le point, deux éminents auteurs britanniques (John Kay et l'ancien banquier central Martin King), jadis adeptes de la gestion du risque, ont sorti début 2020 un ouvrage intitulé *L'incertitude radicale*.[3] Ils y détricotent l'amalgame entre risque et incertitude et, ce faisant, mettent en exergue les limites de la gestion des risques héritée des Trente euphoriques de la finance. Ils remettent ainsi à l'ordre du jour ce que Frank Knight avait mis en exergue il y a cent ans déjà, mais qui, prospérité aidant, avait été oublié.

L'incertitude d'aujourd'hui n'est pas plus « radicale » que celle du siècle précédent, mais dans un monde où tout est marketing il faut savoir paraître original. Le coup est réussi ! La notion d'incertitude radicale vient de faire son entrée dans l'éphémère langage médiatique. ■

1 www.thebritishacademy.ac.uk/publishing/review/14/british-academy-review-global-financial-crisis-why-didnt-anybody-notice

2 Cette période désigne les trente ans de forte croissance économique qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale (1946-1975) dans les pays développés et l'augmentation du niveau de vie qui l'a accompagnée.

3 **John Kay, Mervyn King**, *Radical Uncertainty*, Londres, The Bridge Street Press 2020, 544 p.

Anticipations

De la gratitude à l'espérance

Marc Rastoin sj, Paris
bibliste

THÉOLOGIE

« Je considère (…) qu'entre tous maux et péchés imaginables, l'ingratitude est un de ceux qui méritent le plus d'être en abomination devant notre Créateur (…). Elle est en effet méconnaissance des biens, des grâces et des dons reçus ; elle est la cause, le principe et l'origine de tout mal et de tout péché. Au contraire, combien sont aimées et estimées, au ciel et sur la terre, la gratitude et la connaissance des biens et des dons reçus. »

(Ignace de Loyola)[1]

Marc Rastoin enseigne au Centre Sèvres de Paris et à l'Institut pontifical de Rome. Il s'intéresse tout particulièrement à l'évangile de Luc, à Paul et au dialogue judéo-chrétien.

Comme toute religion fondée sur la notion de révélation historique, sur la reconnaissance d'une action décisive de Dieu dans l'histoire, le christianisme court le risque d'avoir les yeux tournés non pas vers le futur, vers la parousie, vers la venue tant espérée du Christ en gloire, mais vers le passé. Ce regard pourtant ne doit surtout pas être évité ou minimisé. Au contraire : il est fondamental.

Notre liturgie, notre prière, nos mots mêmes ne cessent de faire référence à la venue de Jésus de Nazareth dans notre histoire, et notre liturgie majeure, source et sommet de notre vie chrétienne, est bien l'eucharistie, mémorial de ce que Jésus a dit et fait la veille de sa mort.[2] De façon structurelle, notre acte de foi s'appuie ainsi sur une gratitude fondamentale, une reconnaissance sans cesse à raviver, de ce que Dieu a fait « pour nous », c'est-à-dire à la fois pour notre communauté croyante et pour nous comme personne croyante.

Il y a donc une connivence profonde entre la foi et la gratitude. Croire, n'est-ce pas rendre grâce à un donateur que nous considérons être une personne qui nous aime personnellement et non une entité impersonnelle ? On voit mal au fond, pour le dire sous forme de boutade, comment un amnésique pourrait être croyant !

Victoire eschatologique

Ce socle fondamental ne doit cependant pas nous faire oublier l'autre volet de notre foi : nous sommes tournés vers le futur, vers la pleine révélation de la gloire promise aux enfants de Dieu, sensibles que nous sommes aux injustices de l'histoire et au fait que tant de vaincus de l'histoire et de blessés de la vie attendent avec impatience guérison et salut. Si l'œuvre du Christ n'apparaît pas encore pleinement à nos yeux, nous pouvons anticiper sa pleine manifestation et réalisation dans l'histoire, qui court encore vers son achèvement, en nous référant à la complétude de l'œuvre de Jésus dans sa vie terrestre, de sa naissance à son offrande sur la croix.

Il y a un très petit élément de la messe qui vient rappeler cela : c'est l'anamnèse. Le nom indique le rapport au passé, mais l'acclamation elle-même est toute entière tournée vers le futur. C'est au fond ce que réalise le livre de l'Apocalypse qui

Anticipations

De la gratitude à l'espérance

Croire, n'est-ce pas rendre grâce à un donateur que nous considérons être une personne qui nous aime personnellement et non une entité impersonnelle ?

célèbre le don total du Christ, accompagné de ses martyrs, tout en s'achevant par une demande instante : « amen, viens Seigneur Jésus ! » (Ap 22,20b). C'est pourquoi le théologien orthodoxe John Zizioulas utilise la magnifique expression « mémoire du futur » pour parler de l'eucharistie. Nous y chantons également la victoire définitive, eschatologique, de Dieu sur le mal, du fait même que nous en avons eu l'avant-goût dans la vie de Jésus Christ et dans les fruits qu'elle nous a procurés.

Notre acte de foi s'étend donc sur un arc qui va de la création du monde jusqu'à son achèvement en Dieu, en passant par le moment de révélation et par le présent où l'Esprit du Père et du Fils donne le pain nécessaire pour la route. Le film de Terrence Malick *Tree of life* a eu l'ambition, folle, de donner à voir cette trajectoire et cette conviction, entre beauté créée et beauté recréée.[3] Cette tension théologique a son pendant dans la vie de chaque croyant. Celui-ci ne doit pas cesser de faire mémoire des grâces reçues (la foi l'y pousse spontanément), tout en croyant profondément qu'il peut en recevoir de plus grandes dans le futur. Au fond, le drame de nos frères et sœurs intégristes est de croire que Dieu agit principalement dans le passé et dans la vie de ceux qui nous ont précédés, au détriment de son action présente et future. L'Esprit saint y est comme assigné à résidence dans le passé. Si l'Esprit n'était présent qu'à Capharnaüm et non à Chalcédoine, à Trente ou à Vatican II, vaine serait notre foi.

L'expérience de Paul

Un croyant de la première génération chrétienne a su mettre des mots sur cette féconde tension spirituelle. Il s'agit même du premier auteur chrétien : Paul de Tarse. Il a en commun avec la Vierge Marie d'avoir connu plutôt jeune la grâce fondamentale de sa vie. L'enjeu spirituel est alors de ne pas rester obnubilé par ce moment éblouissant du passé, mais de continuer à aller de l'avant.

C'est dans la lettre aux Philippiens que Paul exprime le mieux cette attitude spirituelle : « Certes, je n'ai pas encore obtenu cela, je n'ai pas encore atteint la perfection, mais je poursuis ma course pour tâcher de la saisir, puisque j'ai moi-même été saisi par le Christ Jésus. Frères, quant à moi, je ne pense pas avoir déjà saisi cela. Une seule chose compte : oubliant ce qui est en arrière, et lancé vers l'avant, je cours vers le but en vue du prix auquel Dieu nous appelle là-haut dans le Christ Jésus. […] En tout cas, du point où nous sommes arrivés, marchons dans la même direction » (Ph 3,12-16).

Le mot « oubliant » est proprement incroyable ! En effet, il est impossible à Paul d'oublier ce jour où le Père révéla en lui son Fils (cf. Ga 1,16). Et ce serait même un péché que d'oublier ! L'expression est hyperbolique. Dans toutes ses lettres, Paul, au contraire, appelle à faire constamment mémoire des dons reçus. Et ce qu'il recommande aux autres,

il le vit à la première personne. L'événement de Damas est l'étincelle qui a fait un feu de sa vie. Littéralement inoubliable.

Les lauriers du Christ

Pourquoi alors Paul emploie-t-il cette expression ? Il écrit aux chrétiens de la ville de Philippes, qui sont à la fois ses frères et sœurs - par le baptême commun - et ses enfants - car ils sont nés à la foi par sa parole. Il veut les préserver du danger d'idéaliser ce moment de leur rencontre et la joie de leur baptême. Il cherche à leur dire que c'est Dieu qui leur ouvre un chemin, qu'il n'a pas fini de leur parler et de les habiter. Il ne veut pas, comme le dit fort bien cette expression inspirée des jeux antiques, qu'« ils se reposent sur leurs lauriers ». Lauriers qui, d'ailleurs, ne sont pas les leurs mais uniquement ceux du Christ.

Paul lui-même reconnaît le côté exceptionnel de la grâce qu'il a reçue et qui lui a permis de travailler « plus que tous » les autres (1 Co 15,10). Sa réussite, il l'attribue à Dieu : « Non pas moi toutefois, mais la grâce de Dieu qui est avec moi » (cf. 1 Co 15,10), mais il sait aussi très bien que, sans son travail, il ne se serait rien passé : « Comment mettre sa foi en lui, si on ne l'a pas entendu ? Comment entendre si personne ne proclame ? » (Rm 10,14).

En parlant de lui, Paul veut donner un exemple aux Philippiens. Si lui-même, l'apôtre puissant par ses guérisons comme par sa parole, se considère encore en chemin, tendu vers l'avant et vers un Christ avenir, à plus forte raison les Philippiens doivent entrer dans le même mouvement. Ainsi Paul ne se considère pas encore au terme et, comme il le dit, il s'impose des jeûnes spécifiques et des prières afin de demeurer fidèle. Les grâces reçues ne sont pas un talisman qui protégerait sans peine des tentations à venir. Bref, Paul veut demeurer dans l'espérance et l'humilité (cf. 1 Co 9,25-27).

Ce Paul tourné vers l'avenir ne cesse jamais pour autant de faire mémoire des grâces reçues de Dieu, et il se souvient de tous les croyants rencontrés : « Nous rendons continuellement grâce à Dieu pour vous tous quand nous faisons mention de vous dans nos prières ; sans cesse, nous gardons le souvenir de votre foi » (1 Th 1,2-3).

Le meilleur commentaire de ce texte, à mes yeux, se trouve dans ces lignes écrites, le 24 septembre 1945, par le poète turc Nâzim Hikmet.

> « La plus belle des mers
> est celle où l'on n'est
> pas encore allé.
> Le plus beau des enfants
> n'a pas encore grandi.
> Les plus beaux de nos jours,
> ceux que nous n'avons
> pas encore vécus.
> Et ce que je veux te dire
> de plus beau,
> c'est ce que je ne t'ai
> pas encore dit. »

1 Lettre d'Ignace de Loyola à Simon Rodriguez, 18 mars 1542.

2 Voir l'article de **Jean-Bernard Livio**, *Le souvenir, terreau de la foi*, aux pp. 5-9 de ce numéro.

3 Cf. **Jean-Pierre Sonnet**, « Où étais-tu ? The Tree of Life et le livre de Job », in *Nunc* n°26 (éd. Corlevour), Clichy février 2012, pp. 91-94.

CULTURE

Lettres

Des Mohicans au Valais
rencontre avec Philip Taramarcaz

Lucienne Bittar, Genève
rédactrice en chef

Quête de liberté pour le héros et enquête sur ses propre origines pour l'auteur, *Comme des Mohicans* est un roman initiatique et d'aventure, entrecoupé d'expressions patoisantes, qui a pour cadre le Valais de la fin du XIX^e^ siècle. Une terre soumise au carcan de l'Église et pétrie de lourdes conventions sociales et familiales, mais sur laquelle fleurissent herboristes et contrebandiers, comme autant d'ouvertures sur l'horizon.

La Suisse romande compte un nouveau romancier. Valaisan d'origine et Genevois d'adoption, Philip Taramarcaz, médecin allergologue, a édité au printemps 2020 un roman à la qualité d'écriture certaine. *Comme des Mohicans* relate les moult rebondissements de l'émancipation de Séraphin, un adolescent de Fully, novice à l'hospice du Simplon. Mû par un instinct de survie très sûr, il choisit de fuir les lieux pour se lancer sur les chemins du Val d'Anniviers, jusqu'à Genève.

Philip Taramarcaz : « Ce qui m'intéressait, c'était de suivre l'itinéraire d'un jeune homme qui traverse son terroir sans s'y ancrer, au rythme d'une rivière. Le Valais, avec toutes ses vallées latérales qui aboutissent sur l'axe central du Rhône, était tout indiqué pour cette métaphore. J'ai une certaine nostalgie pour la région, à travers tout ce que j'ai entendu de mes grands-parents et de mon père. Je connais géographiquement et émotionnellement tous les lieux que je décris. Je les ai investigués historiquement pour les retranscrire, avec le plus de justesse possible, au XIX^e^ siècle. La demeure familiale de Fully, par exemple, est inspirée de celle de mes grands-parents. Je me sens aussi des accointances avec la congrégation du Grand-Saint-Bernard, omniprésente dans mon récit. »

Votre livre, comme le titre l'indique, est aussi un joli clin d'œil à la littérature américaine pour la jeunesse du XIX^e^ siècle.

« En fait, c'est la lecture du *Dernier des Mohicans* de Fenimore Cooper, trouvé à l'hospice, qui donne à Séraphin le goût de la liberté. Il faut savoir que Cooper est vraiment passé par le col du Simplon en 1830. Je me suis aussi inspiré des héros rebelles de Mark Twain. Séraphin et son ami Guérin, un enfant naturel, ce sont un peu les Tom Sawyer et Huckleberry Finn du Valais. Il y a d'ailleurs à la fin du roman une rencontre entre Twain et Guérin sur un bateau à roues à aubes descendant le Mississipi, un autre fleuve mythique. »

Pour revenir au Valais, les contraintes religieuses qui empoisonnent la vie de Séraphin et d'autres dans votre récit ont longtemps été lourdes dans le canton. Vous ont-elles pesé ?

« Pas personnellement, mais je les ai senties à travers les générations précédentes, dont je me fais ici un peu le porte-parole. Le XIX^e^ siècle, ce n'est que quatre générations en ar-

Lettres

Des Mohicans au Valais
rencontre avec Philip Taramarcaz

rière. Lorsque nous étions enfants, nos grands-parents pouvaient nous relater des souvenirs tenus de leurs grands redaction@choisir.ch-parents. C'est presque une voie directe et pourtant c'est un autre monde ! »

Votre roman évoque avec pudeur, par petites touches, la question des abus sexuels dans l'Église et les ravages qu'ils causent sur leurs victimes. Gabriel, un des personnages, en meurt d'ailleurs. Pourquoi ce sujet ?

« Au cours de mes années de pratique de la médecine, j'ai été très impressionné par le nombre de gens qui ont été victimes d'abus. Certains ont des troubles fonctionnels qui ressemblent à des maladies physiques, mais qui sont des symptômes liés à des syndromes de stress post-traumatique. J'ai voulu intégrer cette réalité dans le livre, mais la faire passer avec légèreté car cela reste fondamentalement un roman d'aventure. Je voulais aussi montrer différents chemins de résilience. Séraphin a un fort instinct de préservation, ce qui lui permet de choisir sa destinée ; Gabriel, plus soumis à l'autorité, ne trouve l'évasion que dans le sacrifice. Je précise que je n'ai pas choisi les chanoines du Simplon en raison d'une quelconque similitude avec l'histoire contée, mais parce que je voulais que mon récit se passe en Valais. »

La médecine d'ailleurs est l'un des fils conducteurs du récit, ou plutôt les apothicaires et guérisseurs.

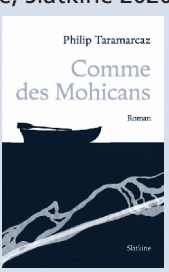
« Oui, l'histoire des élixirs me passionne. Elle est plurimillénaire puisqu'elle commence avec Mithridate.[1] Et mon arrière-arrière-grand-père de Martigny était lui-même un rebouteux. Certains de ses livres sont restés entre les mains de mon père, dont une traduction en français de *De occulta philosophia* de Cornelius Agrippa, un manuscrit précieux du XVII^e^ siècle. Ce livre m'a toujours fasciné car il contient la liste des rebouteux à qui il a été transmis ; celle-ci s'arrête sur le nom de mon aïeul. L'intégrer dans le roman, c'est un peu le faire revivre. L'ouvrage a failli être exposé en 2010 à la Fondation Bodmer dans le cadre de *La médecine ancienne – du corps aux étoiles*, mais finalement le commissaire a trouvé une édition plus ancienne. »

Deux autres écrits non édités font partie de votre escarcelle. Pensez-vous les retravailler ?

« C'est une possibilité. De fait, cela fait 19 ans que j'écris par petites touches. Mon premier roman relate la vraie histoire d'un missionnaire méthodiste, envoyé en Australie au XIX^e^ siècle pour christianiser les Aborigènes. Le deuxième est un polar qui se passe à Genève mais qui a aussi un fond aborigène. Cela dit j'ai plein d'autres projets ! Ça bouillonne dans ma tête. » ■

1 Mithridate VI, roi du Pont (134-63 av. J.-C.), avait élaboré une potion à base de dizaines de plantes pour se prémunir des poisons.

Philip Taramarcaz
Comme des Mohicans
Genève, Slatkine 2020, 228 p.



Cinéma

Jean-Luc Godard
un souffle, un nom, un mythe

Nathalie Dassa, Paris
journaliste

CULTURE

Il est l'un des mythes de la Nouvelle Vague. Le 3 décembre, le cinéaste franco-suisse fête son 90e anniversaire, une année 2020 qui a également vu célébrer les 60 ans de son œuvre fondatrice, *À bout de souffle*. Un temps idéal pour se replonger dans le parcours et le laboratoire de création de ce révolutionnaire qui a interrogé la puissance de l'image, ses usages politiques et militants, tout en réinventant le langage cinématographique.

Génie mystérieux, provocateur, agitateur politique, réalisateur tyrannique, autocritique permanent, égotiste insolent, autiste visionnaire… les qualificatifs abondent pour décrire le Rollois Jean-Luc Godard. Un florilège de tout et son contraire pour un homme hors normes, à l'humour moqueur et corrosif, toujours le cigare en bouche.

Il est l'une des dernières figures mythiques encore vivantes de la Nouvelle Vague, portée par Éric Rohmer, Jacques Rivette, François Truffaut, Agnès Varda, Alain Resnais, Claude Chabrol… Sur soixante-dix ans de carrière, il a pensé, théorisé, décomposé, recomposé le cinéma. Pour Marguerite Duras, ses films en sont « la quintessence ».[1] Pour la photographe Dominique Issermann, « cette manière de réfléchir sur le monde, sur lui, sur les images, c'est toujours une manière de penser politique ». Pour d'autres, ses films sont abscons, ennuyeux, surestimés.

Alors que dire encore sur Godard, si ce n'est que tout a été déjà dit, écrit, analysé, encensé, descendu, répété, contredit ? À l'image de son œuvre, colossale. Sa vie, sa carrière, sa personnalité, ses aphorismes célèbres (« Ce n'est pas une image juste, c'est juste une image »), ses citations philosophiques, ses titres et ses jeux verbaux fascinent toujours autant les jeunes générations et les plus zélateurs, cinéphiles et historiens. Tous s'animent à les (re)voir et à noircir des pages de livres, d'essais, de magazines.

Le critique de cinéma

« C'est du Godard », dit-on souvent à la vue de ses œuvres qui ont balayé les fondements du cinéma français. Oui mais « qu'est-ce que Godard ? », si l'on suit le processus formel de ses interrogations récurrentes. Pour Antoine de Baecque, auteur de sa première biographie en France,[2] « Godard, c'est une vie consacrée au cinéma, à faire du cinéma, à faire son cinéma ». Il a « tissé l'histoire culturelle du XXe siècle et ses images (Belmondo le visage bleu dans *Pierrot le fou*, les fesses de Bardot dans *Le Mépris*…) ».

L'homme a un regard au scalpel, un cinéma qui déborde de la marge. Ce qu'on peut dire de ses films est aussi important que les films en eux-mêmes. Né le 3 décembre 1930, à Paris, le jeune Jean-Luc baigne dans la culture classique. Il aime le football et le tennis, se passionne pour la

Cinéma

Jean-Luc Godard
un souffle, un nom, un mythe

peinture et les mathématiques, mais a une adolescence agitée entre vol et cleptomanie. Il décide de rompre avec sa famille et s'extrait du cadre contraignant d'une éducation bourgeoise protestante.

C'est en fréquentant dans les années 50 les ciné-clubs du Quartier latin et la Cinémathèque française qu'il découvre le cinéma. Sa cinéphilie latente prend forme auprès de ses comparses et futures icônes de la Nouvelle Vague. Il use ainsi de sa plume, parfois sous le pseudo de Hans Lucas, pour la *Gazette du Cinéma* d'Eric Rohmer et Jacques Rivette, puis pour les *Cahiers du Cinéma* d'André Bazin. Ses réflexions cinématographiques sondent et cisèlent le Septième Art, ses composantes et les grands cinéastes.

Après plusieurs courts métrages ébauchant son style (narration libre, tournage aléatoire, place de la bande son), *À bout de souffle* (1960) remet en question la manière de filmer. Ours d'argent du meilleur réalisateur à la Berlinale, mis en valeur par la gouaille de Jean-Paul Belmondo et le charme moderne de Jean Seberg, ce premier long métrage réinvente déjà la grammaire cinématographique classique et change le visage du cinéma français.

Liberté de création

Instantanément, son cinéma et la vision du monde qu'il exprime fascine. Godard s'y interroge sur lui-même, jetant les bases de certaines de ses obsessions qu'il va examiner tout au long de sa carrière. Le cinéaste s'intéresse à tout (philosophie, politique, peinture, musique…) et explore tous les genres (polar, science-fiction, adaptation littéraire, comédie musicale…). Des passerelles permanentes qui dialoguent avec tous les domaines d'expression.

Jean-Paul Belmondo et Jean Seberg dans *À bout de souffle* (1960)

Jean-Luc Godard et François Truffaut à Cannes, en Mai 68
© DR

Les années 60 deviennent ainsi fécondes. *Le Mépris, Pierrot le Fou, Alphaville* ou encore *Made in USA* ne sont que quelques-unes des œuvres-phares d'une carrière déjà protéiforme et novatrice, d'une vision avant-gardiste où rayonne une constellation de stars iconiques (Brigitte Bardot, Jean Seberg, Anna Karina, Jean-Paul Belmondo…). Dans l'histoire, *Les 400 coups* (1959) de son frère d'armes François Truffaut - qui coupera les ponts avec lui après *Une nuit américaine* - s'est inscrit comme « l'acte fondateur » de la Nouvelle Vague, mais *À bout de souffle* est devenu « le manifeste » de celle-ci. Avec *Le Petit Soldat* (1963), autour de la guerre d'Algérie et tourné à Genève pour éviter la censure, il rencontre sa muse et future épouse, Anna Karina, grâce à laquelle il réalise six films. Naissent « les années Karina »[3] et une histoire d'amour aussi mythique que douloureuse.

Militantisme et vidéo

Cette période ne tarde pas à relier politique et documentaire. *La Chinoise* (1967) préfigure ainsi les événements de Mai 68, piquant son intérêt pour un cinéma militant, de guérilla didactique. Il fait d'ailleurs tourner sa future et seconde épouse, Anne Wiazemsky, petite-fille de l'écrivain François Mauriac, pour vaquer à ses élucubrations maoïstes-marxistes-léninistes.

En 1968, avec Truffaut et Claude Berri, il perturbe le Festival de Cannes et cause même son annulation, protestant contre la révocation d'Henri Langlois de la Cinémathèque et en solidarité avec les manifestations étudiantes. Progressivement, son cinéma se radicalise et prend la forme d'essai lorsqu'il rejoint le groupe Dziga Vetov, qui prône de nouvelles formes esthétiques au service du message politique *(Vents d'Est, Pravda, Vladimir et Rosa…)*.

Dès lors, nombre de ses films explorent les relations entre l'intime et le politique, tandis que d'autres cherchent un équilibre entre la fiction et le documentaire *(Deux ou trois choses que je sais d'elle)*. Une révolution qu'il mène parallèlement avec une réflexion sur l'image et le son *(Le Gai Savoir)*. Son attrait pour la vidéo numérique l'amène à étudier la chaîne de création-production, signant des œuvres entre cinéma et art vidéo.

Réflexion sur l'histoire

En vingt ans de parcours, ce héraut de la *politique des auteurs*[4] a déjà contribué à réinventer la critique avec *Les Cahiers du Cinéma*, ainsi que les codes du cinéma traditionnel. Chez lui, le fond, c'est sa forme. Son cinéma s'avère un dévoilement constant de son obsession de la forme.

S'il a toujours avoué son incapacité à écrire une histoire, en raconter une, pour lui, c'est en proposer une lecture critique. Sa filmographie se nourrit de l'histoire et de la réflexion de l'histoire, des petites histoires

Cinéma

Jean-Luc Godard
un souffle, un nom, un mythe

dans la grande Histoire, du récit et de la remise en cause du récit.

Dans les années 80, il offre une plongée dans la relecture des grands mythes qu'il confronte au monde moderne, à l'image de *Passion, Prénom Carmen, Je vous salue, Marie* ou encore de *L'Évangile au risque de la psychanalyse*. Il développe par la suite *Histoire(s) du cinéma*, une série de films gorgée « d'extraits, de bandes d'actualité, de textes de philosophes, de prosateurs et de poètes, de musique et de tableaux ». Somme considérable qui aborde la culture, l'espace, le temps, la vie, l'histoire de l'art…

Avec *JLG/JLG* (1995), il s'intéresse à sa propre mise en abyme derrière et devant la caméra, approfondissant toujours plus l'autocritique. Avec la question « Qu'est-ce qu'un autoportrait ? », il s'interroge sur sa place dans l'histoire du cinéma et sur l'interaction entre l'industrie du cinéma et l'art cinématographique.

L'art du collage

Ses films prennent rarement la forme du scénario et s'avèrent être une succession de collages visuels. Godard a souvent veillé à maintenir le spectateur actif via ses notions fondamentales (rapport, montage, image). Il recadre, assemble, métamorphose, détruit, décompose, recompose. Une fouille continuelle dans le processus de fabrication où la collure reste visible, avec des images malléables à souhait. *Histoire(s) du cinéma* est un des témoignages de ce collage composite, tout comme ses derniers films, *Notre musique* (2004), *Film socialisme* (2010), *Adieu au langage* (Prix du Jury à Cannes 2014) et *Le livre d'image* (Palme d'or spéciale à Cannes 2018).

Aujourd'hui, celui qu'on surnomme « l'ermite » de Rolle (petite commune suisse de la côte vaudoise où il a passé une partie de son enfance, et où il demeure depuis plus de quarante ans avec sa troisième épouse, la réalisatrice lausannoise Anne-Marie Miéville) ne s'exprime désormais que dans ses films, accordant peu d'interviews. S'il ne se déplace plus dans les festivals, il continue d'explorer d'autres voies d'aujourd'hui, celles des réseaux sociaux notamment. Ses conférences de presse restent des événements à part entière. En témoignent celle donnée sur *FaceTime* à Cannes il y a deux ans et la Masterclass sur le compte *Instagram* de l'ECAL (L'école d'art de Lausanne) pendant le confinement. Avec pour objet *Les images au temps du coronavirus*, il s'est laissé aller à une conversation plus personnelle sur la vie.

Ainsi, de sa médisance légendaire à ses saillies cinglantes, « l'archéologue du cinéma » multi-récompensé se fait discret, plus émotionnel, mais toujours aussi moderne, connecté aux mutations de la société. ■

1 Voir sur *YouTube*, ina.fr, **Océanique**, *Duras - Godard*, une émission préparée par Colette Fellous et Pierre-André Boutang, réalisée par Jean-Daniel Verhaeghe et tirée d'un entretien filmé le 2 décembre 1987.

2 **Antoine de Baecque**, *Godard. Biographie,* Paris, Grasset 2010, 944 p.

3 Cf. **Jean-Luc Godard**, *Les années Karina,* Paris, Flammarion 2007, 186 p.

4 Mouvement de critique cinématographique créé dans les années 50, qui revalorise le rôle du réalisateur en tant qu'auteur de son œuvre.

Expositions

L'aura de Rodin dans l'œuvre de Jean Arp

Geneviève Nevejan, Paris
journaliste et historienne de l'art

CULTURE

Tout les oppose. Plus qu'à un dialogue, on songerait plutôt à une confrontation entre le naturalisme de l'un et l'abstraction radicale de l'autre. Pourtant l'influence de Rodin sur le jeune Arp, de 46 ans son cadet, fut bien réelle. Afin de le démontrer, la Fondation Beyeler se livre à une véritable enquête policière, traquant, au-delà des hommages explicites, les invisibles indices qui confirment l'indéfectible admiration de Jean Arp pour son aîné.

Rodin/Arp,
du 13 décembre 2020 au 16 mai 2021
à la Fondation Beyeler de Bâle
www.fondation-beyeler.ch

À partir de 1900, la renommée de Rodin est à son comble, même si son œuvre et tout particulièrement ses commandes publiques connaîtront jusqu'à sa mort leurs farouches détracteurs. Impossible d'ignorer ce géant de la sculpture. Nombre d'artistes l'ont rencontré, jusqu'aux photographes pictorialistes venus d'Amérique. De jeunes sculpteurs l'ont pratiqué, comme Bourdelle de 1890 à 1908, ou Brancusi durant deux ou trois mois, avant de rejeter son influence : « Rien ne pousse à l'ombre des grands arbres », dira-t-il plus tard. La jeune génération se posait sans doute la question du devenir de la sculpture après l'apothéose internationale de celui qui était déjà considéré à travers l'Europe comme un démiurge.

L'importance de Rodin en Allemagne

Arp ne pouvait ignorer Rodin. Apprécié pour son lyrisme, que l'on situe alors dans la droite ligne du romantisme germanique, Rodin est exposé dès 1890 dans les pays de langue allemande, y compris à Weimar où Arp poursuit ses études. Graf Kessler, directeur du musée des Beaux-Arts de la ville, lui porte un véritable culte, au point de lui consacrer en 1904 une exposition à la réception houleuse. À l'académie des Beaux-Arts de Weimar, le sculpteur suisse Fritz Huf, auprès duquel Arp apprend le modelage, jouera aussi le rôle d'intercesseur voire de mentor, en tant qu'enseignant mais aussi lors de leur voyage à Paris en 1906.

Sur la rencontre entre Rodin et Arp, survenue à Paris en 1906, il ne reste malheureusement que peu de témoignages. Arp détruisit beaucoup d'œuvres en lesquelles il ne se reconnaissait plus, et donc celles de ses débuts. Les quelques dessins de 1907 qui échappent à la disparition confirment une filiation avec les nus de Rodin et plus particulièrement avec ceux qui avaient provoqué un scandale retentissant à Weimar dans l'exposition organisée par Graf Kessler.

Arp retient de son aîné la délicatesse du trait, qu'il rehausse d'aquarelle à la manière de Rodin. *Trois femmes* (peinture de 1912, Fondation Arp, Meudon) et des nus aux volumes sculpturaux et à la facture accidentée présentent des traits rodiniens qui persisteront dans son œuvre graphique, en particulier dans la série *Poupée*, et dans ses découpages. Cela jusqu'en 1964, avec *Nu couché*.

Expositions

L'aura de Rodin dans l'œuvre de Jean Arp

L'hommage avoué

Exécutée en 1938, vingt-et-un ans après la disparition de son aîné, *Sculpture automatique (Hommage à Rodin)* est, de par son titre, l'hommage le plus explicite d'Arp. La Fondation Beyeler la confronte à *Bénédictions* de Rodin. On a ici le sentiment qu'Arp s'est livré à un travail d'ascèse, au terme duquel il n'a retenu de l'œuvre rodinienne que son essence abstraite. Véritable osmose des deux artistes, l'*Hommage* pourrait tout aussi bien s'inspirer de *Femme accroupie* (1882) qui le côtoie à la Fondation.

L'adjectif *automatique* peut surprendre, mais il relève des pratiques dadaïstes et surréalistes qui ont escorté l'œuvre d'Arp jusqu'en 1930. À Zurich, l'artiste également poète avait recouru à l'activité incontrôlée du subconscient, ressort fondamental de ses poèmes. À l'instar du poète dadaïste allemand Hugo Ball, il « croyait que la parole et l'image sont une même chose ». Il aimera ensuite, et pas simplement dans ses écrits, expérimenter « la réalité et le hasard ». Peut-être voulait-il suggérer que son « hommage à Rodin » émergeait d'une pensée libérée des règles esthétiques et de la raison. « Rodin jusqu'en 1913 était encore la bête noire, soulignait le sculpteur Zadkine, et incarnait pour toute cette génération un refus de l'académisme inconnu jusqu'alors. »

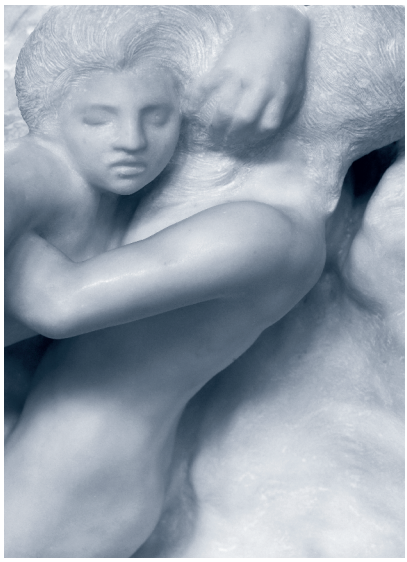
Jean Arp, *Torse gerbe*, marbre 1958
Collection privée
© 2020, ProLitteris, Zurich, Photo: © Manolo Mylonas

Arp versus Rodin

Les deux artistes partageaient un même et rare engouement pour le plâtre. Rodin les a multipliés, les extirpant de groupes pour lesquels les tirages avaient été initialement prévus. Il les associait à d'autres figures sans qu'il y ait de lien iconographique entre elles. Un nu pouvait surgir de coupes antiques, ce qui lui vaut d'être rapproché à la Fondation Beyeler des *Coupes superposées* (1947) d'Arp et surtout de *Concrétion humaine* (1933, Kunsthaus, Zurich) où le sculpteur place sur une large coupe une forme biomorphique.

Arp avait abordé la technique du moulage avec son professeur Fritz Huf, entre 1910 et 1911. Il en détruisit un bon nombre. Seuls les plus tardifs subsistent. Lorsqu'on l'interrogea plus tard sur son geste destructeur, il déclara : « Ce n'était pas ma voie. Je restais dans une tradition. Je piétinais. Je suis revenu à la peinture », confiait-il à Jean Clay. La « tradition » le renvoyait peut-être excessivement à l'influence de Rodin dont il cherchait vraisemblablement à se défendre.

Ses choix dénoncent d'ailleurs les dissensions. On songe à *Paolo et Francesca*, inspiré de l'*Enfer* de Dante



Auguste Rodin, *Paolo et Francesca dans les nuages,* marbre 1904 Musées Rodin - Meudon © Philippe Lissac / GODONG

et visité par les deux sculpteurs français. À l'exception du titre, les deux œuvres n'ont rien de commun. Arp en donne plusieurs versions radicalement abstraites, comme s'il voulait afficher sa rupture définitive avec la « tradition » … peut-être rodinienne.

Une sculpture abstraite et apaisée

Après avoir adhéré dans les années trente au mouvement *Abstraction Création*, Arp surréaliste se mue en sculpteur de formes lisses et sensuelles, loin du problème de la représentation de la réalité. « Nous ne voulons plus copier la nature, clame-t-il, nous voulons produire, comme une plante qui produit un fruit », d'où l'appellation « d'art concret ». Arp revendiquait toutefois sa proximité avec la nature, qu'il s'efforçait simplement d'exprimer de manière différente comme le confirment les titres de ses œuvres, *galets, étoile de mer* et *coquillages*. Son art devient une création parallèle à la réalité, faite de métamorphoses ayant toujours la nature pour point de départ. On y voit ou croit y voir une forme abstraite quand, à l'inverse, le titre nous ramène à la réalité tangible.

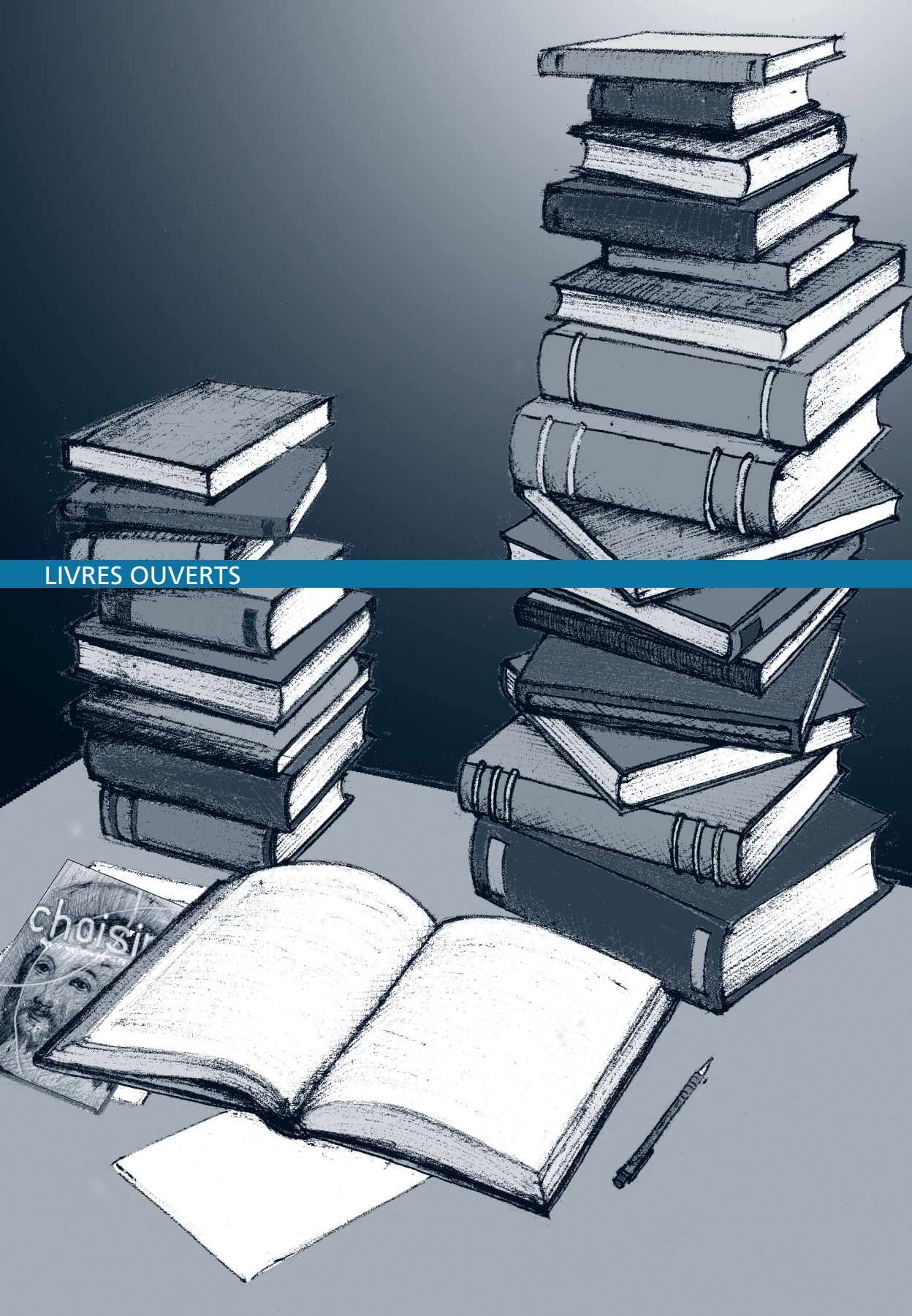
Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la société, sortie pantelante des atrocités, s'éloigne en effet de la dramaturgie pathétique d'un Rodin qui renvoie à une image brutale du monde. Elle trouve chez les tenants d'une nouvelle école formée autour d'Henry Moore les figures d'une vision pacifiée. Arp cherche un art élémentaire qui puisse sauver le monde du « chaos infini » et le trouve dans la pierre. Il est aussi fasciné par la blancheur, d'où la surabondance des plâtres. Christian Derouet avait souligné combien ses formes ramassées évoquent un anthropomorphisme non dépourvu de lien avec les *Torses* de Rodin. Le thème coexiste chez les deux sculpteurs. Dans le *Torse d'Adèle* (1884), Rodin résume l'anatomie féminine en procédant à l'ablation de la tête et d'une partie des membres. Arp, dans de nombreuses variations autour de ce thème entre 1950 et 1960, radicalise la synthèse pour aboutir à une forme biomorphique essentielle.

Un éloge par les mots

Arp avait aussi exprimé son immense admiration pour Rodin dans un poème éponyme qui illustrait son autre mode d'expression, l'écriture. En 1954, il choisit de le publier en guise de préface au catalogue de son exposition à la Curt Valentine Gallery de New York. Y rejaillit intact son enthousiasme pour le lyrisme érotique et sensuel du sculpteur.

À un demi-siècle de leur rencontre, Rodin continuait de le hanter. L'*Hommage à Rodin* aux entremêlements intenses, évocateur d'une silhouette fantomatique, résonne comme un écho à l'*Évocation* d'une forme humaine spectrale bâtie sur le déséquilibre de la masse supérieure surgissant d'une sorte de nœud formel. Une forme de beauté émergeait de la douleur. Arp l'aimait encore. ■

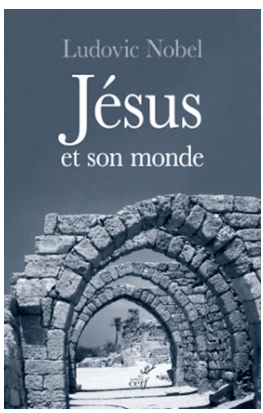
LIVRES OUVERTS



Livres ouverts

HISTOIRE

Ludovic Nobel
Jésus et son monde
Paris, Cerf 2020, 200 p.



L'auteur, prêtre de la société missionnaire de Bethléem, professeur de Nouveau Testament à l'Université de Fribourg, retrace brièvement l'histoire de la région où se déroula la vie et le destin de Jésus - l'Empire romain et, à l'intérieur de celui-ci, le petit royaume de Palestine -, depuis le temps d'Alexandre le Grand, en passant par Hérode le Grand et jusqu'à la guerre juive et la destruction du Temple.

Il décrit ensuite les croyances et les religions au temps de Jésus, notamment les partis religieux (Sadducéens, Pharisiens, etc.), puis s'attache à Jésus de Nazareth, de sa naissance à sa mort, au travers d'un parcours géographique passant par le désert, la Galilée, la Samarie et s'attardant sur Jérusalem, la Ville sainte.

L'auteur écrit avec simplicité, mais sans ignorer les problèmes historiques et théologiques autour des Évangiles. Son jugement est équilibré. Le portrait des pharisiens enfermés dans leur légalisme « est sans doute trop unilatéral et reflète davantage les tensions vécues par la communauté chrétienne à l'époque de la rédaction du Nouveau Testament que celles connues par Jésus durant son ministère », écrit-il.

Les lieux où se situent les épisodes évangéliques sont décrits avec précision : on sent Ludovic Nobel attentif aux cadres, aux espaces qu'il a visités et dont il a étudié les données archéologiques et l'histoire. Souvent il relit simplement les épisodes évangéliques en les éclairant par quelques apports concrets. Par exemple, pour les noces de Cana, il décrit les usages et rites du mariage, où « la fiancée et toutes les autres femmes ne participaient pas au festin des noces » mais s'affairaient au service : c'est pourquoi Marie s'aperçut assez vite qu'il n'y avait plus de vin.

Quelques excursus (les impôts et monnaies en Palestine, les techniques de pêche, la synagogue, les rites et pratiques funéraires, etc.) seront utiles aux lecteurs ; par contre les cartes sont assez peu lisibles et on préférera celles insérées dans nos Bibles. Enfin le tableau chronolo-

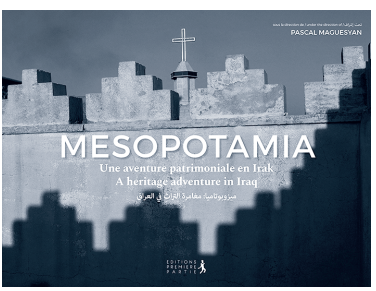
Livres ouverts

gique exige de bons yeux et fait aussi double emploi avec ceux de nos Bibles. Certaines datations d'écrits du Nouveau Testament étonnent, par exemple pour la lettre de Jacques (60-90) ou la lettre aux Hébreux citée deux fois. Notons en dernier lieu le lexique de cinquante termes expliqués.

Bref, un livre agréable à lire, sans accent polémique, mais qui devrait servir à une première découverte du monde où vivait Jésus.

Joseph Hug sj

Sous la direction de
Pascal Maguesyan
Mesopotamia
Une aventure patrimoniale en Irak
Paris, Première partie 2020,
256 p.



Ce grand ouvrage entend contribuer à la restauration de la dignité des communautés chrétiennes et yézidies d'Irak, fragilisées à l'extrême par les groupes criminels islamistes depuis 2014.

Le livre suit un plan géographique, traversant la province de Ninive, la ville de Mossoul, le Kurdistan d'Irak au nord, puis les provinces de Kirkouk et de Bagdad. Les monuments - monastères, églises, tombeaux, sites archéologiques - sont illustrés par de très belles photos d'aujourd'hui et quelques-unes d'autrefois: des images de bâtiments dévastés, mais aussi en reconstruction, ainsi que des clichés émouvants de communautés à nouveau rassemblées pour la prière ou la garde de leurs lieux de culte. Ces photos sont introduites par des notices historiques qui s'appuient sur des études renommées, comme celle de Jean-Maurice Fiey, *Jalons pour une histoire de l'Église en Iraq*.

Six communautés ou Églises chrétiennes (syriaques-catholiques, chaldéens, orthodoxes, arméniennes, assyriennes, latine avec les dominicains de Mossoul) constituent la plus grande partie du livre. Viennent s'ajouter six monuments des yézidis, ainsi que, pour les juifs, la tombe du prophète Nahum, celui qui avait annoncé la chute de la capitale assyrienne de Ninive. Les notices forment une petite introduction aux différentes Églises d'Orient. Celle concernant les Yézidis, rédigée avec l'appui d'une auteure doctorante à l'Université de Montpellier, décrit brièvement une communauté (chi'ite kurde ?) peu connue mais dont l'histoire toute récente a été marquée par la tentative d'extermination de la part des groupes islamistes entre 2014 et 2016.

Les notices historiques et surtout les photos des destructions récentes montrent en fait que toutes ces communautés n'ont cessé d'être menacées et décimées, en particulier au cours des derniers siècles (massacre des Arméniens et des Assyriens sous l'Empire ottoman, mesures oppressives du temps de Saddam Hussein

qui voulait tout arabiser) mais aussi aujourd'hui du fait d'un État irakien très fragile.

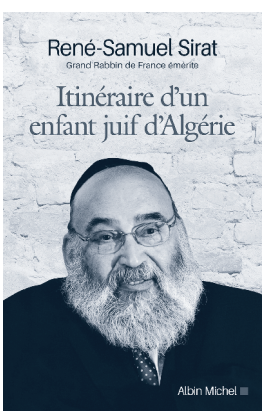
Les chiffres des chrétiens mentionnés dans le livre semblent fortement surévalués : ils doivent se situer plus près du demi-million que du 1,2 million, avec maintenant d'importantes diasporas sur les cinq continents. Mais l'ouvrage entend surtout valoriser l'immense patrimoine artistique de ces régions le long du Tigre, car c'est ainsi que l'on peut aider les populations traumatisées à se stabiliser. « Toute communauté humaine arrachée à son patrimoine est comme un arbre auquel on coupe les racines », écrit Marie-Ange Denoyel dans le prologue.

Cet ouvrage de Pascal Maguesyan, en trois langues - français, anglais, arabe - et soutenu par l'Œuvre d'Orient et d'autres fondations, représente une contribution importante à la défense du patrimoine des communautés menacées entre le Tigre et l'Euphrate.

Joseph Hug sj

TÉMOIGNAGE

René-Samuel Sirat
Itinéraire d'un enfant juif d'Algérie
Paris, Albin Michel 2020, 192 p.



Ce récit (auto)biographique, issu des entretiens entre l'ancien Grand Rabbin de France René-Samuel Sirat (né en 1930 près de la frontière tunisienne) et Michel Allouche, nous plonge dans un monde disparu, celui des juifs d'Algérie. S'il subsiste un petit nombre d'israélites au Maroc et en Tunisie, ce n'est plus le cas en Algérie. Pourtant, pendant au moins deux millénaires, déjà avant la présence romaine, les juifs ont fait partie intégrante de ce pays.

L'irruption de l'islam au cours du VIII^e^ siècle leur a fait connaître le statut de *dhimmis*, soit d'une religion du livre tolérée, mais devant payer tribut et soumise à diverses restrictions. Puis, au fil de la « reconquête » ibérique par les rois chrétiens et de son point d'orgue, l'expulsion des juifs à la fin du XV^e^ siècle, nombre de ces derniers ont traversé la Méditerranée, apportant avec eux tout le raffinement, notamment musical, de la défunte Andalousie.

La prise d'Alger aux Ottomans par les Français en 1830 fit de l'Algérie une colonie de peuplement. Tels les Portugais arrivant en Inde au XVI^e^ siècle et découvrant les chrétiens de St Thomas, les juifs de France marquèrent leur étonnement devant les costumes, certains éléments liturgiques, la musique, la cuisine, la langue (l'arabe dialectal) des juifs algériens. Ceux-ci, en effet, tout en ayant maintenu et cultivé l'ensemble des caractéristiques de leur religion, étaient bien plus proches de la population autochtone que des colons. Le rabbin Sirat relate comment au lycée il subissait « durement la haine totale exprimée (…) par certains condisciples chrétiens » et que « les discussions avec les Français se terminaient toujours par des insultes antisémites », alors que l'entente était bonne avec ses camarades musulmans.

Livres ouverts

Le décret du ministre de la Justice (juif) Crémieux, qui fit en 1870 des juifs d'Algérie des citoyens français en raison de leur foi, avait clairement des visées assimilationnistes, suivant alors l'idéologie d'État jacobine. Ils durent notamment franciser leurs prénoms. On sent chez Sirat la déception devant le regard condescendant et la « volonté ‹colonisatrice› du Consistoire » central israélite de France, dont « l'objectif était de faire des juifs algériens de bons Français de confession israélite ».

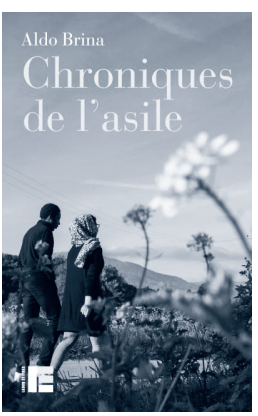
Le dernier épisode fut aussi bref que brutal : la guerre d'Algérie exacerba les oppositions entre les communautés et mit à l'épreuve les 140 000 juifs d'Algérie, « annexés » de gré ou de force par les Français. Sirat évoque des gestes courageux d'apaisement accomplis par des juifs dans ce contexte mouvant, mais les violences et la guerre avaient déjà semé trop de haines, et l'aspiration d'un Camus à une Algérie multiculturelle restera sans grand écho. Il n'y eut pas de Mandela parmi les chefs nationalistes et, à l'instar des pieds-noirs, *les juifs d'Algérie*, craignant de ne plus avoir leur place dans le pays, le quittèrent pratiquement tous.

René-Samuel Sirat, après de nombreux engagements comme enseignant, formateur et chercheur, est devenu le premier Sépharade à accéder à la fonction de Grand Rabbin de France, qu'il occupa de 1981 à 1988, signe de l'intégration des juifs d'Algérie à la communauté juive de France. Sa propre sensibilité et sa trajectoire l'ont fait s'impliquer dans le dialogue interreligieux. Pour cet homme minutieux et scrupuleux, un tel dialogue n'a de sens qu'en étant bien ancré dans sa propre foi. Son origine lui a aussi fait ressentir le besoin de reconnaissance et d'organisation des musulmans de France et craindre le boulevard ouvert à l'islamisme par la mise à distance de cette religion fortement présente.

Cette biographie vient à point nommé pour éclairer cet aspect peu connu des relations algéro-françaises. En Algérie aussi paraissent des études témoignant d'un intérêt pour l'apport juif. Ainsi cet étonnant ouvrage du journaliste Aïssa Chenouf, *Les juifs d'Algérie*, publié en 2004 (éditions El Maarifa). Signe que la rencontre des cultures, l'intérêt pour l'autre n'ont pas été anéantis dans ce pays par les déchirements connus. C'est que l'Homme, tant qu'il reste Homme, a besoin de savoir d'où il vient.

René Longet

Aldo Brina
Chroniques de l'asile
Genève, Labor & Fides 2020, 144 p.



Le 2 mai 1992, Zlata Filipovic, 11 ans, se réfugie dans la cave de son im-

meuble de Sarajevo. Ce sont les premiers jours de guerre dans la capitale bosniaque. Pendant plus d'un an, l'enfant consigne dans son journal intime les détails de son quotidien bouleversé par la guerre. En 1993, le *Journal de Zlata* devient un best-seller.

À Genève, un jeune garçon de l'école primaire de Pinchat le reçoit pour les promotions de fin d'année. Devenu adulte, Aldo Brina se consacrera à l'asile. D'où ce livre-témoignage d'un jeune homme engagé dans l'aide aux réfugiés à Genève, d'abord au Centre social protestant, puis dans des permanences juridiques et des mouvements associatifs, toujours au cœur du réseau de défense des réfugiés.

Lobbyiste d'une cause humanitaire sans concession face à la logique de l'État de droit - forcément rigide et froide -, défenseur d'un droit d'asile compréhensif face au durcissement pragmatique suisse et européen, il nous emmène dans les bureaux juridiques ou d'entraide, vers ce qui fait le quotidien d'un militant aux côtés d'hommes et de femmes venus de pays en guerre, recherchant un regroupement familial, un visa, un statut de réfugié. Et cela au travers de nombreux prérequis administratifs variés et formels. Le mariage de ce couple syrien, dont l'homme désire faire venir sa femme en Suisse, est-il authentique ou est-ce une tentative de « contourner les dispositions légales en vigueur » ?

On ne peut s'attendre à moins du point de vue d'une logique étatique mais, on l'aura compris, ce n'est pas le camp qu'a choisi l'auteur, qui se range du côté de la compréhension inconditionnelle devant une situation difficile ou bloquée, allant jusqu'à ne pas accabler les dealers qui trafiquent dans nos rues, venus parfois de l'asile.

D'un côté, ces collaborateurs totalement dévoués, qui travaillent même la nuit, si nécessaires pour faire aboutir une cause et parfois sauver des vies. De l'autre, l'hydre de l'administration et la raison d'État. Être sans concession face à la *realpolitik*, c'est le pari d'Aldo Brina, exposé dans ce livre prenant et écrit dans une langue parfaite.

Valérie Bory

SOCIÉTÉ

Philippe Chanson
Dans la fabrique des identités
Embarras, dérives et ouvertures
Le Mont-sur-Lausanne, Ouverture 2020, 98 p.

« Pour être franc, je me suis demandé comment je m'étais laissé entraîner à accepter une contribution sur cet ‹objet› aussi erratique et improbable qu'est l'identité. » Philippe Chanson est théologien et docteur en sciences sociales et anthropologie. Son expérience de vie aux Antilles et en Guyane, où il a enseigné, a enrichi ses travaux de recherche.

Dans cet ouvrage, l'auteur interroge la notion d'individu et d'appartenances groupales, et donne des balises

Livres ouverts

« visant à nous armer d'une véritable vigilance terminologique ». Il dénonce des excès en tous sens (identité morale, affective, collective, ethnique, juridique, physique, génétique, politique, sexuelle, de genre, etc.). Difficile de s'y retrouver !

Le mot même d'« identité » est ambigu, dit Philippe Chanson, car nous sommes des identités vivantes, organiques et donc évolutives, « en fabrication permanente ». La notion est donc relative et à relativiser. Et de soulever les embarras qui surgissent lorsque le terme « identité » est associé à des collectifs, tels que identité groupale, sociale, nationale, professionnelle, culturelle, religieuse. « Comment réduire un individu à une totalité socio-groupale ? » demande l'auteur.

Pour dépasser ces « embarras », il propose des « pistes de sorties ». Il faut repenser l'identité en sortant des schémas classiques et des lexiques rédhibitoires, car nous sommes « entrés dans une ère de métissage à grande vitesse ». Nos identités sont toujours ouvertes, elles s'élargissent au contact des autres toujours différents, puisque la trame de toute existence n'est pas l'identique mais bien le « différent ». Et de citer Amin Maalouf *(Les identités meurtrières)* et Édouard Glissant qui propose de passer du *Qui suis-je ?* au *D'où suis-je ?* Pour l'identité religieuse, l'auteur évoque deux primats : celui du groupe sur l'individu et celui de l'individu sur le groupe.

Pour tout ceux qui n'ont pas eu la chance de suivre les cours de Philippe Chanson, ce petit livre condensé ouvre heureusement un champ de questionnements, d'expériences, de recherches infinies pour une fabrication permanente d'un tissage collectif. Merci à l'auteur d'avoir surmonté son appréhension !

Marie-Thérèse Bouchardy

Pierre-Eric Sutter, Loïc Steffen
N'ayez pas peur du collapse
Paris, Desclée de Brouwer 2020, 284 p.

Les risques sont connus depuis au moins un demi-siècle. Malgré les législations internationales et nationales, les appels, les alertes et aussi certaines modifications de comportement et de produits, il n'a pas été possible de réduire l'empreinte écologique de l'humanité. Au contraire, nous vivons de plus en plus à crédit.

Cette prise de conscience est traumatisante car, « avec le récit du collapse, le long fleuve tranquille de nos projets futurs est radicalement remis en cause (travail, couple et enfants, etc.) ». Mais « on est aussi frappé par les boucs émissaires mis en avant sans discussion possible :

c'est la faute au patriarcat, c'est la faute au colonialisme, c'est la faute au capitalisme, c'est la faute de l'homme. Et les solutions découlent de l'éradication du bouc émissaire désigné. »

Les auteurs identifient le collapse comme une difficulté croissante à assurer ces services vitaux que sont l'alimentation, la sécurité, l'énergie, les soins, les retraites ou le logement. Mais le collapse peut aussi être celui de nos représentations : il s'agit d'accepter que « les lois de la nature soient hiérarchiquement supérieures aux lois humaines et non le contraire ». Enfin, ce peut être aussi une division croissante de la société, une radicalisation des positions.

Ils restent toutefois muets sur les modalités concrètes de l'effondrement : perte de productivité des sols ? vague de migrations climatiques ? explosion des prix en raison de ressources raréfiées et implosion du système monétaire et du pouvoir d'achat ? modification du régime hydrologique ? La perte de la capacité de réponse est, il est vrai, déjà bien avancée dans le monde à travers la montée du populisme et du nationalisme et de ses contenus : affaiblissement des plateformes de concertation multilatérales, rejet des préoccupations écologiques, démantèlement de l'État de droit et de l'action citoyenne.

Reste à savoir si le collapse donnera lieu à davantage d'équité et de solidarité, par exemple à travers « un rationnement drastique de l'énergie ou de la nourriture » pour assurer les besoins de base de tous, et un développement de l'autosuffisance énergétique et alimentaire. Pour parvenir à cette issue positive, les auteurs proposent une démarche d'introspection et de reconnexion au spirituel, une maîtrise des passions et « l'exigence de rigueur dans l'argumentation ». « L'être humain doit réfléchir à ce qu'il doit sauver pour ne pas disparaître. » De cette manière « nous pouvons éviter que l'effondrement soit trop violent (…). Nous pouvons envisager, espérer même, une vie décente après le collapse », écrivent-ils.

On peut cependant douter que des vertus qui n'ont pas suffi pour mener une démarche préventive puissent prendre le dessus une fois le collapse survenu, d'autant plus si les structures capables d'assurer une distribution équitable et une relocalisation fonctionnelle ne sont plus là. Mais le livre peut aussi se lire comme un ultime plaidoyer pour réussir la transition…

René Longet

LITTÉRATURE

Éric Burnand (scénario)
Fanny Vaucher (dessins)
Le siècle d'Emma
Une famille suisse dans les turbulences du XX^e siècle
Lausanne, Antipodes 2019, 224 p.

Depuis quelques années, le marché de la bande dessinée, du roman graphique et du manga est saturé de nouveautés. Les maisons d'édition soignent particulièrement les cou-

Livres ouverts

vertures de leurs ouvrages pour tenter de harponner le lecteur. Elles sont parfois si belles qu'on en arrive à être déçu par le contenu ! À l'inverse, avec une couverture qui ne paye pas de mine, *Le siècle d'Emma* réjouit à sa lecture.

Les dessins de Fanny Vaucher, qui semblent peu travaillés de prime abord, s'avèrent parfaitement adaptés au format du roman graphique et en adéquation avec le récit d'Éric Burnand, une figure bien connue des téléspectateurs romands pour avoir notamment présenté le magazine d'actualité *Mise au Point* dont il est l'un des concepteurs. On peinerait même à imaginer ce récit illustré autrement.

Le livre nous fait vivre un siècle d'histoire suisse à travers le destin d'une famille. Chaque génération est représentée par l'un de ses membres, dont le prénom donne le titre à un chapitre, et chaque chapitre met également en exergue un personnage historique. Le mélange de fiction et de réalité fonctionne très bien. À aucun moment l'ancrage de cette famille fictive dans la réalité historique ne paraît tiré par les cheveux.

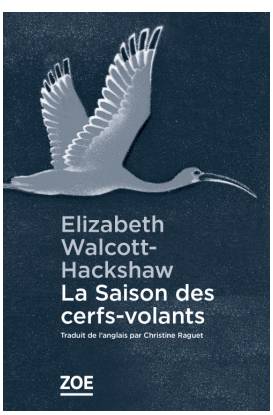
On entre dans l'Histoire en 1918, pour en ressortir à la fin des années 80. De la grippe espagnole et la grève générale à l'affaire des fiches, tous les événements majeurs sont passés au crible des commentaires de la famille d'Emma. Chaque génération porte ses combats sociaux et politiques en parallèle à ceux de nos voisins européens.

Au fur et à mesure du récit émerge quelque chose de très familier, de très suisse. Dans cette famille sont réunies toutes les sensibilités politiques, les cultures et langues nationales, les appartenances religieuses, et pourtant la discussion reste ouverte et la compréhension mutuelle possible. À l'image de notre politique parlementaire sans doute ?

Enfin, ce qui sous-tend fondamentalement l'ouvrage d'un bout à l'autre, c'est le combat des femmes pour leurs droits politiques, économiques et culturels, illustrés par Emma et ses descendantes. À lire et donner à lire à nos propres descendants !

Nicolas Fossati

Elizabeth Walcott-Kackshaw
La saison des cerfs-volants
traduit de l'anglais par
Christine Raguet
Genève, Zoe 2020, 240 p.



Elizabeth Walcott-Kackshaw, née à Trinidad, est originaire des Caraïbes. Elle a étudié l'anglais et le français à Londres, avant de retourner fonder une famille dans sa ville natale. Durant son temps-libre, elle écrit des

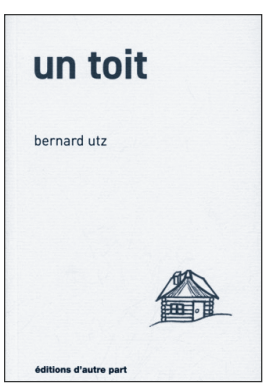
textes profondément engagés, comme ceux de *La saison des cerfs-volants*, un recueil qui rassemble onze nouvelles centrées sur des histoires de femmes.

À travers les points de vue de ses héroïnes, l'auteure dénonce les tourments quotidiens des femmes, mais également les problèmes sociétaux auxquels fait face son île d'origine : kidnappings, névroses, pédophilie intrafamiliale, écart entre les classes et haine que cela engendre…

Mais le thème le plus récurrent de l'ouvrage reste la complexité des liens familiaux, qu'ils soient vécus dans la peur de perdre un être cher (« quiconque abandonne son foyer pour toujours » est, selon la définition donnée par le personnage de Michelle, un *ramboutan*), dans la jalousie ou encore dans l'amour non partagé d'une mère, d'un père ou d'un frère. Les apparences peuvent parfois paraître roses, mais chaque famille à ses secrets. Et Elizabeth Walcott-Hackshaw sait parfaitement bien dépeindre l'importance qu'accorde l'Homme à l'illusion du parfait…

Élisa Baldassarre

Bernard Utz
Un toit
Genève, D'autre part 2020, 120 p.



Un toit est le premier roman du Suisse Bernard Utz, qui a du reste signé cet été une nouvelle inédite dans *choisir* (n° 696, juillet-août 2020, pp. 65-67). C'est l'histoire d'un homme qui fuit la « civilisation » et construit une cabane à la lisière de la forêt, un rêve qu'il partageait avec sa compagne Célestine avant que celle-ci ne décède, six ans auparavant.

Construire une maison pour se reconstruire intérieurement : son journal de bord en explore les étapes et les difficultés. Les livres de sa femme, rares affaires qu'il a emportées avec lui, vont l'aider à tirer le fil qui le relie à elle, pour ne rien oublier. Les passages sur lesquels Célestine a laissé sa trace le rapprochent d'elle. « À présent que je lis le même livre qu'elle, c'est comme si je pénétrais dans son monde. » En rêve ou en réalité, il la retrouve et se pose cette question : « En fait j'aimerais savoir si en lisant un bouquin, on pourrait rejoindre ceux qui l'ont déjà lu. »

Lire pour apprendre à se connaître, c'est ce que la bibliothérapie permet. Mais lire pour éprouver l'autre, celui qui a déjà parcouru le même livre, voilà qui donne une autre dimension à la lecture ! Il faut suivre les indices laissés par le lecteur précédent et se les réapproprier. Une page cornée, une ligne soulignée… l'objet parle ! Un livre usagé a ainsi plus de valeur qu'un livre neuf.

Marie-Thérèse Bouchardy

Livres ouverts

SPIRITUALITÉ

Fabrice Hadjadj
À moi la gloire
Paris, Salvator 2019, 160 p.

À moi la gloire, titre provocateur ! Encore faut-il savoir à qui faut-il rendre gloire : à Dieu ? à nous-mêmes ? Quand nous rendons gloire à Dieu, ce n'est pas pour lui faire un ajout à sa propre gloire ; la gloire de Dieu est déjà là, bien réelle. Jésus nous a lui-même avertis : « Je ne tire pas ma gloire des hommes » (Jn 5,41).

Certes, les Psaumes nous incitent à rendre gloire au Seigneur, à reconnaître qu'il est digne de notre louange, mais cette demande est là pour nous situer comme créatures devant notre Dieu, si parfait, si aimable. Devons-nous nous souhaiter d'« être glorifiés » ou rester parfaitement humbles ?

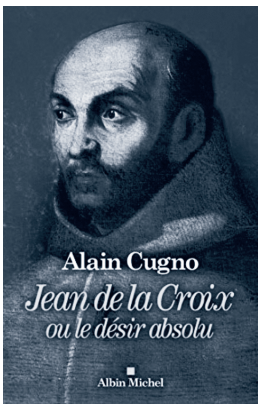
Saint François de Sales conseillait de « conserver sa bonne renommée en pratiquant l'humilité ». Il faut comprendre ce qu'est la véritable humilité. Ce n'est pas celle qui conduit à trop baisser les yeux et à craindre la vantardise. Notre être est social et le paraître aux yeux des autres ne peut être négligé. Si je veux être un témoin fiable, il faut que mon humilité soit attirante, voire même rayonnante : « Que votre lumière brille devant les hommes », recommande le Christ (Mt 5,16). Ce qui faisait dire à Dom Jean-Baptiste Porion, chartreux de la Valsainte : « La plus grande humilité, c'est d'accepter de devenir Dieu. » Saint Irénée ne disait-il pas déjà que : « Dieu s'est fait homme pour que l'homme devienne Dieu » !

L'auteur recommande d'accepter d'être assez humble pour désirer être vraiment glorieux, selon le vœu de l'Éternel à notre égard. Humble, parce que je reçois toujours d'un Autre ma propre gloire, et généreux parce que ma propre gloire réclame que d'autres soient glorieux.

Le Christ nous a incités à « porter du fruit » ; ainsi nous serons glorifiés en exerçant notre liberté de construire un monde meilleur et en déployant une fécondité propre avec les dons que nous avons reçus pour accomplir la mission que Dieu nous a confiée.

Monique Desthieux

Alain Cugno
Jean de la Croix ou le désir absolu
Paris, Albin Michel 2020, 256 p.



Homme de désir, Jean de la Croix est avant tout un homme libre de tout lien pour se rendre, marque de l'authentique liberté, disponible à ce que Dieu veut de lui. « Par une nuit obscure… Je sortis sans être vue », signale, dès le début de *La montée du Carmel*, la réceptivité d'une âme dont le désir absolu traverse la nuit obscure, découvre les sonorités inouïes du cantique spirituel, pour advenir à l'incandescence d'une vive flamme qui brûle sans se consumer.

L'originalité de cet ouvrage est de montrer à travers l'exposition de ce qui arrive à l'âme le déploiement d'une expérience humaine d'une singularité absolue, signe de l'universalité divine à laquelle tous sont appelés.

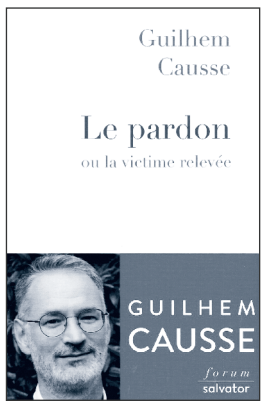
Alain Cugno, avec beaucoup d'intelligence, guide le lecteur en s'appuyant sur les poèmes de Jean de la Croix. Il éclaire les multiples passages de l'œuvre sanjuaniste et trace ainsi avec finesse l'axe de l'itinéraire sur lequel la puissance transformatrice du désir se déploie. Il dévoile ainsi, par-delà la figure du renonçant austère, le profil d'un homme qui, dans l'heureuse passivité reçue de Dieu, jouit d'une vive sensualité et joie spirituelles.

Un livre certes exigeant, mais ô combien fécond pour tous ceux qui veulent, en (re)découvrant un des joyaux de la littérature mystique, en goûter les saveurs divines.

Luc Ruedin sj

PSYCHOLOGIE

Guilhem Causse
Le pardon
ou la victime relevée
Paris, Salvator 2019, 190 p.



Écrit par un jésuite, voici un ouvrage en lien avec la problématique actuelle des abus sexuels. Travaillant à partir de plusieurs textes bibliques, l'auteur éclaire son propos en proposant de mettre en place des rituels célébrant le retour dans le monde des vivants de ceux qui sont atteints par le mal, qu'ils l'aient subi ou commis. En effet, le pardon est un recours puissant pour que les victimes et les coupables se relèvent et retrouvent leur dignité, leur liberté, leur parole et leur place dans la société. C'est aussi une grande ressource pour les communautés que touche le crime.

Mais comment retrouver le vrai visage du pardon dans un contexte

Livres ouverts

ecclésial, juridique et sociétal qui s'en est éloigné ? Comment ne pas réduire le pardon à la reconnaissance de la culpabilité ? L'Église, voire la société européenne toute entière, aurait fait l'impasse sur plusieurs dimensions. En se focalisant sur l'intime de la conscience du coupable, on a oublié les dimensions psychiques et corporelles. En se focalisant sur son retour à la légalité, on a oublié la dimension communautaire et sociale. En se focalisant sur le pardon que l'Église donne au pécheur, on a écarté la victime du travail du pardon.

Car si le pardon est bien un travail qui mène l'agresseur à prendre conscience de sa culpabilité, il commence néanmoins avec la victime qui doit prendre conscience du mal subi et demander justice. Cette justice commence par la réconciliation avec soi-même, avant d'aller vers une possible réconciliation avec l'autre. Seul ce travail permet aux deux, victime et agresseur, de redevenir « humains ».

L'abus crée une faille, un abîme qui sépare victime et agresseur du reste du monde. « Le pardon est alors ce qui ne laisse pas l'abîme devenir le néant dans lequel serait engloutie l'humanité. » Le pardon franchit cet abîme, mais de façons fort différentes pour la victime et pour l'agresseur.

Pour le coupable, il est une parole, une « voix » qui l'appelle à avouer, même s'il ne comprend pas encore comment l'aveu peut le faire sortir de l'abîme. Pour la victime, le pardon est un geste posé par un autre qui s'est avancé vers elle pour la soigner, la relever, se mettre entre elle et l'agresseur, se retourner contre le coupable en lui faisant un reproche. Ce n'est que lorsqu'il est allé au bout de l'aveu et du repentir que le coupable peut recevoir le pardon. Ce n'est que lorsqu'elle est restaurée dans sa dignité d'être humain par des témoins que la victime peut envisager le pardon. Ainsi l'un et l'autre peuvent à nouveau faire partie du monde des vivants.

Il n'y a pas forcément besoin que victime et agresseur se rencontrent pour que le pardon soit donné et reçu. Le pardon vient délier le coupable de ses actes mauvais pour le relier à sa « puissance d'être » et il vient sortir la victime de la stupéfaction dans laquelle le mal l'a plongée.

Reste que nul ne sait d'où vient le pardon. Il nous échappe tout en révélant en chacun ce qu'il y a de bon en lui. L'homme du pardon est celui qui reconnaît la faille qui le traverse et accepte la promesse d'un avenir meilleur.

Anne Deshusses-Raemy

JAB
CH-1227 Carouge
PP/Journal

Poste CH SA

L'histoire, passante oublieuse,
Ne m'a pas appris d'où je sors,
Et la terre silencieuse
N'a jamais dit où vont les morts.

Sully Prudhomme